

La guerre d'Espagne

Villard Pierre

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

Q
sans-jour



LA GUERRE D'ESPAGNE

Pierre Villard

puf

QUE SAIS-JE ?

La guerre d'Espagne

(1936-1939)

PIERRE VILLARD

Cinquième édition

25e mille

Avant-Propos

L'auteur devant l'Espagne des années 30

Le 19 juillet 1936, quand me parvint la nouvelle du soulèvement militaire espagnol, je séjournais chez Maurice Legendre, grand hispaniste, auquel ma femme et moi devons une inoubliable initiation à la Castille, à l'Extremadure, à la Tolède de Marañón, à la Salamanque d'Unamuno. Nous savions sa passion exclusive pour l'Espagne catholique et traditionnelle, son refus instinctif de l'épisode républicain. Cela ne suscitait alors entre nous que d'amicales taquineries.

Cependant, devant son évidente satisfaction à la nouvelle du soulèvement militaire, nous objectâmes, et cette fois avec gravité, que le sang allait couler, peut-être beaucoup de sang. Sa réponse fut : « Si votre mère avait un cancer, et qu'on ordonnât une opération, vous hésiteriez ? » Je cite ici cette phrase parce que l'image qu'elle suggère et l'argument qu'elle implique furent présents dans beaucoup d'esprits – et beaucoup d'écrits – au sommet de la société espagnole qui se déchira en 1936. On n'y avait ressenti, depuis 1931, l'expérience démocratique que comme une anomalie maligne, à extirper par le fer.

Mais qui dit chirurgie dit brièveté. Legendre ajouta : « c'est l'affaire de trois jours ». A ce moment, un éclat de rire inattendu, assez insolent, nous surprit. Nous avions oublié la présence, à quelques pas de nous, de la nourrice de mon fils, une Galicienne analphabète, totalement indifférente à la politique, et qui pourtant avait avidement suivi nos propos. C'était, devant l'événement, l'instinctive réaction populaire : « Ah ! Ils croient nous avoir en trois jours ? Eh bien, ils vont voir ! » Ainsi jouaient, en juillet 1936, aux deux extrêmes de la société espagnole, les passions et les illusions de classe.

L'illusion de la brièveté fut durable. En novembre encore, de passage à Paris, Legendre nous dit : « Ce sera pour Noël ». Et du Madrid républicain nous parvenait la chanson : « Los cuatro generales – que se han alzado – para la Nochebuena – serán ahorcados » [1]. Or ce n'est pas un, mais trois Noëls que l'Espagne allait passer sous les bombes.

Ses structures internes étaient plus complexes qu'elle n'avait elle-même imaginé. Et la conjoncture internationale reproduisait, comme homothétiquement, les divisions espagnoles.

Si je donne à cette brève introduction un tour personnel, c'est que le lecteur de tout livre d'histoire a droit à un minimum d'information sur les rapports entre cette « histoire » et l'homme qui en promet l'analyse. Un Français d'aujourd'hui peut considérer « la guerre d'Espagne » comme un épisode étranger, lointain. Pour ma génération (trente ans en 1936), « guerre d'Espagne » a signifié menace hitlérienne, rodomontades mussoliniennes, aveuglement des démocraties parlementaires, énigme soviétique (force ou faiblesse ? espoir ou enfer ?). Et pour moi, qui venais de passer à Barcelone, dans le bonheur et la sympathie, six ans d'étude, d'enseignement, d'observation de la vie publique, je regardais avec angoisse le déchirement d'un pays aimé, et les souffrances d'amis très chers.

Je ne me poserai pas en témoin de la guerre même. Je n'ai passé que deux semaines (le temps d'un déménagement) dans Barcelone en révolution. Mais j'ai l'impression d'avoir pratiqué sans cesse, depuis 1936, par les confidences que j'ai reçues, « l'histoire orale ». Après 1945, d'autres séjours m'ont fait connaître « l'Espagne de Franco ». Et surtout, aucun de mes travaux sur le passé espagnol, même très lointain, ne m'a paru étranger à la saisie du présent.

Tout cela me donne-t-il le droit de tenter, après tant d'autres, une synthèse : « la guerre d'Espagne » ? La bibliographie du thème est inépuisable. Mais la logorrhée triomphaliste des vainqueurs, et le fatras des rancunes chez les vaincus, relèvent d'une « histoire des mentalités » qui n'exige pas une lecture exhaustive. En revanche, des travaux récents et minutieux précisent parfois des faits mal connus : j'ai tâché d'en tenir compte, et regrette seulement que le caractère de cette collection ne me permette pas de multiplier les références. Pour le reste, à mon habitude, il m'a moins importé de « faire savoir » que de *tenter de faire comprendre*. Le seul péché majeur est de juger sans avoir compris.

Chapitre I

Pourquoi la guerre civile ?

Autour de 1970, J.M. Gil Robles et J. Chapaprieta, leaders politiques espagnols des années 1933-1936, ont publié deux livres : *La paix fut impossible*, *La paix fut possible*. Hantise compréhensible. Mais, sous cette forme, la question risque d'être mal posée. *La guerre a eu lieu*. Il faut lui découvrir d'autres origines qu'une mauvaise combinaison ministérielle, une bonne volonté frustrée, la maladresse d'un président. L'Espagne du xxe siècle hérite du xixe de graves *déséquilibres*. *Sociaux* : vestiges d'ancien régime agraire, structures incohérentes de l'industrie. *Régionaux* : un développement inégal oppose, mentalement et matériellement, au sein de l'Etat, d'anciennes formations historiques. *Spirituels* : l'Eglise catholique garde une prétention dominatrice, à quoi répond un anticléricalisme militant, politico-idéologique dans une certaine bourgeoisie, passionnel dans les masses populaires anarchisantes. C'est le poids de ces problèmes qu'il faut mesurer d'abord.

I. Les déséquilibres structurels

1. Les déséquilibres sociaux

A) Problèmes agraires

Le plus connu est celui du « latifundio », brûlant en Andalousie, mais aussi en Nouvelle-Castille, en Extremadure. Si la propriété géante est exceptionnelle, la « grande propriété (plus de 250 ha) domine dans ces provinces, même dans des municipes riches (Séville, Jerez). Or, souvent cultivée extensivement, elle exclut l'exploitation moyenne bien outillée, et ne coexiste qu'avec une propriété parcellaire minuscule et démunie. Le système implique l'utilisation temporaire (100, 150 jours par an) d'un prolétariat agricole qui attend, sur la place de gros villages, une embauche à tarifs très bas (3 pesetas par jour avant 1931). Ce prolétariat a ses traditions, ses souvenirs, « années de la faim », gestes de révolte (incendies, tailles de bois, chasses illégales), conspirations, répressions. Des masses

déchristianisées sont pénétrées d'une mystique, l'idée anarchiste, individualiste et associationniste à la fois. Ce qu'on a appelé « le trienio bolchevik » (1917-1919) n'avait rien eu de « marxiste ». On avait réagi à la nouvelle « une révolution a eu lieu ».

Tout cela n'est ignoré ni des gouvernements, ni des partis, ni des intellectuels. « L'Institut de Réformes sociales » (1902), l'ouvrage du notaire Díaz del Moral sur l'histoire des agitations andalouses (1920), celui de Pascual Carrión sur le « latifundio » (1932) offrent de sérieuses approches du fait social agraire. Mais rien de concret n'a été tenté avant 1931 pour en combattre les tares. Il est vrai qu'en 1931 la République née le 14 avril a mis immédiatement à son ordre du jour « la réforme agraire ». Les Cortes ont voté, en 1932, un texte très médité. Trop peut-être. Les anarchistes y voient « un chef-d'œuvre de pédanterie ». Elle débute, de façon inattendue, par l'expropriation des terres des Grands d'Espagne, en repréailles d'une tentative de putsch (général Sanjurjo, août 1932). Cette réforme-sanction mêle dangereusement le social et le politique, et n'a installé, fin 1933, que 9 000 familles sur moins de 100 000 ha, quand la réforme agraire devait porter sur des millions. Or, à cette même date, des élections législatives rapprochent du pouvoir une droite bien décidée à indemniser les expropriés et à stopper la réforme.

L'imbrication du social et du politique prend des formes caricaturales. Un propriétaire conte dans ses Mémoires comment il dit aux ouvriers embauchés en 1934 : « 5 pesetas par jour, c'était quand *vous* aviez gagné les élections ; *nous* les avons gagnées, maintenant c'est 3 pesetas. » En 1932-1933 les propriétaires limitent l'embauche. En 1934 les journaliers tentent la grève de la moisson. Sur 700 000 chômeurs, 400 000 sont des salariés agricoles. Comment, dans des campagnes traditionnellement agitées par le mythe de la « répartition » des terres, éviterait-on des heurts sanglants ?

Il y en a, dès 1932, entre population et Garde civile, à Castilblanco, Arnedo, Villa de don Fadrique... Arnedo est l'occasion de la rupture entre le général Sanjurjo et le président Azaña. Mais la « Garde d'assaut », créée en méfiance de la Garde civile, se montre plus dure qu'elle. En janvier 1933, à Casas Viejas, elle fait 21 morts, dont 12 fusillés sans jugement. Entre Azaña et la base populaire se creuse un abîme. Il y perd sa présidence, puis sa majorité (élections de novembre 1933).

Mais le « latifundio » méridional n'est pas le seul problème posé par un secteur agricole qui domine encore largement, en 1930, l'économie espagnole. En Galice, c'est au contraire l'exiguïté de l'exploitation

agricole (le « *minifundio* ») qui crée la misère. La Catalogne, plus aisée, connaît elle-même un conflit de classe aigu, entre propriétaires organisés (« Institut agrícola català de Sant Isidre ») et fermiers viticoles dits « *rabassaires* » dont la stabilité sur la terre dépend de la perpétuation des ceps.

L'« Institut » cultive le mythe d'une harmonie séculaire dans la campagne catalane, la « situation anarchique » des années 30 étant attribuée à la république et à la « gauche catalane » (l'« *Ezquerra* » de Macià et Companys). Or celle-ci, en vertu du « Statut » d'autonomie de 1932, fit voter, en 1934, une loi permettant le rachat des baux. Les propriétaires la firent annuler à Madrid quand la droite y triompha. Ce fut une des raisons pour lesquelles Companys, le 6 octobre 1934, crut devoir proclamer « l'Etat catalan ». Comme il échoua, la revanche des propriétaires fut éclatante : des centaines de fermiers furent chassés de leurs exploitations ; ils y rentreront par la force après les élections de février 1936, favorables à la gauche dans l'ensemble de l'Espagne.

Victoires et défaites de classe se trouvent ainsi sans cesse « *imputées au politique* » (y compris, en Catalogne, aux rapports difficiles entre pouvoirs autonomes et pouvoir central).

Autre contraste *régional* (et cela compte parmi les facteurs d'éclatement) : le Centre-Nord espagnol (Castille-Léon) a sa propre « structure agraire ». Moins distincte qu'on ne dit parfois de celle du Sud ; la grande propriété y domine aussi. Mais efficace, organisée, capable de contrôler, économiquement et idéologiquement, une masse de fermiers, et de « propriétaires très pauvres », aux limites de la subsistance, et donc dépendants, très sensibles à une propagande en faveur de « l'agriculture » en soi, contre la ville, les ouvriers, l'industrie, les régions industrielles.

Là a pu réussir une opération tentée en vain, en 1917-1919, en direction du Sud andalou et du monde ouvrier : l'encadrement dans un syndicalisme catholique. Il a ses organes coopératifs, financiers, vite indispensables. Il se vante de faire asseoir le plus humble fermier auprès du plus titré des propriétaires. Mais ceux-ci sont aux commandes (avec la hiérarchie catholique). L'idéologie est simple : défense de la religion et de la propriété « contre le socialisme », unité de la « patrie » contre les autonomismes périphériques. La cnca syndicale prépare le ceda politique de 1933 [1].

Modèle ? Le corporatisme salazarien. Avenir ? les « syndicats verticaux » franquistes. Valladolid, Burgos seront les foyers du « mouvement » militaire. Ajoutons-y la Navarre, avec une originalité de plus : la

tradition carliste, populisme anticapitaliste à l'origine, mais farouchement conservateur, et d'habitudes guerrières.

Ne disons pas : la guerre civile « devait » éclater. Mais le fond de classe donne à la lutte politique ses traits *passionnels*. Des masses entières sont engagées à *croire aux agressions* et à *rêver de revanches*.

B) Problèmes urbains, industriels, ouvriers

Dans l'Espagne peu industrialisée de 1930, l'ouvrier devrait moins peser que le paysan. Mais les problèmes qu'il pose, plus localisés, sont plus bruyants quelquefois. L'Espagne a de *grandes villes* : Madrid, Barcelone touchent aux 2 millions d'habitants ; Valence, Séville, Saragosse, Málaga dépassent 100 000.

Elles ont leurs quartiers pauvres, leurs petits artisans, leurs ouvriers (transports, bâtiment), leurs employés mal payés, un milieu prêt aux luttes dures ; grèves de Madrid (tramways, bâtiment, hôtellerie) à la veille de la proclamation de la République (1931), et à celle du coup d'Etat (1936), ébauche d'insurrection à Séville, matée au canon, en pleine euphorie républicaine (juillet 1931), six semaines de grève générale à Saragosse, avec élan de solidarité dans tout le pays, en plein temps de réaction politique (avril-mai 1935).

Ces mouvements engagent l'avenir de façon diverse : en révélant les divisions syndicales, en donnant des arguments aux tenants de l'ordre, et quelques illusions aux chefs ouvriers, ils font prévoir certaines surprises de l'été 36 : brutalité du mouvement militaire contre Séville, excessive confiance de l'état-major anarchiste à Saragosse, mais, inversement, présence de forces populaires encadrées, prêtes à l'action, à Madrid ou à Málaga, malgré la faiblesse d'un prolétariat proprement industriel.

Ce prolétariat industriel existe, dispersé organiquement, mais régionalement concentré.

Dispersé ? Pas d'entreprise géante ; la « fabrique » isolée est fréquente ; de grandes mines n'ont pas d'environnement industriel ; cela dit, il y a des régions industrielles caractérisées : les Asturies (mines de charbon, avec industries annexes), l'ensemble sidérurgique de Bilbao, et toute la Catalogne, avec de gros centres spécialisés (Terrassa, Sabadell), et Barcelone, agglomération de taille européenne, encore très « xixe siècle » par certains aspects : tristes banlieues, quartiers urbains surpeuplés d'immigrés ruraux.

Un chiffre : alors que l'ensemble espagnol n'a que 25 % de population industrielle dans sa population active, la Catalogne en a 45 %. Un prolétariat aussi groupé *pense et s'organise*.

Autour de *Bilbao* et des *Asturies*, l'idéologie est *socialiste*, avec, comme expression syndicale l'ugt (Union générale des Travailleurs). Mais de dures conditions de vie radicalisent souvent l'aspiration ouvrière ; dès 1926, il existe dans tout le Nord une marge *communiste*, qui restera minoritaire, mais active. *En Catalogne*, l'originalité connue est le maintien, rare en Europe vers 1930, d'une puissante centrale *anarchosyndicaliste*, la cnt (Confédération nationale du Travail). Son poids est incontestable. En 1919 elle a compté en Catalogne 300 000 adhérents. On lui en prêtera un million et demi sous la république.

Une certitude : elle peut, sur un ordre, paralyser Barcelone. Et toute mobilisation politique dans cette ville (comme en octobre 1934), lancée sans elle ou contre elle, va à l'échec. C'est que l'anarchisme catalan a une histoire : fidélité au passé bakouninien, héros et martyrs du « procès de Monjuïc » (1897), de la « Semaine tragique » (1909), grève de l'électricité (1919), victimes du contre-terrorisme policier (Seguí, Layret). Que de leçons militantes !

La cnt a un projet révolutionnaire, et un projet de société. Mais pour elle la Révolution doit partir d'en bas, et se construire sur des *communes* et des *syndicats*. Elle ne pose que négativement le problème de l'Etat. Pour elle, tout ce qui vient d'en haut est suspect. Cela éparpillera l'initiative révolutionnaire.

En 1931, des leaders modérés (« les Trente ») ont signalé le péril. En vain. Depuis la clandestinité du temps de Primo de Rivera (1923-1930), les anarchistes « purs » (« Los Solidarios »), la « Fédération anarchiste ibérique » (fai) orientent la Confédération. Ils ont à leur tête de fortes personnalités : Durruti, García Oliver, les Ascaso.

En 1932, il est normal qu'ils aient dénoncé les lenteurs, les compromis du socialisme réformiste au sein de « la République bourgeoise ». Mais ils ont voulu aussi expérimenter leur capacité insurrectionnelle. En janvier 1932, le « communisme libertaire » a été proclamé dans les villes minières du Haut-Llobregat. La revendication ouvrière initiale était de porter de 15 à 25 pesetas le salaire hebdomadaire. On oublie trop de tels chiffres quand il s'agit d'expliquer la combativité sociale des ouvriers des premières années 30. Mais le geste politique (occuper les municipalités) fit croire à un « complot international ». Azaña a reconnu là-dessus sa mauvaise information. Comme il n'y eut pas de

victime, la répression fut modérée. Mais l'incident est révélateur : le pouvoir n'imagine que masses ignorantes et états-majors mystérieux. Et la cnt en revient à des actions dispersées, à ce « cantonalisme » de 1873, critiqué par Engels, et qui avait perdu la première République. Un an plus tard, il suffit d'un ordre de grève mal interprété pour que des villages du Sud proclament à leur tour le « communisme libertaire ».

Et ce fut Casas Viejas : la tragédie. Ici encore, Azaña avoue qu'il fut, sur le moment, *mal informé*. Problème essentiel aux origines de la guerre civile : par habitude, préjugé, ou complicité de classe, les informateurs des gouvernants leur peignent toujours l'agitation sociale comme facteur de complot autoritaire, jamais la résistance aux réformes comme facteur de l'agitation. Comme disait (en 1766 !) le comte d'Aranda, il est plus facile au pouvoir de s'en prendre aux *conséquences* d'un état social qu'à ses *causes* !

Casas Viejas, on l'a vu, entraîna la radicalisation de l'attitude socialiste, la chute d'Azaña, l'appel au suffrage universel. La cnt retrouva alors son vieux slogan : « Ne votez pas ! Face aux urnes, la Révolution sociale ! » Puis, devant le triomphe de la droite, elle appela à la résistance armée. Prévue (Durruti fut arrêté préventivement), elle échoua. Non sans victimes : 75 insurgés tués, 14 « gardes » (déc. 1933).

La droite ne fut pas immédiatement portée au pouvoir. Le président de la République, Alcalá Zamora, voulut « gouverner au centre ». Neuf mois d'intrigues parlementaires démontrèrent la vanité du propos. Et, le 4 octobre 1934, l'entrée au gouvernement de membres de la « ceda » non formellement ralliés à la république fit réagir vivement les milieux politiques et les organisations ouvrières. On peut distinguer trois cas.

1. A Madrid, au Pays Basque, et dans plusieurs villes, il y eut grèves générales, parfois gestes insurrectionnels (Madrid), mais que les forces de l'ordre réduisirent vite.
2. Aux Asturies, exceptionnellement, une « Alliance ouvrière » unit dans des comités communs socialistes, communistes et anarchistes ; les usines, les casernes, les gares, les villes de Gijón, Aviles, Mieres, et presque tout Oviedo, furent occupées ; ce fut une « révolution » en ce sens que la production, les services, les communications fonctionnèrent sous le contrôle ouvrier, dans une dictature de guerre. Mais, dès les 7-8 octobre, l'échec des autres mouvements espagnols condamna les insurgés

asturiens à une retraite défensive qui dura jusqu'au 19 octobre, devant des troupes du Maroc et de la Légion amenées par mer ; à leur tête, le colonel Yagüe, le général Franco, *les hommes de la future guerre civile*.

3. Le troisième refus de ce que Miguel Maura appelait « la République défigurée » eut lieu en Catalogne, avec appui d'une « Alliance ouvrière » unissant le Parti communiste (faible en Catalogne), le « bloc ouvrier-paysan » (formation communiste dissidente), et un petit parti « nationaliste prolétarien ». Tous entendaient soutenir l'initiative de la « Généralité » catalane de proclamer « l'Etat catalan » dans une république espagnole *fédérale*. Mais Dencas, « conseiller » responsable du mouvement, en écarta volontairement la cnt. A Barcelone, c'était choisir l'impuissance ; l'armée vint facilement à bout des centres officiels, et de groupes retranchés dans un centre syndical. Pourtant le mouvement n'avait pas été négligeable dans d'autres villes catalanes et à la campagne.

2. Les déséquilibres régionaux : nationalismes périphériques

C'est qu'on comprendrait mal la guerre d'Espagne dans ses origines et son déroulement, si l'on ignorait la vigueur des sentiments de groupe, devenus « nationalismes » dans certains cas, qui animent, à la périphérie de la péninsule, d'anciennes formations historiques. Une seule, le Portugal, a le statut de nation-Etat. Mais d'autres, originales par leur passé, leur structure sociale, leur stade de développement, ont mal supporté, au xix^e siècle, l'unitarisme espagnol, qui est un dogme en Castille.

A) Le nationalisme catalan

Il a pour fondements : 1) *la langue*, que le peuple a toujours parlée, et dont le passé littéraire est assez brillant pour avoir inspiré une « renaissance » ; 2) *l'histoire*, que cette « renaissance » a mythifiée, mais à partir de glorieuses réalités : puissance méditerranéenne médiévale catalane, avec ses douanes, sa monnaie, ses consuls, ses organes représentatifs (« Généralité », « Cortes », « Consell de Cent »...) ; 3) une *tradition indépendantiste*, liée à la critique des rois castillans (« *Visca la terra i mori lo mal govern* »), avec *guerres* en 1462-1472, 1640-1659, 1705-1714) ; 4) une *originalité économique*, la présence d'une *industrie* dont la prospérité dépend d'un marché espagnol

pauvre, et dont la protection douanière relève des décisions de Madrid, où le protectionnisme a de virulents adversaires : marchands, politiciens et journalistes prêts à se faire une popularité contre l'« égoïsme » catalan, militaires chargés à la fois de combattre en Catalogne le carlisme montagnard antilibéral, anticentraliste, et l'ouvrier barcelonais, dont les révoltes prennent précocement la forme « vive la République catalane » (1836).

Pourtant c'est tardivement que ces contradictions, au xixe siècle, aboutissent à une conscience « catalaniste ». D'un côté l'Eglise catholique a canalisé l'héritage du vieux carlisme dans un traditionalisme religieux à symboles catalans (Saint-Georges, Montserrat...). A l'autre bout de l'éventail spirituel, un autre héritage : celui de Pi y Margall, idéalisme républicain, fédéraliste, anti-étatique : deux courants éloignés, qui se rejoignent un jour.

Ils le font surtout à la fin du siècle ; la date clef est 1898, quand la débâcle devant les Etats-Unis, et la perte de Cuba sont d'autant plus ressenties que l'esprit impérialiste européen est alors à son zénith. Le grand poète catalan Joan Maragall écrit un Adieu, Espagne que son ami Unamuno comprend, car lui aussi est déchiré, mais qu'il considère comme la désertion, un jour de malheur, du frère « le plus capable » de la famille. Après avoir dit « la Catalogne est la patrie, l'Espagne est la nation », les Catalans se mettent à dire : « La Catalogne est la nation, l'Espagne est l'Etat. » Le phénomène se précise en 1906 : « Solidarité catalane » électorale entre partis les plus opposés (carlistes, fédéralistes), Ier Congrès de la Langue catalane, publication de La Nacionalitat catalana, de Prat de la Riba, théorie du passage du régionalisme au nationalisme, concluant à l'exigence d'Etat, au nom d'une bourgeoisie frustrée.

Mais ce « nationalisme bourgeois », aujourd'hui bien étudié, porte en lui ses contradictions : pourrait-il, en attendant un « Etat catalan » hypothétique (qu'il se garde de proposer dans l'immédiat) se passer de tout espoir d'influence dans l'Etat espagnol, et de la garantie sociale de celui-ci ? En 1918, Cambó, chef du parti catalaniste (la « Lliga ») accepte d'entrer dans un cabinet Maura ; et les années socialement tragiques 1917-1923 voient se ranger le patronat catalan derrière le général-policier Martínez Anido. L'esprit de classe a été plus fort que l'affirmation « nationaliste ».

Or, on s'aperçoit alors qu'une autre dialectique a joué entre fait national et fait social. Le « catalanisme » est devenu l'instrument d'une autre Catalogne : celle des paysans modestes, « rabassaires », artisans, employés, boutiquiers, maîtres d'école, prêtres de village, intellectuels

critiques envers leur milieu, « nouvelles couches » qui peuvent relayer les « notables » de jadis, avec un idéal – sensibilité plutôt qu'idéologie – où se rejoignent la *Patrie*, la *Démocratie*, les intérêts « *populaires* ».

Et c'est ainsi que sous Primo de Rivera (1923-1930) les griefs de groupe ont rejoint les griefs de classe, dans une Catalogne massivement opposante. Certes, le prolétariat anarchisant affirme toujours qu'il méprise le « chauvinisme petit-bourgeois » autant que le « nationalisme bourgeois ». Mais, en avril 1931, à la première consultation électorale après le silence de la Dictature, la CNT laissa (ou fit) voter pour le parti politique le plus marqué « à gauche ». Et c'était un parti catalaniste, l'« *Ezquerra republicana* », dont le triomphe surprit par ses dimensions.

Il le devait beaucoup à un homme, Francesc Macià, dont le projet romantique d'envahir la Catalogne par Prats-de-Mollo pour en proclamer l'indépendance avait frappé les esprits malgré son échec (1926). Un patriotisme mystique, une totale pureté morale, une bonne volonté sociale naïve (il aurait voulu pour tout Catalan « maisonnette et jardinet ») faisaient de Macià une figure à la fois charismatique et familière (l'« *Avi* », l'aïeul). C'est pourquoi, le 14 avril 1931, dans les rues de Barcelone, j'entendis scander le cri « Mort à Cambó », « Vive Macià ». Echappant à la « *Lliga* » conservatrice, la revendication nationale rejoignait les aspirations démocratiques.

Cette jonction se vérifiera quand éclatera la guerre civile. Mais en proclamant, le 14 avril, « la République catalane, Etat intégrant de la République fédérale ibérique », Macià avait anticipé sur le vote d'une Constitution. On le lui fit comprendre, et il se contenta du titre de « président de la Généralité » et d'une promesse de statut d'autonomie. Or, la discussion de ce Statut aux Cortes constituantes espagnoles révéla, dans la dénonciation des « séparatismes », tout le vocabulaire passionnel qui sera celui de la rébellion militaire de 1936. Et même un républicain comme le philosophe José Ortega y Gasset exprima la violence du sentiment unitaire espagnol, la répugnance pour le « Statut ». Il le vota pourtant, à la demande d'Azaña qui, en cette matière comme en matière agraire, croyait aux solutions *par les textes*.

Or les textes ne sont pas tout. Dès 1934, quand la gauche garda la majorité à Barcelone et la perdit à Madrid, de durs conflits (nous l'avons vu) éclatèrent. Et en 1936, devant la rébellion militaire, la Catalogne se sentira attaquée comme telle, tant le discours « antiséparatiste » sera violent. Elle réagira donc massivement (non pas, bien entendu, « unanimement »).

Ainsi la guerre civile ne se comprendrait pas : 1) sans mesurer la crise de conscience qu'a entraînée pour l'Espagne du xixe siècle son échec comme Etat-nation-puissance à la manière de ses voisins ; 2) sans tenir compte du jeu complexe qui parfois *ajoute*, et parfois *retranche*, la force des *consciences de groupe* à celle des *consciences de classe*.

Cependant, la « question catalane » pourrait être une exception. La Galice, qui a langue et culture propres, a pu demander un « statut » d'autonomie, sans que le retard dans son adoption ait causé de drame. Mais on sait qu'il n'en est pas de même d'un autre « nationalisme » – le basque – aussi exigeant que le catalan, et qui a joué, en 1936, un rôle du même genre.

B)

Le nationalisme basque invoque *une langue, un passé* d'une originalité rare. Tout semble « immémorial » dans les traits distinctifs des Basques. L'appartenance à un groupe humain réduit, isolé, menacé d'absorption par la civilisation moderne, est le premier fondement de la conscience basque.

Ce groupe ethnique, des Pyrénées à l'Océan, a, depuis la préhistoire, beaucoup cédé de terrain, mais en résistant successivement, jusque très avant dans le Moyen Age, aux Romains, aux Arabes, aux Francs, et même à l'introduction du christianisme (resté ensuite, il est vrai, d'autant plus vivace qu'il a été implanté plus tard). Ce peuple de pasteurs et de paysans n'est pourtant pas fermé, étant aussi peuple de pêcheurs et de marins, activement lié à la Découverte et au peuplement du Nouveau Monde. Historiquement, les communautés rurales et montagnardes, et les petites « républiques » urbaines basques, constituées en « provinces », ne se sont considérées liées à des rois que par des liens personnels et réciproques : fidélité contre respect des « libertés » et privilèges traditionnels : les « fueros ». Sabino Arana, fondateur du « nationalisme basque » du xixe siècle, a d'abord raisonné à la manière médiévale : je ne suis pas « espagnol » puisque je suis « vizcayen » ; je ne suis pas « séparatiste » puisque je n'ai jamais appartenu qu'à un seul corps : « la Vizcaye ».

Pourtant le modèle finalement proposé par Arana fut bien la « nation » moderne : *une* (zazpiak bat : 7 (provinces) = 1), avec un *nom* (Euskadi) et un *drapeau* (l'« ikurriña »). Ce besoin d'un nom, d'une unité, d'un symbole, n'est pas une exigence artificielle ; il exprime la crainte de voir disparaître une *différence*. Sabino Arana disait : une langue ne fonde pas un patriotisme, mais seul un patriotisme peut

sauver une langue menacée.

Le nationalisme basque n'est donc pas, comme on le soutient parfois, un simple héritage du vieux « carlisme » ; il est vrai qu'au siècle dernier les « carlistes » ont soutenu trois guerres contre Madrid, et contre tout libéralisme, tout individualisme. « Dieu et les vieilles lois », criaient, en basque, les soldats-paysans en béret rouge, encadrés par des militaires de métier et un clergé combattant. Mais ils attaquaient Bilbao, capitale basque, parce que commerçante et libérale. On ne peut confondre idéologie carliste et solidarités basques.

En le faisant, on comprendrait mal comment, en 1936, une jeunesse en uniforme carliste (les « requetés ») a pu se mettre, en Navarre et Álava, aux ordres du général Mola, ennemi juré du « nationalisme basque ». Dans ce cas, ce qui a joué, c'est la passion antilibérale, antirépublicaine, le mot d'ordre du « Christ-Roi » – une sorte de Vendée – contre un Guipúzcoa qu'on savait hostile aux généraux par « nationalisme basque ».

Mais d'où venait donc ce « nationalisme » qui va en effet résister au coup d'Etat militaire, à sa façon, mais d'accord avec le gouvernement républicain espagnol ? Une comparaison est tentante avec le nationalisme catalan, en considération des structures ; le Guipúzcoa et la Vizcaye, comme la Catalogne, sont des régions industrielles. Les industries, il est vrai, sont de nature plus lourde : sidérurgie, constructions navales, avec un gros appareil bancaire ; et les responsables du haut capital basque n'ont jamais assumé collectivement les thèses régionalistes, puis nationalistes. Ceux qui l'ont fait, ce sont les représentants d'une bourgeoisie moyenne – chefs d'entreprises familiales, négociants, notables ruraux, hommes des professions libérales – moins conservateurs et moins liés à Madrid que les banquiers de Bilbao ou la « Lliga » de Cambó, mais pas davantage assimilables au « catalanisme de gauche », dont nous savons les liens avec un républicanisme anticlérical.

Il reste que dans une atmosphère où l'industrialisation a modernisé le style des relations sociales, la forme carliste de la revendication basque, et certains aspects de la pensée d'Arana, se sont trouvés périmés.

La bourgeoisie moyenne basque ne peut ni ne veut en revenir aux formes sociales patriarcales. Mais un sentiment de groupe *vivant, populaire*, et attaché au catholicisme, peut lui offrir les moyens de rester classe dirigeante. Elle encadrera donc une société à sa taille : politiquement, par le « Parti nationaliste basque » (pnv),

syndicalement par une « Solidarité ouvrière basque » (sov), et par un réseau d'associations (femmes, jeunes, bienfaisance...), enfin, idéologiquement, par un clergé urbain assez ouvert aux orientations sociales modernes, et un clergé rural, qui se sent *basque* avant tout. Un tel encadrement peut rappeler le syndicalisme catholique de Vieille-Castille, mais 1) il n'y a pas de grande propriété agricole dominante ; 2) l'industrie fait du socialisme ouvrier un adversaire quotidien mais non un mythe infernal ; 3) si l'on invoque « la patrie », c'est « Euskadi » et non pas « l'Espagne » : la liaison catholicisme-nationalisme (le « mythe historique ») n'a pas du tout même contenu.

On comprend ainsi pourquoi le nationalisme basque a eu avec la République espagnole de 1931 des relations ambiguës. Non qu'on l'ait mal accueillie dans les deux provinces industrielles : la petite ville d'Eibar fut même la première à la proclamer, le 14 avril ; les vieux carlistes, de leur côté, n'aimaient guère les Bourbons régnants : « ça leur apprendra », dit un prélat basque à la nouvelle du triomphe républicain. Et, dès le 17 avril, le pnv réunissait à Gernika des représentants des municipalités pour proclamer « la République basque ». Comme en Catalogne, on dut renoncer à ce terme trop audacieux. En juin une assemblée de même nature n'émit qu'un projet de « statut d'autonomie ». Comme il prévoyait que les relations avec l'Eglise dépendraient des autorités autonomes, Prieto, député socialiste et ministre de la République, s'inquiéta d'un « Gibraltar vaticaniste au nord de l'Espagne ». Et quand les Cortes constituantes votèrent le principe d'une législation laïque à la française, les députés du pnv, en signe de protestation, quittèrent l'assemblée avec les partis de droite. Ils semblaient, à cette date, plus catholiques que républicains.

Mais quand ces partis de droite furent au pouvoir (1934-1935), leur hostilité envers les autonomies en général, leur boycottage du « statut » basque, en particulier, rapprochèrent sensiblement le pnv des partis de gauche. Il n'alla pas jusqu'à adhérer au « Front populaire », mais celui-ci, dès juin 1936, fit adopter l'essentiel du « Statut ». On pouvait donc prévoir que les provinces soumises à l'influence du pnv ne se rangeraient pas spontanément auprès du « mouvement » militaire. Et en effet, le 19 juillet, les députés Irujo et Lasarte déclaraient officiellement « *qu'entre les citoyens et le fascisme, entre la république et la monarchie* », Euskadi n'hésiterait pas, « *la démocratie étant une des caractéristiques distinctives* » de ce peuple, « *durant des siècles de liberté* ». C'est l'interprétation « de gauche » du mythe historique basque.

Cependant – et nous retrouvons ici le primat du structurel – les provinces basques à dominante agraire (Navarre, Álava) avaient basculé dans l'autre camp par la mobilisation carliste de la jeunesse.

Et les autorités catholiques basques se divisèrent. Telles sont les circonstances complexes qui ont fait du « problème basque », entre 1936 et 1939, un thème de controverse passionnée, en particulier en France, où il fut la pierre de touche entre deux attitudes catholiques : Maritain et Madaule contre Massis et Claudel.

3. Les déséquilibres spirituels

A) L'imputation au religieux

La guerre civile espagnole a souvent été décrite comme une « guerre de religion ». Et si l'on rapproche certaines photographies, cent fois reproduites, d'une part d'églises incendiées, d'autre part de cardinaux somptueusement vêtus bénissant des défilés militaires, on croit saisir l'affrontement entre « deux Espagnes » – Espagne « rouge » et Espagne « noire » – dont l'une ou l'autre, disait Machado, est prête à « glacer le cœur » de tout petit Espagnol qui vient au monde. Sont-elles séparées par « la religion » ? L'emploi du mot n'est pas sans péril.

A coup sûr, dans certaines de ses régions, l'Espagne du xxe siècle transmet encore un héritage historique, et conserve une ambiance traditionnelle, qui maintiennent au sein du peuple certaines croyances. J'ai connu, vers 1930, grâce à Maurice Legendre, des villages et des hommes dont la culture, au sens ethnologique du mot, était du xiii^e siècle : le Christ, les saints, le diable, les Juifs (des Juifs de tout point imaginaires) y jouaient le rôle le plus familier. Dans d'autres couches sociales, je n'ai aucune raison de sous-estimer le niveau intellectuel, et la totale sincérité, de convictions catholiques inséparables, dans certains milieux, de l'éducation première.

Inversement, dans bien des villages andalous, l'imaginaire du peuple peut être un millénarisme révolutionnaire, et (par exemple dans les cercles culturels aimés des anarchistes barcelonais) un athéisme militant prend figure de foi mystique en une amélioration de l'humanité par le triomphe de la Raison sur la superstition et le dogme.

Cela dit, quelles que soient les causes profondes et les extensions respectives de ces spiritualités opposées, et quels que soient les aveuglements que peuvent produire, chez les meilleurs des hommes, des convictions trop ardentes, je ne crois pas que le conflit de 1936, dans ses expressions brutales, soit *né* de ces contrastes culturels et de ces heurts doctrinaux. *L'imputation au spirituel* existe. Mais ce qui joue, par l'intermédiaire du politique, ce sont les réactions passionnelles aux

craintes et aux espoirs *sociaux*. Avec intervention, bien entendu, de ce qu'on a nommé « *causalités diaboliques* ». D'un côté on n'a vu que de soi-disant serviteurs de Dieu défendant le capital et l'Ancien Régime, de l'autre des ennemis de Dieu organisant « la Révolution ».

Observons pourtant, dans le camp conservateur, l'usage d'une formule qui, elle, est bien du xxe siècle : celle du « complot bolchevico-judéo-maçonnique », le second terme apparaissant avec la progression des influences fascistes.

Mais, du côté populaire, c'est le vieux réflexe anticlérical qui fournissait le vocabulaire clef. Cela me fut révélé, au matin du 7 octobre 1934. J'avais veillé, à l'écoute de la radio, entendu la proclamation de la République catalane, les appels aux armes, les armes elles-mêmes ; je m'étais posé le problème catalan, celui de la participation ouvrière, celui des forces armées. Or, quand je demandai à la jeune Aragonaise qui m'apportait le lait matinal : « que dit-on dans la rue ? », elle me répondit : « dicen que han ganado los curas » (« on dit que les curés ont gagné »). J'ai ri. Deux ans plus tard, en août 1936, je n'aurais plus osé rire. Cette fois, à Barcelone, « les curés avaient perdu », et le payaient cher. L'un d'eux, devant l'hécatombe des ecclésiastiques, me dit « c'est bien fait ». Il était, alors, l'exception. Mais il annonçait de futurs examens de conscience.

Sous la république, en effet, l'Eglise avait imprudemment étalé sa solidarité avec les classes conservatrices. Aux élections de 1933 et 1936, j'ai vu des religieuses cloîtrées, parfois malades ou nonagénaires, conduites de leur couvent au bureau de vote dans de somptueuses Hispano. La presse anticléricale en profita, car on ne pouvait mieux souligner la convergence politique Eglise-Aristocratie. En 1935, c'est la jeunesse qu'on mobilisa, dans des lieux symboliques de la « Reconquête » (Covadonga) ou de la Contre-Réforme (l'Escorial). La future « croisade » franquiste, le « national-catholicisme » des années 40, sont donc présents *avant* 1936. Et l'âme de ces manifestations, celui qu'on acclamait comme « chef » (Jefe ! Jefe !), José María Gil Robles, était venu de la hiérarchie des organisations catholiques : cnca, acnp [2].

Sans doute les fondateurs du catholicisme social, Angel Herrera, Severino Aznar, pouvaient-ils affirmer qu'ils n'avaient eu, depuis le début du siècle, qu'une référence : l'Encyclique Rerum Novarum. Mais, de 1931 à 1936, leur journal El Debate avait pris souvent un ton de combat. Au sommet (et dans le financement) des organisations catholiques, de sincères chrétiens-sociaux côtoyaient des hommes comme Lamamié de Clairac, dont on connaît le cri du cœur : « Si les

Encycliques me dépouillent, je me ferai schismatique. » Ces mots s'adressaient à un ministre de l'Agriculture, Jiménez Fernández, homme de bonne volonté, qui, en 1935, voulait sauver des bribes de la Réforme agraire, et y perdit son portefeuille.

Gil Robles avait préféré celui de la Guerre, avec, comme chef d'état-major, le général Franco, organisateur de la répression des Asturies. Gil Robles s'est défendu depuis, avec vraisemblance, d'avoir voulu être Hitler. Mais en 1934, après Vienne, le modèle Dollfuss n'était pas plus rassurant. En 1937, dans un document fondamental, la cnca fera valoir, auprès de Franco qui les oubliait un peu, ses mérites de pionnière dans le combat « *verticalement antimarxiste* » (*sic*), mais aussi (symétriquement) *antilibéral*. L'Eglise officielle avait approuvé (ou inspiré). On la confondit avec « le fascisme ».

Il est vrai qu'elle avait pu se sentir, entre 1931 et 1933, menacée dans sa situation dominante traditionnelle, et dans ses principes même, par la proclamation de la liberté religieuse des citoyens, de la séparation des Eglises et de l'Etat, de la légalité du divorce, et par des lois sur les congrégations et l'école, qui mettaient fin à l'identification idéologique entre Etat espagnol et doctrine catholique.

Azaña résuma d'un mot, qui fit sensation : « l'Espagne a cessé d'être catholique. » Sans doute voulait-il dire « l'Etat espagnol ». On entendit, pour s'en indigner ou s'en réjouir : la *nation*, le *peuple*. Ce qui, évidemment, n'était pas exact, non seulement dans bien des régions et des milieux, mais même parmi les fondateurs de la république.

Alors, pourquoi des « lois laïques » capables de déclencher, comme dans la France de 1900, une « guerre morale » ? Parce que, pour une bourgeoisie moyenne espagnole « éclairée », héritière du « libéralisme » de tout un siècle, la pesée de l'Eglise et ses alliances étaient tenues pour responsables du « retard » de l'Espagne sur l'Europe. *Laïciser*, c'est *moderniser*, dans l'espoir d'enrayer la menace sociale. Mais, vers 1930, un autre moyen est proposé pour les mêmes fins : le fascisme. Ces décalages, ces chevauchements, entre *vestiges* du xixe siècle et *nouveautés* du xxe, produisent au sein de la société espagnole de multiples combinaisons :

Il importe donc, pour comprendre 1936, d'évoquer toute une atmosphère. En pleine république encore, une domestique qu'on embauchait posait la question : « où dois-je aller à la messe ? » ; les enfants qui croisaient dans la rue le curé de leur village devaient lui baiser la main. Le costume séparait le prêtre du reste des hommes, et tout racisme repose sur la perception de différences. Les romanciers

actuels (Cela, Delibes) décrivent encore, de façon surprenante, cette *domination-enfermement* du clergé rural.

Enfin le fait religieux avait valeur de symbole. Le marquis de Valdeiglesias raconte dans ses Mémoires qu'au lendemain de la phrase d'Azaña « l'Espagne a cessé d'être catholique », ceux de ses amis qui n'allaient plus à la messe reprirent le chemin de l'église. Les aspects « religieux » de l'Espagne de 1936 reposent sur ces *transferts*.

B) Traditions, tentations, illusions : « Armée » et « Révolution »

Unamuno disait : le régime politique naturel de l'Espagne est l'arbitraire, tempéré en haut par le « pronunciamiento » et en bas par l'anarchie. C'est une boutade, mais si l'on songe que ce pays, *en cent vingt-deux ans*, a connu *cinquante-deux* tentatives de coup d'Etat militaire, on se dit qu'il n'est pas injustifié que ce type d'opération porte partout un nom espagnol.

Qu'est-ce, au sens classique, qu'un « pronunciamiento » ? Un groupe de militaires conspirateurs, disposant, sur un ou plusieurs points du pays, de forces armées, et comptant sur des appuis intérieurs et extérieurs, fait sortir les troupes de leurs casernes, « se prononce » par un manifeste sur la situation politique, occupe les lieux de décision et de communication, et si le mouvement s'étend assez, somme le gouvernement de se retirer, le remplace, parfois change le régime.

On a pu soutenir qu'il y a des différences de fond entre les « pronunciamientos » du xix^e siècle qui ont un programme positif (souvent libéral, romantique, idéaliste) et les coups d'Etat du xx^e siècle, simples précautions contre-révolutionnaires. Et il peut y avoir des nuances à établir.

Mais ce qui nous intéresse ici, comme facteur de la *forme*, sinon du fond, de l'épisode que nous devons étudier, c'est *l'habitude d'esprit, l'attente, le souhait* spontanés qui poussent des militaires à intervenir politiquement, des civils à attendre leur intervention. Le fait que sur *cinquante-deux* tentatives de « pronunciamiento », il y eut seulement *onze* réussites, prouve que l'interventionnisme (on dirait presque « l'interventionnisme ») des militaires est continu, lorsqu'un problème brûlant se pose à la société espagnole : au xix^e siècle, celui de la « révolution bourgeoise » (se fera-t-elle ?), au xx^e celui de la révolution sociale (comment l'empêcher ?).

Il convient donc de ne pas exagérer les contrastes entre xix^e et xx^e siècles. Il y eut, au xix^e siècle, plus d'un simple « coup d'Etat » contre-

révolutionnaire, et, en plein xxe siècle, fin 1930, de jeunes officiers exaltés, des aviateurs impatients, se sont « prononcés » un peu trop tôt pour la république. Inversement, le mouvement de 1936, s'il a des causes sociales profondes, a bien été, dans ses formes initiales, le plus classique des « pronunciamientos » : conspiration généralisée, initiative aux places lointaines et aux garnisons provinciales, prévision d'une marche sur Madrid.

Bien entendu, le « pronunciamiento » ne se conçoit que *dans des armées d'un certain type* : l'armée espagnole a été forgée dans des *guerres civiles* (guerres carlistes) et dans des *guerres coloniales* (Cuba, Maroc). Même sous nos yeux, elle a plus d'officiers que n'exigerait un encadrement normal.

Ce « corps », que le vocabulaire courant appelle, tout court, « l'Armée » (« l'Armée veut », « l'Armée pense »...) se recrute en milieu assez fermé, non pas « aristocratique » ou fortuné, mais souvent lié à des traditions familiales. La formation dans des écoles de « cadets », la vie de garnison et de clubs renforcent l'esprit de corps. Il y a des « dynasties » : le général Kindelan, collaborateur de Mola contre les Basques en 1937, a un ancêtre qui réprimait déjà les révoltes de Guipúzcoa... en 1766 ! Un Milans del Bosch, qui participera au dernier en date des putschs militaires (1981 !) descend du Milans del Bosch qui « se prononçait » avec Lacy... en 1817 !

C'était, il est vrai, contre le despotisme de Ferdinand VII. Mais l'originalité du fait militaire est moins dans les opinions successives des officiers « soulevés » que dans leur conviction qu'ils ont une *mission politique* à remplir, un « devoir » d'intervenir, qui justifie l'emploi de l'instrument militaire, au service des *opinions* (et des *ambitions*) personnelles des officiers. Le thème de « l'honneur du pays » (« *España con honra* »), le souvenir des « généraux du peuple », rejoignent les réactions antiparlementaires, antipoliticiennes, qui reparaissent périodiquement.

Restent *les soldats*. Longtemps le recrutement par tirage au sort, avec « rachat » ou « remplacement », a fait de la troupe un sous-prolétariat passif. Le service militaire « pour tous » a été un des grands thèmes sociaux de la fin du xixe siècle en Espagne.

Mais un fait nouveau est intervenu au xxe. Les *guerres du Maroc* ont donné aux officiers un instrument bien à eux, dur au combat, obéissant aux ordres : la Légion (« El tercio »), les troupes « maures » (« los Regulares »). La *tradition* du « pronunciamiento » se complète par une *tentation* : celle de l'intervention rapide d'un appareil répressif

(comme aux Asturies) au cas où le soulèvement des garnisons décevrait l'attente.

Tradition et tentation jouent également du côté révolutionnaire. Il existe un *imaginaire de la Révolution*. La jeunesse des quartiers populaires « sait » qu'en cas d'exaltation contre les pouvoirs tout commence par l'incendie des couvents. J. García Oliver, militant de la frange révolutionnaire de la CNT (« los Solidarios », « Nosotros »), futur ministre de la Justice dans les gouvernements de guerre, emploie deux images pour définir sa tactique au temps de la République : la « *gymnastique révolutionnaire* » (actions collectives d'entraînement), et le « *mouvement pendulaire* » qui, allant sans cesse du « putsch » militaire au « putsch » révolutionnaire, donnera un jour l'occasion d'un incident décisif. Cela s'est réalisé. Mais c'était tenter le diable. Certes, jamais sans doute, plus qu'en 1936, n'avait-on pu attendre ce que García Oliver appelle « des *impulsions révolutionnaires* dans la *combativité latente* » des travailleurs espagnols. Mais l'idée qu'une impulsion spontanée suffirait à vaincre une armée de métier soutenue internationalement, en même temps qu'à réaliser, contre des résistances bien prévisibles, une révolution sociale, était périlleuse.

Et sans doute les escarmouches annonciatrices ont-elles dangereusement renforcé les illusions des deux camps. D'un côté on avait vaincu les Asturies, en octobre 1934, de l'autre la « sanjurjada », putsch de Sanjurjo en août 1932 ; le pouvoir républicain, s'il ne sous-estimait pas la probabilité du « pronunciamiento », en sous-estimait les chances ; les ouvriers de Séville croyaient qu'il suffirait, comme en 1932, de déclencher la grève générale ; un d'eux le dit à García Oliver.

Il est donc permis de croire que, dans les états-majors et les milieux révolutionnaires, on pensait trop encore à *la façon du siècle dernier* ; sur certains navires, en 1936, les marins démarqueront bien le modèle « Potemkin ». Mais c'est un modèle 1905. Ceux enfin qui, dans la classe ouvrière, osent penser 1917 – la révolution russe – ou 1918 – la révolution allemande – oublient qu'on n'est pas à *la fin* d'une grande guerre internationale, mais à *la veille* d'un autre conflit, dans une Europe *inquiète, mais non fatiguée*. L'Espagne, premier terrain d'une lutte armée, d'une guerre déjà « moderne » entre fascisme et antifascisme, allait servir à la fois de *laboratoire* et de *spectacle*, de « *représentation* » de ce que les autres allaient vivre.

I. Les conjonctures

1. La conjoncture économique

On est tenté de penser, quand il s'agit des années 30, que la crise mondiale a eu peut-être sa part de responsabilité dans la crise de l'Espagne.

En fait, il n'y a pas synchronisme entre les deux crises. La chute de la peseta a commencé sous Primo de Rivera. Et les deux premières années de la république ne sont pas, conjoncturellement, des « années mauvaises ». L'Espagne n'est ni assez industrialisée ni assez liée aux marchés extérieurs pour refléter sans nuances la grande crise. Pour les produits de consommation populaire, le marché intérieur est dominant ; les hausses de salaires et les espoirs paysans, en 1931-1932, offrent au textile catalan l'extension de marché qu'il avait toujours souhaitée ; les consommations de papier, d'énergie, sont croissantes. C'est seulement en 1934, avec les restrictions monétaires et le retournement de la politique salariale que les industries de consommation voient leur clientèle se rétrécir, et rejoignent dans la crise les industries de matières premières exportées, comme le fer de Bilbao. Le chômage industriel s'ajoute alors au chômage agricole. Et, au lieu de voir émigrer les travailleurs les plus pauvres, on voit refluer d'Europe un nombre non négligeable de demandeurs d'emploi.

Tout rappelle que l'Espagne demeure, dans les années 30, un pays à dominante agricole. Et elle présente, dans ce domaine, une curieuse péripétie.

En 1931, la sécheresse a déterminé une mauvaise récolte de grains, qui n'a pas été sans doute étrangère aux diverses agitations d'avril à juillet. Le premier des ministres de l'Agriculture de la république, Marcelino Domingo, a cru prudent, en vue d'une soudure difficile en 1932, de faire importer une certaine quantité de blés américains, aux très bas prix de la conjoncture mondiale. Or (faut-il dire hélas ! ?) la récolte de blé de 1932 fut la meilleure du demi-siècle. Les prix s'effondrèrent. On en accusa les importations. Marcelino Domingo fut dénoncé comme l'ennemi numéro un des producteurs castillans, plus que jamais rejetés, par une violente campagne, dans l'opposition antirépublicaine, anti-industrielle anticatalane.

Curieux effet d'une « bonne récolte » dont les responsables ministériels auraient préféré s'attribuer le mérite. L'un d'eux, plus tard, en exil, m'a dit : « J'ai obtenu (*sic*) la meilleure récolte de blé du siècle. » L'« imputation au politique » des mystères de la météorologie est un singulier facteur dans les luttes sociales.

2.

La conjoncture internationale (au sens large) a sur la veillée d'armes espagnole des effets plus évidents. La Constitution espagnole de 1931 imite celle de Weimar au moment où celle-ci, à la fois, ouvre les voies et cède la place à l'entreprise hitlérienne. Et elle « renonce à la guerre », s'engageant à soumettre tout conflit à la Société des Nations, tout juste avant l'échec de toute sanction efficace contre la politique africaine de Mussolini.

La mise au premier plan du « danger fasciste », notion hésitante chez les anarcho-syndicalistes, devient claire chez les communistes après juillet 1935, quand Dimitrov lance le mot d'ordre des « fronts populaires ».

Et le premier triomphe électoral d'un « front populaire » est espagnol ! L'événement (févr. 1936) influe beaucoup sur *la campagne électorale française*. La propagande de droite y grossit sans mesure les troubles de l'Espagne du « *Frente crapular* » (!). Et les récits de ces troubles, à la tribune des Cortes espagnoles, a souvent pour source... la presse française ! J'ai vu des photos d'églises incendiées *en 1909* reproduites, dans un journal de Bordeaux, comme document d'actualité.

À l'extrême droite, la tentation fasciste se précisait : en octobre 1933, José Antonio Primo de Rivera, fils du dictateur, avait fondé « *Falange española* », et rejoint, au début de 1934, les « *Juntas d'offensive national-syndicaliste* » créées en 1931 à Valladolid par Onésimo Redondo. Antimarxisme, anticapitalisme, antilibéralisme : références claires. La « manière de vivre », le passé espagnols jouent le rôle de la race pour l'Allemagne, de l'« Impero » pour l'Italie. On compte, éventuellement, sur l'aide de Berlin et de Rome. Dès mars 1934, des groupes de droite espagnols ont obtenu des promesses, et de modestes subsides, de Mussolini.

Comme le gouvernement de Front populaire espagnol ne saurait raisonnablement douter de l'aide de celui de Paris en cas de danger « fasciste », la conjoncture internationale n'est pas faite pour désamorcer le conflit. Elle encourage l'esprit offensif des uns, le sentiment de sécurité des autres.

3. La conjoncture intérieure immédiate

À la fin de 1935, quand des élections législatives avaient été convoquées, Gil Robles, moins sûr de son succès qu'il ne voulait le

paraître, avait songé à une solution militaire. Franco se déroba. Les élections eurent lieu.

Pour la seconde fois dans l'histoire de la république, une loi favorable aux fortes majorités parlementaires donna à une faible majorité électorale une représentation massive : celle du « Front populaire ». Ni son programme, ni le cabinet modéré qui se forma n'étaient inquiétants. Mais l'opinion était tendue. Gil Robles, qui avait promis 300 sièges à la ceda et n'en avait que 88, perdait de son influence devant Calvo Sotelo, leader plus radical, ancien ministre de Primo de Rivera. Dès le résultat des élections, les généraux qui agiront en juillet 1936 envisageront la « proclamation de l'état de guerre ». Pourtant, la passation des pouvoirs fut normale. Mais Azaña, devenu président de la République par la destitution d'Alcalà Zamora, perdit les vrais leviers du pouvoir, la présidence du Conseil passant à Casares Quiroga, personnage tour à tour provocant par maladresse et aveugle par timidité.

Les vrais problèmes se posaient dans les rues des villes, et dans les campagnes. Quelle fut l'ampleur exacte des « troubles » de février-juillet 1936, « *justification* », « *explication* », ou « *prétexte* », suivant les auteurs, du coup d'Etat de juillet ?

Il faut distinguer entre les lieux, et les types de conflit. On a parlé d'« oasis » en Pays Basque et en Catalogne. Il est exact qu'à Barcelone la vie était normale, et plus joyeuse qu'avant février. Il l'est aussi que tout le Sud connut des « troubles agraires ». Mais l'ambassadeur américain Bowers, ayant voyagé en Andalousie, est indigné des descriptions apocalyptiques qui en sont faites. Il y eut, c'est vrai, des « partages de terres » spontanés, que l'Institut de Réforme agraire entérina. Combien ? Plus qu'on avait fait depuis 1900 ! Très peu en face des promesses de la Réforme. Assez, bien entendu, pour faire des propriétaires des opposants prêts à tout.

Signes plus inquiétants : on attaqua des centres catholiques, des églises. Et surtout, à Madrid, l'attentat individuel fut pratiqué, prêché par la « Falange », tandis que les « jeunesses » communistes et socialistes, dont la fusion fit grosse impression, s'organisaient militairement. Les incidents faisaient des victimes. Leurs funérailles causaient d'autres incidents. Les officiers des « forces de l'ordre » qui affirmaient une conviction républicaine furent les cibles préférées des attentats phalangistes. Le 12 juillet, le lieutenant des Gardes d'assaut Castillo fut abattu. Dans la nuit, un groupe de ses camarades abattit Calvo Sotelo.

Ne faisons pas de ce fait, comme on dit parfois, la « cause » du soulèvement militaire, ni même celle de son déclenchement. Tout était prêt pour celui-ci. Personne ne l'ignorait. Seul le président du Conseil affectait l'indifférence : « Ils se soulèvent ? Moi je vais me coucher. »

Ni la tentation – permanente – du coup d'Etat, ni la faiblesse du pouvoir n'étaient en Espagne choses nouvelles. Le danger de *guerre civile*, c'était la méconnaissance de forces sociales douées de capacités inattendues.

Chapitre II

L'événement et les forces en présence

I. Le « pronunciamiento » : traits classiques, aspects nouveaux

1. Un « pronunciamiento » classique

« L'Espagne de Franco » a toujours nié devoir ses origines à un « pronunciamiento ». Elle les attribue à un « mouvement » (« el glorioso movimiento ») profondément national. Il est vrai qu'il s'est appuyé sur d'importantes forces politico-sociales. Il est bien pourtant, avant tout, une *conspiration militaire*.

Son chef devait être le général Sanjurjo, « héros du Rif », chef de la Garde civile en 1931, et qui, en ne garantissant plus la sécurité du roi, avait décidé de la proclamation de la république. Mais on sait qu'il avait tenté, dès août 1932, un putsch antirépublicain. Condamné, gracié, exilé, il gardait, de Lisbonne, des contacts continus avec les officiers conspirateurs espagnols, qui déjà le traitaient en chef de l'Etat. Mais, le troisième jour du « mouvement », quand il quitta Lisbonne pour en prendre la tête, il périt dans un accident, au décollage de son avion.

En Espagne, l'homme clef du complot était le général Mola, ex-chef des services de police sous la monarchie, relégué à Pampelune, petite garnison, mais presque la seule où un soulèvement militaire pouvait trouver l'appui de la rue. Il signait « el director » des circulaires donnant les consignes pour le « mouvement ». Il les diffusait par l'ume (*Unión militar española*), association d'officiers de rang moyen et de réservistes, moins nombreuse qu'on ne dit parfois, mais soumise à ses membres les plus résolus. Plusieurs mois avant juillet 1936, Mola mena des négociations serrées, souvent difficiles, avec les carlistes, les traditionalistes, les phalangistes, à Madrid, Lisbonne, Saint-Jean-de-Luz, et même avec José Antonio Primo de Rivera, alors emprisonné à Alicante.

Deux autres généraux semblaient promis à un premier rôle, tous deux « marocains », tous deux organisateurs de la répression aux Asturies : Francisco Franco, Manuel Goded. On les sait « dangereux ». On les a exilés l'un aux Canaries, l'autre aux Baléares, oubliant qu'on en est à l'ère du téléphone et de l'avion.

Le « mouvement » part du Maroc, *le 17 juillet*, quelques heures plus tôt que prévu (des responsables ayant été dénoncés). Les deux généraux les plus haut placés ne sont pas du complot : ils sont arrêtés. On prévoit des résistances civiles (peu armées) ; elles sont balayées par la Légion. Bâtiments militaires et civils sont occupés à Melilla, Ceuta, Tetuán, Larache. Seuls résistent les aviateurs de l'aérodrome de Tetuán. Le haut-commissaire Alvarez Buylla, immobilisé, chez lui, sera exécuté quelques jours plus tard.

Le 18 juillet sera fêté pendant quarante ans comme la date du « mouvement ». Ce jour-là, aux Canaries, Franco a proclamé « l'état de guerre », félicité les rebelles du Maroc, lancé un manifeste, pris place dans un avion depuis longtemps loué en Angleterre, passé la nuit à Casablanca. Son message a été intercepté. La journée n'a pas été décisive.

Elle n'a été agitée qu'en Andalousie. On sait le coup d'audace de Queipo de Llano, alors général de carabiniers, qui, en « inspection » à Séville, parvient, presque seul, à enfermer les principaux officiers de la garnison, à faire occuper par leurs faibles troupes les postes de commandement de la ville. Mais les faubourgs populaires entrent en insurrection.

Dans les autres villes andalouses (Algesiras, La Línea, Jerez, Cadix, Cordoue, Grenade, Málaga), l'état de guerre est proclamé. A Huelva et Jaén, les forces gouvernementales et populaires ont pris le dessus. Ailleurs, elles ont résisté, plus ou moins selon l'attitude des « gardes d'assaut » et des gouverneurs civils.

Tête de pont pour toute opération venant du Maroc, l'Andalousie pose un problème fondamental. Il n'est pas résolu avant le 19 juillet.

En Castille et en Aragon, c'est bien le 18, mais seulement dans la nuit, que les grandes places « se prononcent ».

A *Burgos* et *Valladolid*, des généraux fidèles au gouvernement, récemment installés, sont démis, arrêtés, remplacés. A Valladolid, il y a incident sanglant, et révolte populaire. A Saragosse, le général Cabanellas, républicain et maçon, attend la nuit, fait occuper la rue

par l'artillerie, arrêter 350 responsables politiques et syndicaux ; il proclame l'état de guerre le 19 au matin, dans un texte où il rappelle son attachement à la république. Mais il a dit « non » à une proposition téléphonique de compromis que lui a faite Martínez Barrio, président d'un ministère éphémère. A *Pampelune*, Mola, qui avait fait la même réponse, ne « se prononce » également que le 19 au matin ; mais il avait bien en main sa garnison, grâce à l'afflux des carlistes, et à la mort du seul opposant, le chef local de la Garde civile, tué d'un coup de pistolet sur le seuil de sa caserne.

Le 19 juillet est le jour décisif. A Cadix, un « tabor » marocain, débarqué, est venu à bout du gouvernement civil. A Séville, quelques légionnaires aéroportés, spectaculairement montrés dans les rues, ont renforcé l'impression d'occupation de la ville. Algésiras, La Línea, Jerez sont dominées. Cordoue aussi, mais peut sembler encerclée. Almería est restée républicaine, et, à Málaga, le commandant de la place a abandonné la ville aux forces de police, qui laissent se déchaîner un sursaut de vengeances populaires. Malgré tout, *la tête de pont andalouse existe*. Mais, ce jour-là, l'attention se porte davantage sur Barcelone et Madrid, avec des pronostics différents.

A Madrid, le « mouvement » n'est pas sûr de l'emporter. C'est le siège du pouvoir, où beaucoup d'officiers sont républicains, où la supériorité de l'ugt sur la cnt peut incliner à armer les ouvriers. La tactique des insurgés sera donc défensive : on résistera dans les casernes. On compte sur ce que Mola appellera bientôt sa « *cinquième colonne* », action ouverte ou secrète des civils favorables au « mouvement ». Quatre autres colonnes, à partir des provinces soulevées, convergeront vers la capitale. Encore une image du xixe siècle.

A Barcelone, le pronostic est meilleur. L'image retenue est celle du 6 octobre 1934. On doute que la « Généralité » contrôle les forces de l'ordre. Et plus encore qu'elle ose accepter l'aide de la cnt. On croit celle-ci peu armée, mal organisée. La tactique des militaires sera donc offensive : ils sortiront des casernes périphériques et convergeront vers la vieille ville, siège des centres officiels catalans, supposés mal défendus.

Le plan s'applique le 19 juillet, au petit matin. Or c'est la surprise. Au gouvernement catalan, les souvenirs du 6 octobre ont joué dans l'autre sens. Il a bien encadré ses unités de police. Il s'est gardé, cette fois, de se couper de la cnt ; sans alliance formelle, ni distribution officielle d'armes, il a fermé les yeux sur des coups de main dans quelques dépôts. Le groupe anarchiste dirigeant – Durruti, García Oliver, Francisco Ascaso – étudie depuis des mois le plan de la ville, les accès

aux quartiers ouvriers. Quand les régiments sortent des casernes, les sirènes d'usine reprennent le rôle du vieux tocsin.

Sur toutes les voies de convergence prévues, les forces insurgées se heurtent alors à des éléments hostiles, du coup de feu isolé aux barricades populaires, et aux barrages de mitrailleuses des Gardes d'assaut. C'est l'étonnement. On croyait à une promenade. Les armes lourdes étaient arrimées sur les chevaux. Bien que déjà proches des places centrales, et malgré les pertes infligées aux combattants populaires inexpérimentés, les régiments soulevés sont en mauvaise posture ; et les soldats, qu'on n'avait pas prévenus du sens de l'opération, sont prêts à se débander. On adopte alors la tactique défensive : s'enfermer dans des édifices (hôtel Colón, Cercle militaire). Au milieu de la journée, le tournant est pris : un bataillon de Gardes civils passe de l'expectative à l'offensive : les édifices occupés de la place de Catalogne sont dominés.

Depuis le milieu de la matinée, le général Goded, arrivé de Majorque par avion, a pris le commandement des troupes insurgées, ce qu'avait refusé de faire le capitaine général en place. Mais la Capitainerie est pratiquement assiégée ; on n'y reçoit que de mauvaises nouvelles ; finalement, elle est prise d'assaut. Goded accepte de se rendre au président Companys, dans les termes que celui-ci avait employés le 7 octobre 1934 : se reconnaissant vaincu, il déliait de leurs obligations ceux qui avaient promis de le suivre. Quelques casernes résistent encore. Elles tomberont le lendemain. Francisco Ascaso est tué devant l'une d'elles. On fleurira longtemps le lieu de sa mort.

Le 20 juillet fait encore partie de la phase « pronunciamiento ». A *Madrid*, le ministère Giral, formé la veille, toujours républicain modéré, a pourtant décidé de licencier les soldats, et d'« armer le peuple ». Mais, parmi ceux qui voudraient « s'armer », beaucoup n'ont jamais touché une arme.

Et, sur 55 000 fusils distribuables, 45 000 ont leurs culasses stockées dans la caserne « de la Montaña » (vieille précaution contre les émeutes). C'est dans cette caserne madrilène, en position dominante, comptant beaucoup de cadres, et où s'étaient concentrés beaucoup de militants phalangistes, que le général Fanjul, responsable du « mouvement » à Madrid, lance son manifeste, d'un ton très dur.

Très vite, il est clair qu'il est assiégé, réduit à la défensive. Une foule immense, anonyme « comme les grêlons d'un orage » (Camilo J. Cela), enveloppe la caserne. Deux canons, un 155 et un 75, entrent en action ; plus efficace est l'aviation, fidèle au gouvernement, qui lance sur la

casernes des bombes, mais aussi des tracts, invitant les soldats à rentrer chez eux. La démoralisation gagne alors la troupe, malgré les précautions prises contre les « meneurs », vrais ou supposés.

Des drapeaux blancs apparaissent aux fenêtres, vite remplacés par des mitrailleuses (car les assiégés sont divisés). Enfin c'est l'assaut, où l'armement des Gardes d'assaut et des Gardes civils compense les faiblesses des tireurs improvisés. La reddition, dans le désordre, fait beaucoup de victimes, un peu au hasard.

Mais l'affolement est tel que les casernes de banlieue se soumettent, et que des colonnes armées peuvent rendre au gouvernement le contrôle de villes voisines « soulevées » (Alcalà, Guadalajara, Tolède), où les militaires doivent se résigner à leur tour à transformer leurs casernes en forteresses.

Dans le reste de l'Espagne, même variété de cas. A *Saint-Sébastien*, la garnison est entrée en dissidence, mais les groupes « soulevés », militaires et civils, sont bientôt encerclés... dans un hôtel (le « María Cristina »). A *Oviedo*, le colonel Aranda, feignant d'être fidèle à la république, arme une colonne de mineurs, l'envoie au secours de Madrid, et transforme lui-même Oviedo en ville assiégée au service des insurgés.

Cependant, *deux résultats massifs*, contradictoires, se dessinent au soir du 20 juillet. *La Galice*, après des hésitations, apparaît nettement dominée par les militaires. Tandis que *le Levant*, de l'Ebre à Málaga en passant par le « Pays valencien », sous le coup de la décision obtenue à Barcelone, se soumet au gouvernement.

Partout subsistent des résistances internes. Mais sous deux formes. Là où le « mouvement » l'a emporté, des émeutes urbaines, parfois des « guerrillas », affrontent des répressions sans merci (Séville), mais sont assez vite réduites ou dispersées. Au contraire, les noyaux militaires assiégés, comme Oviedo, ou l'Alcazar de Tolède, pourront attendre, pendant des mois quelquefois, la victoire de leur camp.

2. Traits inattendus : un type d'affrontement nouveau

Le mécanisme du mouvement a donc été classique. Ce qui est neuf, c'est une politisation des masses qui n'avait jamais eu d'équivalent, même en 1868. Les trois surprises électorales de 1931, 1933, 1936, ont laissé, par leurs contradictions, l'impression que des élections,

voire une crise ministérielle (1934), peuvent *menacer de vieux intérêts*, ou *compromettre de jeunes espoirs*. Les uns accusent donc le parlementarisme d'ouvrir la voie à la révolution, d'autres de la lui fermer. Mais n'oublions pas l'existence d'un secteur d'opinion qui, n'ayant pas approuvé les velléités révolutionnaires de 1934, ne veut pas davantage d'une expérience autoritaire, dont tout dit qu'elle réunirait les traits de « *l'Espagne noire* » à ceux du *fascisme* européen. Le « *pronunciamiento* » provoque donc *des heurts de nature et d'intensité inattendus*.

A)

Dans l'armée elle-même, les officiers sont divisés, les soldats sont conscients. L'historiographie d'après-guerre, dans les deux camps, a eu tendance à surestimer l'unanimité de « l'Armée », d'un côté pour en exalter le rôle, de l'autre pour magnifier l'élan populaire. Mais s'il convient de corriger ce défaut, il est absurde de le faire en partant du tableau des effectifs et des cadres au 17 juillet 1936 pour se demander, à la date du 21, ce qui reste de ce tableau dans chacune des « zones » – qu'on appelle l'une « *rouge* », « *républicaine* », ou « *gouvernementale* », l'autre « *nationaliste* », « *nationale* », ou « *insurgée* ».

Un hasard statistique rend presque comique une division « fifty-fifty » d'estimations de ce genre [1]. Au moment où d'un côté on compte sur les troupes marocaines, carlistes et phalangistes, de l'autre sur la constitution de milices populaires, dire « ce qui reste », de part et d'autre, d'armée régulière, est un appel factice au « quantitatif ».

1. *Chez les officiers, les généraux*, hommes d'âge, chez qui ont pu jouer les scrupules de prudence et de discipline, se sont divisés plus qu'on ne l'a cru : 22 généraux sont restés *en service* en zone républicaine, 17 seulement en zone « soulevée » ; mais 21 généraux ont été exécutés dans la première, 8 dans la seconde (y compris les jugements d'après-guerre). De toute façon, cela remet en cause toute impression d'unanimité. *Pour les officiers supérieurs et subalternes*, les chiffres sont moins clairs ; les choix politiques furent plus passionnés chez les jeunes officiers, y compris dans une minorité « antifasciste » (républicains, socialistes, communistes) groupée dans l'umra [2]. Cette minorité est plus forte dans les corps spécialisés : l'aviation compte 35 % d'officiers républicains, qui assureront au gouvernement 80 % des appareils. Dans la marine, où les jeunes cadres sont très engagés « à droite », les officiers techniciens

résistent au « mouvement ».

2. *Les sous-officiers et les soldats* ont-ils posé des problèmes au « pronunciamiento » ? En 1936, rappelons que l'égalité devant le service militaire n'était pas encore absolue ; les jeunes gens aisés, les étudiants, avaient un statut spécial (ni « contingent », ni « officiers de réserve ») ; ces « cuotas » étaient souvent sensibles à la propagande phalangiste ; le 20 juillet, ils assurèrent le passage aux rebelles du corps des transmissions du Pardo, près de Madrid. Quant aux soldats d'origine populaire, qui ne sont plus le sous-prolétariat quasi mercenaire d'autrefois, le « mouvement » n'a pas cherché à se justifier auprès d'eux. Les ordres sont venus au dernier moment. On en a caché le sens réel (et l'on n'en est pas encore à l'époque du transistor). S'il y a réaction efficace des autorités et des masses, les soldats lâchent leurs chefs. Si ceux-ci s'imposent vite, on voit peu de résistance à la base.

Nous disposons des remarquables Mémoires d'un soldat catalan, paysan aisé, en garnison à Melilla le 17 juillet ; les préparatifs du « mouvement » ne lui ont pas échappé, mais il n'y a vu que des « imbroglios politico-militaires » ; son régiment comptant beaucoup de Catalans et d'Espagnols du Maroc, est bien vu de la population civile, mal vu des corps coloniaux (Légion et Regulares) ; de nombreux Catalans ont été envoyés en permission (volontairement, semble-t-il) à la veille du « coup », de sorte qu'ils ne feront pas la guerre dans le même camp que leurs camarades ! Ceux-ci ne seront utilisés que prudemment dans la répression urbaine, mais on les associe à l'exécution de plusieurs officiers « loyaux » ; ils en sont bouleversés, mais d'autant mieux dominés sans doute. On ne les enverra que tardivement sur le front péninsulaire, où ils se résigneront (pas tous, car il y a des désertions) à la vie du soldat moyen, avec les périls du front et les petites joies de l'arrière.

Sur le moment, ce témoin, d'un égoïsme naïf, a mal compris le bombardement de Melilla par le cuirassé *Jaime 1o*, resté fidèle à la république. C'est que les marins, sur la plus grande partie de la flotte, dans des scènes dignes du *Potemkin*, avaient refusé d'obéir à leurs officiers « soulevés », et les avaient massacrés, jetant leurs cadavres à la mer « avec une respectueuse solennité » (disaient les instructions ministérielles). Mais, au Ferrol, les marins n'ayant pas eu le dessus, on les pendit aux mâtures. De telles violences éclairent une dramatique réalité : le « mouvement » s'est heurté à des conditions, à des forces, à des consciences nouvelles.

B)

Dans les organisations politiques et sociales, et dans la population, la résistance a été partout présente.

Ce n'est pas une « nouveauté ». En 1842-1843, 1854-1856, les « bullangues » à Barcelone, les « milices » à Madrid (spontanéité révolutionnaire ou gardes bourgeoises) avaient alterné ou opposé leurs actions devant les initiatives des forces armées. En 1856, un torero madrilène avait inventé « la guerrilla urbaine » (c'est Marx qui le dit).

En 1936, ces résistances sont attendues, si bien que la répression est féroce à Séville, préventive à Saragosse. Mais, à Madrid, et Barcelone, où les pouvoirs acceptent, bon gré mal gré, l'alliance et l'armement populaires, le *niveau de la résistance de masse* peut être considéré comme un *facteur neuf*. Les anarchistes barcelonais ont parlé du « *triomphe de l'indiscipline* ». N'entendons pas de l'improvisation. Ils se préparaient depuis des mois. A Oviedo, le départ pour Madrid d'une colonne de mineurs, erreur tactique, prouve la capacité mobilisatrice des ouvriers. Enrique Lister, responsable, en 1936, de la propagande communiste antimilitariste dans les casernes, lui attribue une certaine efficacité, mais regrette que les maoc (milices antifascistes ouvrières-paysannes) n'en aient pas eu davantage. Si l'on songe que carlistes et phalangistes n'étaient pas moins militarisés, on se dit que le « *pronunciamiento* » avait peu de chances de rester chose d'états-majors. Personne n'excluait la violence. Mais qui prévoyait une guerre de trois ans ?

Un dernier point. On a beaucoup employé, dans l'Europe de 1936, les mots « *agression contre l'Espagne* ». Soit du « *fascisme* ». Soit du « *communisme* ». C'est que la « guerre d'Espagne » a vite pris un tour international. N'en concluons pas qu'elle fut « déclenchée de l'extérieur ».

Le « Plan » révolutionnaire attribué à la Troisième Internationale, fabriqué, et beaucoup invoqué, pour justifier le « mouvement », est un faux grossier. A droite, des hommes comme Angel Herrera ou Gil Robles ont bien visité l'Allemagne, désiré rencontrer Hitler. Mais celui-ci n'a reçu (quelques instants) que José Antonio, qui a obtenu de modestes subsides de Mussolini. Ce qui existe, c'est, au Maroc et en Espagne, de fortes organisations locales nazies. Et il arrive que l'Allemagne fait miroiter, au niveau diplomatique, des possibilités d'échange (armement compris). Mais il ne semble pas que Hitler ait pris au sérieux l'hypothèse d'un fascisme espagnol. Il réagira vite,

mais devant l'événement.

Admettons donc que la *violence interne des luttes de classe* et les *habitudes espagnoles* (je ne dis pas « le tempérament ») suffisent amplement à expliquer le *déclenchement* du conflit. Quant à son extension et à sa longueur, il n'en est pas forcément de même.

I. Le partage initial du territoire : logiques et hasards

Si, après les « trois jours de juillet » (18, 19, 20), on peut considérer comme close la phase du « pronunciamiento », il ne faut pas croire établis, dès le 21, des « fronts » séparant des territoires distincts. Les « deux Espagnes » qui vont s'affronter correspondent-elles aux « deux Espagnes » socialement, politiquement, moralement divorcées ? Evidemment non, puisque ce divorce est au fond des structures de la société. Mais nous avons dit la force des originalités régionales. On peut se demander dans quelle mesure la division territoriale de juillet 1936 traduit, ici et là, les *probabilités de succès*, soit d'une « Espagne noire », soit d'une « Espagne rouge ».

On s'est donc parfois attaché à comparer cette division à la *carte électorale* de février 1936. Et il est exact que les zones restées, à l'issue du « pronunciamiento », sous le contrôle gouvernemental, correspondent, *grosso modo*, aux régions où avait triomphé le « Front populaire » : la Catalogne entière, le « Levant », le Sud andalou, et, coupé de cet ensemble, le « nord » des Asturies révolutionnaires et d'Euskadi nationaliste, qui se rejoignent pardessus la Cantabrie plus conservatrice de Santander. A l'opposé, la masse territoriale vite acquise au coup d'Etat est bien la Vieille-Castille (Valladolid, Burgos), qui s'adjoint Salamanque au sud-ouest, le Léon au nord, la Navarre au nord-est.

Mais cette grossière logique majoritaire se nuance de dénouements moins attendus. Pourquoi, dans la Galice républicaine et autonomiste, le « mouvement » l'a-t-il emporté ? Pourquoi l'Extremadure est-elle coupée en deux, Badajoz restant à la république, Cáceres au « mouvement » ? Des hasards ont joué.

Plus surprenantes sont la chute de Saragosse, ville des grèves, siège des organes centraux de la cnt, et l'inutile résistance de Séville, Cordoue, Grenade. Ce sont, en fait, des *victoires des garnisons sur les villes*. La carte, fin juillet, montre ainsi une ligne de partage (non pas

un « front ») *peu éloignée des villes* (Cáceres, Ávila, Ségovie, Teruel, Saragosse, Huesca), ce qui suggère que les garnisons ont été *peu capables d'occuper le terrain rural*.

Restent quelques *logiques topographiques*. Madrid est couvert, face à la Vieille-Castille, par les crêtes du Guadarrama, que les petites opérations lancées de part et d'autre, vaillantes et coûteuses, n'ont pu dépasser. Le Nord vasco-asturien est protégé au sud par la chaîne cantabrique. Ces « fronts naturels » détermineront de longues stabilités.

En fait, la première *force* capable de modifier les bases obtenues en juillet par le « pronunciamento », c'est l'*armée du Maroc*, l'*armée de métier*. Le grand problème est celui du *transport* de cette *force d'intervention*.

I. Les atouts et les risques de chaque camp

Il est classique de se demander : lors du partage initial du territoire espagnol entre deux camps opposés, quel *espace*, quelle *population*, quelles *ressources*, sont-ils allés à l'un et à l'autre camp ? Fixons des ordres de grandeur, sans illusion sur leur sens (les conditions sont anormales et les modifications rapides).

Matériellement, le gouvernement légal dispose de 21 capitales de province contre 29 aux « soulevés », de 270 000 km² contre 230 000, de 14 millions d'habitants contre 10,5. Les zones industrielles et la plus grande partie des ressources minières sont dans sa zone, qui n'est pas dépourvue de productions agricoles (vignes, agrumes, riz), mais les grandes régions céréalières sont dans la zone insurgée.

Financièrement, le gouvernement dispose des ressources de l'Etat, donc de l'or de la Banque d'Espagne. Il pourra acheter des armes. Le « mouvement », lui, trouve de grandes facilités dans les milieux d'affaires internationaux (notamment pétroliers). Au départ, on connaît l'appui qu'il reçut de Juan March, financier que la république avait poursuivi pour trafics suspects.

Militairement, rien ne sert, nous l'avons dit, de compter des « unités ». Le problème est : *qui dispose d'un instrument efficace ?*

Il ne faut pas sous-estimer, du côté républicain, la présence, au sommet, d'une *petite élite de militaires*. Mais, au niveau moyen, sur

quelque 16 000 Espagnols ayant statut d'officiers, le gouvernement ne peut en utiliser qu'entre 2 000 et 3 000. Son grand problème fut *l'organisation de cadres moyens*. Dans l'armée « soulevée », les corps coloniaux avaient les leurs. Plus tard, quand il faudra songer aux « réserves », l'aspirant de complément (« *alférez provisional* ») sera exalté comme le héros typique. Dans le camp républicain, le jeune bourgeois aisé et instruit est trop peu sûr politiquement pour offrir la figure équivalente ; l'officier populaire de rang moyen ne se formera qu'avec le temps.

Quant aux armements, le partage initial n'est pas défavorable au gouvernement, dans les apparences : une bonne moitié des armes courantes, les trois quarts des unités de marine, les quatre cinquièmes des appareils aériens. On comprend qu'une historiographie récente (orientée) s'attaque à l'image qui domina, en 1936, l'opinion démocratique mondiale : celle d'un peuple « désarmé », fort de son seul enthousiasme, contre une minorité militaire puissamment dotée. On peut se demander si cette image n'était pas, en fait, plus vraie que les chiffres. Soldats improvisés, cadres novices ou suspects, matériel vétuste, marine sans officiers, est-ce une « force » ?

L'auteur des *Données exactes de la guerre civile*, qui admet une supériorité écrasante » des loyalistes, et « des chances pratiquement nulles » (*sic*) pour le « mouvement », le fait sous la forme : « Le 21 juillet s'établit un certain équilibre des forces potentielles, favorable au gouvernement dans la Péninsule, et qui ne pourrait être rompu que par l'intervention de l'armée d'Afrique, avantage compensé par la supériorité aérienne et navale du camp gouvernemental, qui annulait cette force potentielle en la retenant immobile et impuissante sur ses bases africaines et extrapéninsulaires. »

Tableau exact ? Théoriquement. Et le 21 juillet. Cependant, dès le 19, des éléments marocains sont intervenus (Séville, Cadix) ; le 25 un petit convoi passe ; un « pont aérien » fonctionne le 29 ; le 2 août, deux formations marocaines partent de Séville vers le nord ; le 5, le « convoi de la victoire » (2 500 hommes) passe le détroit.

La « supériorité écrasante » a été vite « annulée ». Incapacité du commandement républicain ? Sans doute. Dévouement exceptionnel des quelques aviateurs passés au « mouvement » ? Sans doute aussi. Mais, davantage, *intervention extérieure*, rapide, efficace, en faveur du soulèvement.

Internationalement, en effet, les deux camps ne sont pas à égalité. En principe, la légalité démocratique du gouvernement devrait lui valoir

aide et assistance au moins de la France et de l'Angleterre. Mais c'est ici que joue, *dans les personnels dirigeants* des états parlementaires (y compris ceux du Front populaire en France), le *réflexe de classe* qui leur fait admettre spontanément : 1) un gouvernement privé de l'appui des classes supérieures de son pays, et de son armée, n'a aucune chance de survie ; 2) la victoire populaire tourne à la révolution sociale, ce qui est pire que le fascisme ; 3) il faut éviter que « le guêpier espagnol » ne fournisse aux deux dictateurs européens de nouveaux prétextes de menaces.

C'est le discours que le cabinet anglais tient au cabinet français, qu'Herriot et Delbos tiennent à Léon Blum et Pierre Cot, que Cordell Hull tient à l'ambassadeur Bowers, fougueux ami de la République espagnole. Le tableau qu'a tracé Bowers du corps diplomatique accrédité auprès de celle-ci, et prudemment réfugié à Hendaye ou Saint-Jean-de-Luz, est édifiant : le monde diplomatique (il m'est arrivé d'en faire l'expérience) a pris parti, sauf exception, mais souvent avec passion, pour le « mouvement ». *L'information* des gouvernements s'en est ressentie. A Paris, des ordres hésitants, des exécutants divisés, ont gêné la livraison d'armes à une république qui les avait commandées... du temps de Gil Robles. On sait qu'on proposa une « non-intervention ». Nous y reviendrons. Elle restait à organiser.

Le pire, pour le gouvernement espagnol, fut *la défection massive de ses diplomates en place*. Ceux de l'ambassade de Paris, avant de démissionner, retardèrent toute livraison d'armes, et alimentèrent la violente campagne de presse contre l'éventuelle collusion de deux « fronts populaires ». A Lisbonne, l'ambassadeur républicain, l'historien Sánchez Albornoz, se trouva bientôt seul, quasi prisonnier dans son ambassade.

Or l'aide *portugaise*, par l'étendue de la frontière commune à la zone « soulevée » et au Portugal, fut la providence du « mouvement » : armes livrées, amis accueillis, ennemis refoulés, couverture du flanc gauche des offensives venant du sud. Mais on parle davantage, à cause de l'avenir, des interventions *allemande* et *italienne*.

Le 25 juillet, à Bayreuth, des membres du parti nazi de Tetuan, émissaires de Franco, voient Hitler, qui engage immédiatement « *l'opération Feuerzauber* » (il sortait de « La Walkyrie » !). Elle est sinon à l'origine, du moins à la base, de l'efficacité d'un « pont aérien » nécessaire aux opérations venues du Maroc. Le même jour, une aide immédiate est promise à Rome aux envoyés de Mola. Le 30 juillet, deux avions italiens armés atterrissent involontairement au Maroc français, un autre s'écrase en Algérie. Les partisans français de

livraisons d'armes au gouvernement républicain marquent un point. Mais, à Tanger et à Gibraltar, la flotte républicaine chargée d'interdire le détroit n'a eu bon accueil ni pour son stationnement ni pour son ravitaillement. Point peut-être essentiel.

C'est ce *contraste* entre les réticences spontanées auxquelles se heurte la cause républicaine et *la rapidité des réactions fascistes devant l'événement* espagnol qui permet de classer l'ambiance internationale parmi les facteurs positifs dont profitent les généraux soulevés.

En fait, si une situation révolutionnaire existe bien en Espagne, du fait de l'initiative autoritaire, elle n'était pas (du moins pas encore) orientée par les communistes ; les anarcho-syndicalistes y escomptaient un rôle plus évident. Quant au gouvernement républicain, il n'avait pas encore (depuis cinq ans) noué des relations régulières avec l'Union soviétique ; l'échange d'ambassadeurs n'aura lieu qu'en août 1936 ! A Moscou, il semble bien que l'événement de juillet ait surpris ; l'homme qu'on chargera des négociations espagnoles, Maisky, ambassadeur à Londres, était en vacances. Il est vrai que les partis communistes – particulièrement le parti français – furent vite mobilisés pour « l'aide à l'Espagne ». Cette aide ne pouvait avoir d'effets militaires immédiats.

Elle eut l'inconvénient de faire confondre, en Europe et en Amérique, dans les couches sociales les plus influentes (excepté certains milieux intellectuels) la cause républicaine espagnole avec l'épouvantail communiste. Souvent la division en deux camps – sociaux, idéologiques, passionnels – devant ce conflit civil, a été plus simpliste encore dans le monde qu'en Espagne même.

La dernière notion évoquée par l'auteur des *Données exactes de la guerre civile*, est empruntée à Raymond Aron. Il s'agit de la « *capacité d'action collective* ». Mais, outre qu'une guerre civile n'est pas une « guerre entre les nations », comment chiffrer une « capacité d'action collective » ? Bien sûr, on peut hausser les épaules devant l'affirmation de Gérald Brenan : « Tout l'appui populaire, tout l'enthousiasme, tout l'esprit de sacrifice étaient du côté républicain » (encore que ne soit pas négligeable l'impression, *vécue*, d'un des hommes du xxe siècle qui ont le mieux saisi le fait espagnol). Mais corrigera-t-on cette tranchante formule en objectant que l'Espagne de 1936 comptait 33 % d'électeurs « de gauche », 33 % d'électeurs « de droite », 4 % de « centristes », et 30 % d'abstentionnistes par indifférence, incapacité ou conviction ? Certes cela signifie qu'aucune majorité massive ne s'est imposée à une minorité, ou inversement. Mais que valent des chiffres *globaux* ? Il y a les villes et les campagnes, le monde agricole et le

monde industriel, la sensibilité unitaire castillane, et les nationalismes basque et catalan. Comment parler de la « capacité d'action collective » de Séville matée par Queipo, de Saragosse sous Cabanellas ?

Le 21 juillet il a pu y avoir des enthousiasmes de rue, spontanés ou organisés (voir les actualités cinématographiques). Mais, partout, des gens se sont cachés, camouflés, déguisés (à la base, on jugeait beaucoup sur la mine). Au sommet, il semble bien que le « mouvement » ait été surpris de ses échecs, le gouvernement de ses victoires. Peut-être le seul groupe naïvement satisfait fut-il celui des anarchistes barcelonais, fiers d'avoir enfin exorcisé la formule « *no se puede con el Ejército* » (rien à faire contre l'Armée) – ce qui est bien d'ailleurs la nouveauté véritable. Partout ailleurs les sentiments sont mêlés ; les terreurs « incontrôlées » inquiètent les simples républicains ; ils gardent pourtant bonne conscience (« tant pis pour ceux qui ont commencé »).

On sait, de toute façon, ce qu'on risque en cas de défaite. Ce sentiment est particulièrement net, collectif, chez les Basques et les Catalans. Du côté du « mouvement », c'est la minorité agissante qui voudrait se persuader (et persuader) qu'elle est la masse, mais se sait perdue si elle ne va pas jusqu'au bout. Enfin, la « capacité d'action collective » n'est pas une donnée, mais une variable. Au début, elle est faible dans les deux camps.

Les médiocres résultats des offensives prématurées (actions sur la « Sierra » castillane, raid de Miaja contre Cordoue, tentative maritime sur Majorque) et la stabilité de fronts mal gardés (comme en Aragon) témoignent d'une *double incapacité des forces militaires autres que coloniales*. En revanche, la *volonté défensive* – le « *no pasarán* » – revêt, *de part et d'autre*, d'un côté dans la masse populaire, de l'autre dans la minorité exaltée, un caractère *passionnel*. C'est ainsi que, *par leur insuffisance même*, les deux « capacités collectives » annoncent *la guerre longue*.

Chapitre III

Évolution et conclusion de l'affrontement militaire

I. Juillet-novembre 1936 : « colonnes » contre « milices », succès rapides des insurgés et « miracle de Madrid »

Comme le « pronunciamiento », l'affrontement militaire commença par de rapides succès du soulèvement, la résistance se révélant de façon inattendue.

Entre le 5 et le 14 août, la colonne motorisée de la Légion et des Regulares maures, aux ordres du lieutenant-colonel Yagüe, est remontée d'Andalousie en Extremadure, balayant des résistances dispersées et des paysans en fuite. Elle a occupé Zafra, Almendralejo, Mérida. On attendait un choc plus vif à Badajoz, ville où les milices populaires s'appuyaient sur des unités loyales. Le combat, acharné, s'acheva par un massacre, qui fit grosse impression à Madrid et à l'étranger. On en discute encore l'ampleur, non le caractère atroce.

La prise de Badajoz assurait la jonction entre les armées du Nord (général Mola) et celles du Sud (Franco, qui s'installa à Cáceres). Ce n'était pas encore l'unification de la zone soulevée (il restait le Nord asturien et basque) ; mais elle couvrait désormais toute la frontière portugaise. A l'est le front suivait de près la ligne Mérida-Peñarroya-Cordoue-Alcalà la Real-Grenade.

L'offensive de Yagüe visait Madrid. Mais elle occupa d'abord la vallée du Tage. Les milices formées à Madrid tentèrent en vain de défendre Talavera de la Reina, qui tomba le 3 septembre. Le lendemain, sur le front basque, tombait Irún, après un siège très dur. Tout semblait pencher en faveur du « mouvement ». Le 8 septembre se joignaient les troupes d'Afrique et celles des montagnes de Gredos.

Le 21 septembre, Franco prit une décision qui surprit. Il fit avancer les troupes coloniales (général Varela) non sur Madrid, mais sur Tolède. Il s'agissait de délivrer l'Alcazar, caserne-forteresse où s'étaient enfermés, la ville ayant été reprise par les républicains, 800 gardes civils, des officiers, des phalangistes, des familles de gardes et des otages civils.

L'épisode n'a rien d'héroïque. Hors des privations supportées par environ 1 600 personnes enfermées pendant soixante-dix jours, aucune sortie, très peu de morts au combat, et, du côté des assiégeants, deux mois de désœuvrement, devant une citadelle imprenable dont, sauf les derniers jours, on attendait la reddition par épuisement.

Mais, comme opération de prestige, l'opération réussit. Les « héros de l'Alcazar », le colonel Moscardó, devinrent mondialement célèbres. L'insuccès du siège pouvait décourager les républicains.

Autre conséquence, moins attendue, mais plus calculée peut-être : Franco, qui n'avait pas jusqu'alors de responsabilité politique particulière, devint, le 1er octobre, « chef de l'Etat ».

De Tolède à Madrid (70 km), l'offensive prendra plus d'un mois, bien que les forces coloniales combinent désormais leur action avec la cavalerie de Mola, et disposent de quelques chars allemands. Madrid est durement bombardé. Les milices s'y exercent, se structurent, mais manquent d'expérience. La contre-attaque sur Illescas (35 km au sud de Madrid) échoua (18 oct.). Une attaque de flanc contre Varela (à Seseña) appuyée pour la première fois par quelques chars soviétiques, exploita mal la liaison chars-infanterie. Le 4 novembre sont atteints les abords immédiats de la capitale (Móstoles, Leganés, Jetafe). Cependant, tout se passe à l'ouest des fleuves Manzanares et Jarama : la ville ne sera abordée que *par le sud et l'ouest*.

Ni les attaquants, ni les milieux internationaux (diplomatie, presse) ne doutent de l'issue ; tout est prévu pour l'occupation, l'épuration, le ravitaillement, les cérémonies ; on compte sur une rapide reconnaissance diplomatique.

Ici se place la seconde surprise du grand affrontement : *Madrid n'est pas pris*. Un front défensif s'est constitué : 30 km de tranchées et de barricades. Le 6 novembre, le gouvernement se transfère à Valence. Mais une « Junte de Défense » mobilise à la fois les milices et la population.

Les 7 et 8 novembre échoue le « plan Varela » qui prévoyait de fixer la masse des défenseurs dans des combats de rue au sud de la ville (ponts de Tolède et de Ségovie), et d'attaquer en force dans les quartiers neufs de l'Ouest (Casa de Campo, Cité universitaire). Les effectifs ne dépassaient pas 30 000 hommes de part et d'autre. Mais des renforts affluaient.

Le 8 ont défilé dans Madrid, rejoignant le front, les premières formations dites « Brigades internationales ». Il serait excessif de dire (on l'a fait parfois) que cette présence fut décisive. Elle était faible numériquement, et il ne faut pas exagérer l'expérience de guerre des « internationaux » (sauf chez quelques officiers). Mais ces « volontaires de la Liberté » se battirent avec tant de foi que l'effet psychologique fut considérable, dans un combat où les valeurs symboliques ont beaucoup joué. L'aide proprement soviétique, elle aussi accueillie dans l'enthousiasme populaire, consista surtout, à cette date, dans l'apparition d'une aviation de chasse (les « Moscas ») contre les Heinkel de bombardement, et dans l'appui aux fantassins de « tankistes » expérimentés.

Tout ne fut pas facile. Un essai de contre-attaque de flanc, au « Cerro de los Angeles » (XII^e Brigade internationale) fut un échec. Les Marocains purent établir une tête de pont sur le Manzanares, et occuper une partie de la Cité universitaire. Mais, au « Pont des Français », autour du « Palacete de la Moncloa », de la « Casa de Velázquez », de l'« Hôpital Clinique », les combats, souvent corps à corps, firent une réalité du célèbre « No Pasarán ».

Le 23 novembre, Franco renonçait à prendre Madrid de front. Ainsi, comme le premier pari sur les garnisons, le second pari, sur les troupes coloniales d'intervention, était perdu.

Franco, lucidement, prévint alors une guerre longue. Il organisa la *mobilisation* dans sa zone, la formation de cadres par des instructeurs allemands, l'entraînement des soldats, la collaboration, sous commandement autonome, d'une infanterie italienne, d'une aviation allemande. Au début de 1937, il devait disposer d'un demi-million d'hommes, peut-être 2 fois plus que n'avaient ses adversaires. Ceux-ci en étaient encore à regrouper leurs colonnes en brigades, celles-ci en divisions, sans grande liaison au sommet. Mais Madrid se fortifiait ; un corps de génie y naissait, grâce aux syndicats (bâtiment, sous-sol). De ce front renforcé, un million de civils étaient l'arrière-garde immédiate, avec difficultés de ravitaillement, horreur des bombardements, menaces de la « cinquième colonne », mais sans fléchissement dans l'esprit populaire de résistance.

Si la délivrance de l'Alcazar avait été pour les insurgés une victoire psychologique, la résistance de Madrid en compensa largement l'effet. Elle devint le *symbole mondial* de la lutte « *contre le fascisme* ».

I. Janvier-mars 1937 : Madrid reste l'objectif. Echec des manœuvres enveloppantes

Pour cela même, Madrid resta, un temps, le grand objectif. Trois manœuvres enveloppantes furent tentées.

La première, en janvier 1937, aux portes de la ville, conquit une dizaine de kilomètres sur la route de l'Escorial, mais ne put couper Madrid du front de la Sierra ; au prix d'énormes pertes, un front fortifié se stabilisa.

En février, la « bataille du Jarama » fut aussi meurtrière sans être plus décisive. Les hauteurs du Pingarrón changèrent plusieurs fois de main. Mais on ne put couper la route de Valence, alors qu'on prévoyait un encerclement par une autre offensive venant du nord-est.

En mars, cette offensive eut lieu ; elle est connue sous le nom de *bataille de Guadalajara*. Son objectif était cette ville, à 60 km au nord-est de Madrid. Une colonne (Moscardó) devait venir de Soria, une autre (la principale) était italienne : 4 divisions, aux ordres du général Boatta. Elle avait pour axe la « route de France », et annonçait une opération « Blitzkrieg » : blindés, convois motorisés, appui aérien. Elle enfonça une défense républicaine à peine existante, et dépassa les places de Trijueque et Brihuega. Le « IVe corps d'armée » républicain, hâtivement formé avec des brigades épuisées par les combats du Jarama, semblait tout juste capable d'organiser une défensive. Or il contre-attaqua, appuyé par des chars (Pavlov), l'aviation (Hidalgo de Cisneros) et grâce à une bonne collaboration obtenue par Lister entre brigades espagnoles et internationales (Kahle, Ludwig Renn). La présence, dans celles-ci, d'un « bataillon Garibaldi », et de chefs italiens (Longo, Nino Nanetti, Vidali), permit une propagande par tracts et haut-parleurs, qui semble avoir été efficace sur le « ctv » (Corpo di Truppe Volontarie) dont la retraite finit en débandade.

Malraux a rythmé les dernières pages de *L'Espoir* de l'annonce par les républicains des kilomètres reconquis sur la route de Guadalajara... 93... 94... 95... En fait, tout le terrain perdu ne fut pas récupéré. Une fois de plus le résultat *concret* importa moins que l'effet *moral* : chez

les antifascistes, « *l'espoir* », chez les Italiens, un commencement de doute. Mais Madrid, objectif de l'offensive, était de nouveau sauvé. Ce n'était pas, quoi qu'en ait dit Brasillach, « le résultat stratégiquement sans importance » d'une « aventure sans prudence », qui fit sourire aux dépens des Italiens.

Les illusions du général Roatta venaient sans doute de son succès du mois précédent, *la prise de Málaga*. Málaga était restée depuis juillet au centre d'une langue littorale Marbella-Motril, conservée par les républicains, mais dominée par les sierras andalouses, que pénétraient les forces de Queipo. Une opération combinée de ces forces avec la colonne Roatta, balaya cette poche et prit Málaga (3-10 févr. 1937). On attribua ce succès au « Blitzkrieg » motorisé. En fait, la résistance républicaine avait été négligeable. A Málaga, l'organisation militaire n'avait pas dépassé le stade des milices incohérentes. Et le colonel Villalba, désigné *in extremis* pour les commander, n'avait ni les moyens, ni le moral (ni peut-être le désir) d'un exploit.

La perte de Málaga approfondit une vieille mésentente entre le général Asensio, homme de confiance de Largo Caballero, et les organisateurs communistes du front de Madrid. Asensio et Villalba furent sanctionnés. L'opinion fut surtout sensible au caractère impitoyable de la répression à Málaga, à l'exode d'une population mitraillée sur les routes par l'aviation. Chose alors nouvelle !

I. La réduction des zones encerclées : chute du Pays Basque et des Asturies, les tentatives de diversion (Brunete, Belchite)

S'ils renonçaient à Madrid dans l'immédiat, les généraux insurgés avaient toute raison de se tourner vers « le Nord » : les deux éléments qui y résistaient avaient valeur symbolique : les Asturies comme noyau *révolutionnaire*, Euskadi par son affirmation *nationale*.

Comme ces deux éléments, alliés, ne se confondaient pas idéologiquement, et comme la région de Santander, moins sûre, les séparait, le « Nord » républicain n'avait pas beaucoup de cohésion, et le Guipúzcoa presque entier (jusqu'à Ondárroa) avait été perdu après la prise d'Irún. A l'ouest, tout avait tourné autour du problème d'Oviedo, refuge du colonel Aranda, assiégé, puis désenclavé, et devenu une menace pour Gijón, port et citadelle révolutionnaire.

S'il était difficile d'attaquer « le Nord » par la chaîne cantabrique, il l'était moins d'en assurer le blocus maritime et aérien (les Anglais, garants de la liberté des mers, étaient souvent, localement, favorables aux franquistes).

Militairement, l'attaque fut entreprise à l'est, et confiée aux carlistes navarraïes, mais appuyés par une division italienne et la « Légion Condor » allemande. Le 31 mars, Mola adressa aux Basques un violent ultimatum, et lança l'attaque. La nouveauté en fut la préparation par bombardements aériens massifs : deux petites villes basques, Durango et Gernika, furent écrasées.

Pourquoi la destruction de Gernika devint-elle, à son tour, un *événement-symbole* ? On dit parfois que le monde, depuis Gernika, « en a vu d'autres ». Mais Gernika fut détruite *la première* par *des avions allemands*. Cela allait si loin que les responsables *nièrent*, que leurs partisans *les crurent*, et que les timorés *furent semblant de les croire*. L'effet produit sauva peut-être Bilbao de la totale destruction que Mola lui avait promise. Et Mola mourut le 3 juin dans un accident d'aviation. Le Nord allait tenir jusqu'au mois d'octobre.

L'énergie du désespoir explique ces résistances farouches. Relié à la zone gouvernementale, le Nord eût pu être un nouveau Madrid. Mais les ambiguïtés anglaises devant le blocus, et les contradictions françaises autour des livraisons d'armes, réduisirent à presque rien l'approvisionnement des villes en vivres et du front en armement. Devant l'écrasante supériorité (surtout aérienne) de leurs adversaires, les Basques se sentirent abandonnés. Ils avaient créé une armée solide, et la vaillance de leurs combattants (les « *gudaris* ») est incontestée. Mais ni la coordination avec Santander et les Asturies, ni les mésententes autour du commandement (basque ? ou espagnol ?) ne reçurent de solution véritable.

L'image d'une « ceinture de fer » protégeant Bilbao fut trompeuse. Outre ses imperfections, les plans en avaient été livrés par l'ingénieur qui les avait dessinés. Le gouvernement basque, soucieux de l'avenir du pays, refusa la tactique de la « terre brûlée ».

Bilbao tombé (19 juin), les Basques se sentirent hors de chez eux, regardés avec méfiance, menacés par la « cinquième colonne » de Santander. Une partie de leur armée se regroupa à Santoña, à la nouvelle d'une négociation amorcée entre le commandement italien et des responsables du Parti nationaliste basque. Mais Franco mécontent de cette initiative de ses alliés, s'opposa aux évacuations prévues.

La fin des Asturies ne fut pas moins dramatique. Les éléments les plus déterminés de la résistance se trouvaient encerclés dans un territoire exigu, privés de tout renfort en matériel, attaqués par l'est, par l'ouest, et bientôt même par les ports cantabres. Le « *Conseil des Asturies* » tendait, comme en 1808, à se constituer en force autonome, *s'adressant directement à la Société des Nations*, ce qui fit réagir vivement le pouvoir central. A partir du 10 octobre, la situation est désespérée. On organise l'évacuation par mer des meilleurs combattants. Gijón est occupée le 21 octobre. Dans ce secteur historique des luttes ouvrières, la répression sera acharnée. Plus d'un combattant, gardant son armement, entrera dans des « guerrillas ».

Fin octobre 1937, il n'y a plus de « front du Nord ». Pour Franco, c'est une grande victoire. Mais, depuis l'échec devant Madrid, il s'est écoulé un an !

L'aide gouvernementale au front du Nord (gênée, en avril-mai, par de graves crises internes) avait consisté surtout en *opérations de diversion*.

Deux furent sans envergure, l'une sur La Granja, au-delà de la Sierra madrilène, l'autre (fin juin) sur Huesca. Plus importantes furent, en juillet et août, la « *bataille de Brunete* » et la « *bataille de Belchite* ».

La « *bataille de Brunete* » commença le 6 juillet, sur un point jugé faible du front de Madrid. L'effet de surprise, réussi, fut mal exploité. Vingt jours, sous un soleil écrasant, la bataille se poursuivit, horriblement meurtrière. Brunete, petite place complètement détruite, dut être abandonnée par les républicains, qui ne gardèrent que quelques villages. Mince résultat pour de grosses pertes. Mais, pendant vingt jours, 30 000 hommes, l'aviation allemande, et tout un état-major (dont Franco lui-même) avaient dû se détourner du Nord vers Brunete.

Le Nord n'avait pas été sauvé. Il ne le fut pas davantage par la « *bataille de Belchite* », déclenchée un peu tard (Santander était déjà investi). L'objectif était Saragosse, dont la prise eût beaucoup frappé. L'avance parvint à une dizaine de kilomètres de la ville, où l'on fut inquiet. Mais les attaquants n'osèrent pas négliger les résistances locales. Une fois de plus, l'offensive se transforma en guerre de position, la « *bataille de Saragosse* » en « *bataille de Belchite* ». Cette fois, Franco préféra sacrifier la petite place. L'attaque contre les Asturies ne fut pas stoppée.

I. 1938 : offensives et contre-offensives d'envergure, mais sans décision

Le front nord éliminé, les états-majors adverses dressèrent de nouveaux plans.

Fin décembre 1937, offensive républicaine de Teruel. Le choix du gouvernement, qui, le 31 octobre, avait quitté Valence pour Barcelone, se porta sur une hypothèse militaire destinée à contrecarrer toute velléité menaçant Madrid. Il s'agissait de réduire le « saillant de Teruel », avancée du front du Levant qu'on pouvait couper à sa base. « Teruel » allait devenir célèbre par les dures conditions de la bataille : montagnes abruptes, froids de - 5 à - 20o C. La garnison de Teruel fut en effet coupée de ses bases ; les combats de rue commencèrent le 22 décembre ; occupée, abandonnée, reconquise maison par maison, la ville fut dominée le 8 janvier 1938 ; ses forces épuisées, et malgré un ordre de résistance à outrance, le colonel Rey d'Harcourt se rendit. Si l'effet psychologique fut considérable, c'est qu'on donnait pour nulles, depuis la chute du Nord, les capacités offensives de l'armée républicaine.

En mars 1938, la grande offensive franquiste sur le Levant fut déclenchée sur 300 km, des Pyrénées (Bielsa, val d'Aran) aux montagnes dominant le littoral valencien. L'offensive (9 mars) enfonça le front vers Belchite, Calanda, en direction d'Alcaniç. Le front fut porté en territoire catalan (Lérida en ruines tomba le 4 avril). Mais le bas Ebre ne fut pas dépassé, et l'offensive fut orientée vers le sud. *Le 15 avril, la mer était atteinte vers Vinaroz*, Barcelone coupée de Valence. Pourquoi choisit-on alors Valence comme objectif ? On ne sait. Mais il fallut deux mois pour atteindre Castellón, et on ne put percer les défenses de Sagonte. On prévoyait la prise de Valence pour le 25 juillet. Mais, dans la nuit du 24 au 25, des divisions républicaines avaient passé l'Ebre et attaqué vers l'ouest.

Cette « *bataille de l'Ebre* » (juill.-nov. 1938) est un épisode militaire très discuté. Elle devint une guerre de tranchées à la manière de 1914, qui se termina par un retrait en ordre au-delà du fleuve. Cette guerre d'usure pour un résultat nul est souvent donnée comme l'origine de la défaite républicaine finale. Mais on a exagéré les chiffres de pertes. Et il faut tenir compte (comme pour Teruel) de l'effet *indirect* (arrêt de l'attaque sur Valence), et de l'effet *moral* : un instant le défaitisme fut surmonté chez les dirigeants, et le franchissement du fleuve fut une réussite technique : l'ambassadeur allemand von Stohrer fit prévoir une défaite franquiste si on ne renforçait pas l'aide allemande.

En fait, *jusqu'aux accords de Munich*, le gouvernement du Dr Negrín avait pu se demander si les événements internationaux ne mettraient pas fin à son isolement. En quelques mois la politique française en

matière de passage d'armes changea plusieurs fois. Munich signifia le *choix de l'Angleterre* en politique internationale. Fait plus décisif que « la bataille de l'Ebre ».

I. La phase finale : effondrement de la Catalogne, scission dans le camp républicain et marche à la capitulation

À l'automne de 1938, le grand problème, pour les deux camps, fut celui de *l'armement*. L'apport allemand, même s'il ne fut opérationnel qu'en janvier, fut décisif. En novembre, Staline promit personnellement à Hidalgo de Cisneros un gros envoi d'armes et d'avions ; mandé par Murmansk, retardé en France, ce matériel n'était pas encore déballé quand les républicains en retraite passèrent les Pyrénées.

La « *campagne de Catalogne* » (23 déc. 1938 au 11 févr. 1939) aboutit en effet à la totale désorganisation des pouvoirs républicains, à la retraite (souvent en ordre !) des unités militaires, à un massif exode civil. Les commentateurs de cette défaite insistent sur le déséquilibre des forces, la fatigue de la population, la faiblesse et les divisions des dirigeants. Il serait absurde de sous-estimer ces facteurs. Un aspect des choses me semble pourtant trop peu souligné : l'étonnante ressemblance entre cette déroute et les événements militaires immédiatement postérieurs, en Pologne, puis en France.

En Catalogne, pour la première fois, en contraste avec ce qui s'était passé à Brunete, Belchite, etc., les percées furent exploitées sans souci des résistances locales, et ces débordements systématiques donnèrent, même à des unités combatives, une impression d'impuissance, une défiance envers le commandement, qui sans cesse ordonne des « décrochages » ; l'exode civil, les attaques d'aviation renforcent l'affolement. En juin 1940, un ancien combattant de la campagne de Catalogne, rencontré sur le front français en décomposition, m'a clairement analysé l'identité de ses deux expériences. Des croquis publiés en 1939 confirment ce rôle majeur de l'innovation tactique.

Mais l'espace de recul était limité. 100 000 combattants furent désarmés à la frontière. 250 000 à 300 000 réfugiés civils furent parqués dans des camps improvisés, gardés par des troupes coloniales. Souvenir amer.

Au milieu de février 1939, la « zone centre-sud » encore républicaine

représentait un tiers du territoire national, la moitié de la population, Valence, Madrid, un front de 700 000 soldats, peu armés, mais pas beaucoup moins que dans les campagnes précédentes. Negrín, cinq jours après la chute de Barcelone, réunit au château de Figueres 67 députés des Cortes, et obtint leur confiance pour prolonger la résistance et poser comme conditions de paix : *exclusion des présences étrangères, référendum sur le régime, renoncement aux représailles*. Résister n'était pas impensable, mais espérer négocier sur ces bases était bien peu réaliste.

1. *Diplomatiquement*, Anglais et Français insistaient pour une paix immédiate, et ne voulaient plaider auprès de Franco qu'une vague limitation des représailles. Le 3 février, le gouvernement français a envoyé à Burgos Léon Bérard, notoire sympathisant franquiste. En vingt jours on s'achemina vers une reconnaissance formelle du gouvernement de Burgos. L'Angleterre suivit, transformant son agent officieux en représentant officiel.
2. *Politiquement*, les dirigeants républicains étaient divisés. On distinguait un groupe partisan de la résistance comme seul moyen de préparer l'avenir, de sauver des hommes en attendant un retournement de la situation internationale. Un autre groupe (non moins passionné) jugeait humainement criminel de prolonger une résistance vaine, et nourrissait des illusions sur la clémence à attendre du vainqueur. Azaña, le président de la République, appartenait à ce groupe ; dès la reconnaissance diplomatique du gouvernement franquiste par Londres, il démissionna (24 févr.). Le président des Cortes, Martínez Barrio, devint ainsi, constitutionnellement, la plus haute autorité de la république ; or il ne rejoignit pas Negrín dans la zone centre-sud, ce que ne fit pas non plus le plus haut responsable militaire, le général Rojo. Comme le camp « jusqu'au-boutiste » se centrait sur le parti et les militaires communistes, un classique vocabulaire (« agents de Moscou », etc.) fut appliqué à tous les fidèles de Negrín.
3. *Militairement*, dès la campagne de Catalogne, de hautes autorités militaires de la zone « centre-sud » avaient suivi sans zèle (ou pas du tout) les directives demandant des opérations de diversion. Le général Miaja, héros mythique de Madrid, ne songeait qu'à l'exil. Le colonel Casado, chef d'état-major du front central, prit contact, dès janvier-février, avec d'officieux agents anglais, et les services secrets franquistes. Negrín gouvernait sans efficacité, à partir de postes itinérants. A Carthagène, après des incidents contradictoires, la flotte de

guerre, échappant au gouvernement, quittait les eaux espagnoles.

Le 5 mars éclata la dissidence prévisible. Le colonel Casado, à Madrid, constitua un « *Conseil de Défense* », nominalelement présidé par Miaja, présenté à la radio par Besteiro, vieil intellectuel socialiste depuis longtemps partisan du compromis, par l'anarchiste Mera (commandant d'un secteur du front de Madrid) et par Casado lui-même.

Le discours restait ambigu, violent contre le gouvernement Negrín, déclaré « illégitime », mais parlant encore de résistance si on n'obtenait pas des conditions honorables. Besteiro avait des illusions étranges (il croyait qu'une ugt modérée pourrait subsister). Une gauche ouvrière (Mera, Wenceslao Carrillo) multipliait les professions de foi anticomunistes. Casado, lui, comptait sur une négociation entre militaires, à un niveau élevé. Mais Franco, malgré l'impatience de ses agents à Madrid, n'envisageait qu'une reddition *sans condition*, réglée au plus bas niveau.

Dès le 6 mars, Negrín et ses principaux ministres quittèrent l'Espagne ; les dirigeants communistes suivirent bientôt, laissant une commission restreinte pour organiser les évacuations les plus nécessaires. Mais des unités militaires isolées, commandées par des communistes, engagèrent la lutte contre les dissidents. A Carthagène, la place fut reprise, un bateau franquiste coulé. A Madrid surtout, une « *guerre civile dans la guerre civile* » fit de nombreux morts (2 000 ?), obligeant Casado à négocier, ce qui n'empêcha pas de réciproques exécutions sommaires. Ailleurs qu'à Madrid (par exemple à Valence), il y eut compromis.

Le 22 mars, le « Conseil de Défense » se résigna à envoyer à Burgos de simples officiers subalternes pour régler les détails de la reddition. Les fronts se décomposaient. Le 28, les armées franquistes entraient à Madrid.

Le dernier acte de la tragédie eut lieu à Alicante. Une foule de 15 000 réfugiés (combattants, militants, familles) tous menacés dans leur liberté, beaucoup dans leur vie, reflua sur ce port, où l'on avait annoncé la présence de bateaux anglais et français. Aucun ne se présenta à temps. Des délégués d'organisations françaises (Forcinal, Ullmann, Tillon) essayèrent en vain de faire intervenir les diplomates locaux. Par terre le corps italien de Gambara, par mer des bateaux franquistes, cernèrent les fugitifs. Ils furent concentrés dans des camps.

Le 1er avril Franco publia son communiqué fameux *La guerre est finie*.

Il importe de ne pas oublier les concomitances. *Le 13 février 1939*, Franco avait publié sa *Loi des Responsabilités politiques* permettant de poursuivre tous ceux qui, *depuis octobre 1934*, avaient participé à la vie politique républicaine, ou qui, *depuis février 1936*, s'étaient opposés au « Mouvement national », « *par actes concrets ou passivité grave* ». Ni le « Conseil » de Casado ni les diplomates ne pouvaient donc ignorer ce que pourrait être « la paix honorable ».

Le 15 mars 1939 Hitler est entré à Prague. *Le 6 avril*, Mussolini entre en Albanie. *Le 27 mars*, Franco a signé le « *Pacte antikomintern* », secrètement, mais il rend cette adhésion publique *le 7 avril*. *Le 25 mars*, le maréchal Philippe Pétain a présenté au général Franco ses lettres de créance d'ambassadeur, et l'ambassadeur désigné auprès de la République française est José Félix de Lequerica, qui sera choisi, en juin 1940, pour transmettre les conditions de l'armistice franco-allemand. La « guerre d'Espagne » est au cœur de l'histoire douloureuse du xxe siècle.

Chapitre IV

Les deux camps : types de pouvoir évolution politique

I. Le camp républicain : légalité ? révolution ? ou politique de guerre ?

En principe, et à l'évidence, les autorités républicaines représentaient une légalité démocratique attaquée par des forces armées en insurrection ouverte. Cela ne sera pas contesté par la plupart des puissances avant les derniers jours du conflit. Certes, les puissances fascistes, et, ailleurs, d'importants secteurs d'opinion et de presse ont vite soutenu : 1) que l'insurrection était légitimée par les désordres latents ; 2) qu'après le 20 juillet l'éclatement *de fait* des pouvoirs dans le camp républicain ôtait toute réalité à sa légalité juridique. Mais ces thèmes servaient trop la cause des insurgés pour que leurs adversaires n'eussent pas comme principal souci le maintien de la *continuité de l'Etat* et celui de ses *formes démocratiques*. Même les anarchistes l'admirent sans hésiter, au moins comme une nécessité de façade. Mais les paradoxes initiaux du camp républicain ne peuvent être jugés que sur plusieurs réalités *régionales*, qui non seulement se ressemblent peu, mais souvent s'opposent.

1. La totale originalité catalane jusqu'en mai 1937

Cette originalité a pour fondement : 1) la prépondérance anarcho-syndicaliste chez les vainqueurs (armés) du 19 juillet ; 2) l'existence constitutionnelle de la « Généralité » autonome. C'est entre cette *force* et cette *légalité* (toutes deux *régionales*) que s'installent des rapports obligés, en fait conflictuels.

La « Généralité » et les partis républicains, se savent faibles mais peuvent manœuvrer à partir de leur position légale. La puissance de la CNT inspire à ses chefs d'immenses prétentions révolutionnaires. Mais tous ne voient pas de même façon comment on peut à la fois édifier

une société acratique et faire la guerre. Il y a des syndicalistes modérés (Peiró), des anarchistes sentimentaux (Federica Montseny), des tempéraments guerriers (Durruti), des hésitants entre le mépris et le goût du pouvoir (García Oliver). Ces personnages, qui pourraient se compléter, ne s'aiment guère. Ils ont en commun le mépris de la Généralité, de l'ugt, et la haine, de vieille ascendance bakouninienne, pour le communisme autoritaire, plus faible qu'eux en Catalogne, mais présent.

Une présence qui a elle-même ses originalités. Elles consistent dans le poids relatif, rare dans le monde, d'une formation marxiste opposée à la IIIe Internationale, d'effectifs limités, mais très supérieurs à ceux des formations orthodoxes. Ce « Parti ouvrier d'unification marxiste » (poum) s'est érigé, justement à partir des originalités régionales, en adversaire du pc espagnol. Léniniste, mais antistalinien, trozksisant, mais critiqué par Trozki, adhérent à une union des gauches dont il a contesté le principe, ennemi passionné d'une Union soviétique que les événements rendront populaire, le poum risque l'isolement. Or, si le pc catalan est plus faible encore, il s'aggrave, dès le 27 juillet 1936, d'autres groupes socialisants, dans un « Parti socialiste unifié de Catalogne » (psuc), qui décuplera vite ses effectifs, par l'attraction de sa modération sur les couches sociales moyennes, par le prestige militaire du pc espagnol, et celui de l'aide soviétique. En revanche l'origine bourgeoise de ses cadres et la faible formation théorique de ses militants exposent le psuc aux attaques du poum, de la cnt, et même à des méfiances dans la IIIe Internationale.

Si ces complexités, ces subtilités, de la vie politique catalane devaient ici être précisées, c'est que « la révolution espagnole » a souvent été décrite (Orwell, Simone Weil, Leval) à partir de l'exemple catalan, qui a sa dynamique, mais n'est pas seul en Espagne. Il est utile de rappeler :

A)

Le « communisme libertaire » n'a pas été proclamé (officiellement, « *no hay comunismo libertario* »), alors qu'il l'avait été plusieurs fois en 1932-1936, et qu'il l'est, en 1936, dans des communes aragonaises et pyrénéennes. Au sommet, les chefs de la cnt-fai ont hésité devant la situation générale, et devant un *problème doctrinal* : une *dictature anarchiste* est-elle pensable ? *peut-on reconstituer l'Etat* ? Des acteurs, ou leurs proches, ont décrit cette crise de conscience. Elle intéresse l'histoire de ce secteur de pensée. Mais, quant aux événements de 1936, qu'importe ce qu'aurait « dû », ou « pu », faire, à chaque instant,

chaque personnage ? Sans doute les limites de leur action (ne serait-ce que *géographiquement*) leur sont-elles apparues *comme une évidence*.

B)

Un « *Comité central des Milices antifascistes* » a bien représenté, à Barcelone, dès le 22 juillet, un « *pouvoir révolutionnaire* », proposé (ou accepté) par la cnt, qui en occupe les postes clefs (milices, ordre public, ravitaillement) ; mais les autres partis et syndicats y sont présents, et la « *Généralité* » (son président, son « *Consell* ») subsistent. Double pouvoir ? La *Généralité* a peu de moyens, mais assez de dévouements acquis pour protéger des hommes, des institutions, des biens culturels. Surtout, elle ose *légiférer* (sur les salaires, sur un Conseil d'économie), ce qui peut paraître, sur le moment, dérisoire, mais engage l'avenir. Inversement, le « *Comité* », dont les groupes armés sont censés « *contrôler* » la vie quotidienne, « *contrôle* » tellement au hasard que l'opinion attribue les abus dits « *incontrôlés* » aux « *patrouilles de contrôle* ». Barcelone a un *aspect* révolutionnaire, 100 fois décrit, avec de pittoresques chevauchements : la foule a renoncé au chapeau, mais le syndicat des chapeliers proteste ; la morale anarchiste a vidé les quartiers chauds ; mais où sont passés ceux qui les hantaient ?

En fait la dualité des pouvoirs *n'a guère duré plus de deux mois*. Le 27 septembre, le Conseil de la *Généralité* s'est intégré des représentants de toutes les formations (partis, syndicats) d'où, dès le 1er octobre, la disparition du « *Comité* ». La légalité ne s'établit pas d'un coup : des hommes, des groupes s'accrochent à des postes de décision (police, justice), de contrôle (téléphones, postes-frontières). Mais la *Généralité* s'efforce de transformer les « *comités* » de village en municipalités régulières, sur son propre modèle de représentation. Notons qu'en face du pouvoir central la « *Généralité* » n'a jamais été plus autonome.

C) Le pouvoir éclaté des « *comités* » s'est heurté à une résistance des structures catalanes

La floraison des « *comités* » avait répondu aux traditions de la cnt-fai, pour qui le mot semblait chargé de magie (naguère un humoriste catalan avait pastiché le style anarchiste en signant « *pour le comité, le comité* », et cela lui coûta cher). Or ces prises de pouvoir locales avaient donné des résultats très divers : de pacifiques communes, présidées par de vénérables figures idéalistes, voisinèrent avec les pires débordements, sans projet politique clair. Ne rapprochons donc pas abusivement les *comités* des « *soviets* » ou des « *conseils* » de

1917-1918. Pensons plutôt (référence plus espagnole) au fragile « cantonalisme » de 1873.

Mais la régularisation des pouvoirs locaux s'appuyait sur une autre spécificité régionale : le poids (sans doute majoritaire) de classes moyennes et populaires, ni prolétariennes ni révolutionnaires, mais attachées au complexe *patriotique-démocratique* catalan. Ce secteur massif attribue la responsabilité du choc subi au « mouvement » militaire, et ne peut attendre de lui qu'une « terreur blanche » anti-catalane. D'où sa volonté de résistance. Le rétablissement d'une autorité institutionnelle ravive la *conscience de légitimité* nécessaire à une communauté en guerre. Le président Companys incarne des valeurs symboliques. Son premier « Conseller » Tarradellas révèle des capacités d'organisation. Méprisant ces « petits-bourgeois », la cnt et le pum poursuivent *deux rêves révolutionnaires, mais contradictoires* ; l'ugt et le psuc ont *un mot d'ordre clair, mais négatif*. Sous l'apparence d'un « progrès de l'ordre » et au rythme des nouvelles contrastées du front (chute de Tolède-miracle de Madrid, chute de Málaga-victoire de Guadalajara), la crise couve à Barcelone. Les formes démocratiques survivantes la favorisent : dosages discutés des représentations au « Conseil », foisonnement d'une presse très critique, meetings d'opposition : tout cela est-il compatible avec une *politique de guerre* ?

D) Un tournant : les « événements de mai » à Barcelone (1937)

Du 3 au 8 mai 1937, Barcelone se couvre de barricades. Accrochages, fusillades font plusieurs centaines de morts. Pourtant le camp républicain, en plein drame militaire (Gernika est du 26 avril), ne s'effondre pas. C'est si paradoxal que toute interprétation partisane parle de « provocation ». Mais la provocation, pour le pum, vient de Moscou via le psuc, pour le psuc de Berlin via le pum, pour la cnt d'un complot catalaniste à Paris, pour Franco de treize de ses agents à Barcelone. Dans certains climats, c'est vrai, tout peut être « provoqué ». Mais c'est « l'allumette du fumeur ». La « force d'expansion des gaz » est le vrai problème.

L'agglomération barcelonaise a toujours condensé un singulier potentiel révolutionnaire. En juillet 1936, la Barcelone révolutionnaire a cru son rêve matérialisé. Et les échos étrangers l'y encouragèrent. Mais les pittoresques « colonnes » n'ont pas conquis Saragosse. Les « comités » et « patrouilles » voient fondre leur autorité. Le mot d'ordre officiel « toutes les armes au front » menace la possession de l'arme individuelle, vieux symbole catalan de la participation de la personne au pouvoir. Déceptions et rancœurs remplacent l'enthousiasme. A cela

s'ajoute, en 1937, une crise sinon de « subsistance », au moins de distribution, de cherté, de marché noir. Il y aura des femmes sur les barricades.

L'explosion du 3 mai s'annonçait depuis longtemps. *Ruta*, le journal des « Jeunesses libertaires », disait violemment le refus de défendre un régime redevenu « bourgeois », et *La Batalla*, du poum, la nécessité d'achever la révolution pour gagner la guerre. Des bagarres éclataient. Aux obsèques des militants tués, leurs amis mesuraient leurs forces. Fin avril, le gouvernement central, d'abord peu mêlé à ces luttes, faisait occuper par les douaniers-carabiniers du Dr Negrín, ministre des Finances, les postes-frontières restés en mains anarchistes. Antonio Martín, « le Boîteux de Málaga », était tué dans une rencontre avec les « forces de l'ordre » dans son « canton » libertaire de Puigcerdà.

A Barcelone, l'incident clef survint en pleine ville, à la « Telefónica », cœur des communications régionales, occupé depuis juillet par un comité intersyndical, en fait par la fai, ainsi placée à l'écoute des conversations officielles, et qui aimait le faire savoir avec insolence.

Le 3 mai, le « Conseller » à l'Intérieur de la Généralité, un républicain catalaniste, prit sur lui d'envoyer à la « Telefónica » une police aux ordres d'un commissaire à l'Ordre public particulièrement mal vu des organisations révolutionnaires qu'il avait quittées pour le psuc. Il fut reçu par une fusillade, qui se répercuta dans les rues voisines, les quartiers ouvriers, avec ordre de grève générale. Officiellement, on ne demandait que la destitution des deux responsables, mais le principe du pouvoir était en jeu : Companys refusa. Pourtant il remania son « Consell ». Mais le leader de l'ugt qu'il y appela fut tué en gagnant son poste. Le président Azaña, qui résidait à Barcelone, y demeura isolé, oublié, quatre jours durant. C'était le chaos.

La Généralité fit donc appel au gouvernement central, alors à Valence. Largo Caballero, son président, et Prieto, ministre de la Marine, prirent deux décisions complémentaires : 1) ils mandèrent à Barcelone les deux ministres anarchistes (García Oliver et Federica Montseny) et deux chefs syndicaux : tous, bien qu'assez mal reçus à la base, prêchèrent le cessez-le-feu, « *sans vainqueurs ni vaincus* » ; 2) des troupes furent acheminées par mer et par terre vers Barcelone. Le pouvoir central prenait la responsabilité de l'ordre en Catalogne : tournant important.

Les « faits de mai » ont inspiré toute une littérature. Souvent à partir du récit d'Orwell, témoin le plus ahuri du combat le plus confus. Cette « agonie de la Révolution » a beaucoup fait pleurer dans les

universités américaines. Sur le moment, les rapports de « Marianet » Vázquez à la cnt, et d'Andreu Nin au poum, disent crûment que l'insurrection était absurde, puisqu'*ils l'attribuent à une provocation et se félicitent de l'avoir stoppée*. En Aragon, les chefs des milices cenetistes et poumistes n'ont pas osé dégarnir le front : évidence de la contradiction entre la révolution et la guerre.

Le poum, dans une jolie formule, accusait les communistes orthodoxes de vouloir « *transformer la guerre civile en guerre impérialiste* » ; mais, pour prétendre inverser cette formule, était-on en octobre 1917 ? Barcelone, en mai 1937, revécut plutôt sa « semaine tragique » de 1909 : *un sursaut populaire non assumé par ceux dont le langage l'avait suscité*.

Les suites sont graves : 1) entre Catalogne et pouvoir central, la défiance s'aggrave ; 2) pour la cnt, c'est la perte d'influence au sommet, le désenchantement à la base ; 3) pour le poum, c'est une mise hors la loi ; le psuc voudrait un procès pour espionnage, calqué sur ceux de Moscou (exactement contemporains) ; la justice républicaine ne retient qu'une insubordination en temps de guerre, passible de simple prison. Mais Nin, transféré à Madrid au début de l'instruction, disparaît entre les mains d'une police parallèle.

Dans cette lourde atmosphère, il est presque surprenant que le pouvoir républicain ne succombe pas. Sans doute a-t-il au contraire l'impression de se renforcer en se concentrant. Il élimine, dès le mois d'août, la quasi-dissidence du « Conseil d'Aragon ».

2. Un pouvoir régional anarchisant : le « Conseil d'Aragon »

En juillet-août 1936, en marche vers Saragosse, les milices anarchistes de Barcelone avaient parfois entériné, parfois imposé, des pouvoirs communaux, et une collectivisation des terres. Cette expérience, politiquement, impliqua l'exigence d'un pouvoir autonome, le « Conseil d'Aragon », légalisé en décembre 1936 par le président du Conseil, Largo Caballero. En principe, le « Conseil » était pluraliste. En fait, la fai le dominait, sous la présidence d'un Ascaso (Joaquin).

Ni les communistes, ni les socialistes autoritaires (Prieto, Negrín) ne voyaient d'un bon œil cette dissidence régionale, cette révolution agraire qu'ils jugeaient hors de saison, sous la protection d'un front incertain, tenu par des milices mal structurées. Après les événements de mai, Largo Caballero dut céder la présidence du Conseil à Negrín,

le ministère de la Guerre à Prieto. La dissolution du Conseil d'Aragon fut décidée, et, comme on prévoyait des résistances, on envoya « au repos » près de Caspe, siège du « Conseil », la plus solide des formations militaires communistes, la division Lister, en lui laissant (calcul de la part de Prieto ?) la responsabilité d'une répression. La liquidation politique du « Conseil d'Aragon » ne fut pas trop difficile. Les heurts autour des collectivisations sont plus mal connus.

Certains auteurs rattachent au mécontentement paysan (mais lequel ?) la faible résistance de la région à l'offensive franquiste de mars 1938. Mais il y a eu, dans l'intervalle, les opérations (également aragonaises) de Belchite et de Teruel. C'est peut-être dans le domaine militaire que l'unification politique du pouvoir, pendant l'été 1937, a porté le plus de fruit.

3. Le cas d'Euskadi : non-révolution sociale, conscience nationale

Dans l'hétérogénéité régionale de l'événement espagnol, le cas d'Euskadi est le plus original sans doute. La situation n'y est pas révolutionnaire. La propriété privée n'y est pas mise en question. Les cultes sont assurés, sous des autorités majoritairement catholiques. Le souci de légalité a été poussé jusqu'à attendre, pour exercer l'autonomie tant souhaitée, le vote définitif du « Statut » par les « Cortes » (1er oct. 1936). Jusque-là, un simple comité de « front populaire » avait assuré l'exercice du pouvoir.

Ces traits modérés soulignent peut-être le plus vigoureux des particularismes. Pas de préférence sociale ou politique, mais une conscience de communauté, de « *patrie* ». D'où, militairement, le recrutement d'une armée basque (les « *gudaris* »), et le désir du président Aguirre de la commander. La défaite a été déterminée par l'isolement territorial.

4. « Junte de Madrid » et gouvernement central

Du 20 juillet au 4 septembre 1936, à Madrid, le gouvernement modéré du Dr Giral, sans grande autorité sur les dizaines de pouvoirs nés de la spontanéité populaire, incarnait surtout *la continuité républicaine* devant l'étranger. Mais on ressentit bientôt le besoin d'un gouvernement plus conforme à la composition des forces antifascistes.

Largo Caballero, leader socialiste, forme ce gouvernement le 4 septembre, sans obtenir la collaboration de la cnt, qui eût préféré une

« Junte de Défense ». Il s'obstina, et put, deux mois plus tard, nommer quatre ministres « cenetistes », deux modérés, dont Peiró, deux proches de la fai, Federica Montseny (Santé), et Garcia Oliver (Justice). Cette « participation », pour les anarchistes, n'alla pas sans crise de conscience. Pour Caballero, elle signifiait une option ouvriériste, syndicaliste, et un contrepoids à la montée communiste.

Mais ce ministère (4 nov.) décidait le 6 de quitter Madrid, menacé, pour Valence. La base anarchiste, à Madrid, arrêta symboliquement les voitures officielles au cri : « Vive Madrid sans gouvernement ! » Allait-on vers une « Commune » ?

Quitter Madrid quand les Mores étaient aux ponts du Manzanares n'avait rien de déshonorant pour un gouvernement prudent, décidé à continuer la lutte. Mais l'opération révéla, au moins chez le général Asensio, conseiller militaire préféré de Caballero, un pessimisme évident : erreur matérielle dans la délivrance des ordres, simple désignation de deux généraux : pour le front du Centre (Pozas) et plus spécialement pour Madrid (Miaja), avec l'aide d'une « Junte » dont la composition n'était que suggérée (« à l'image du gouvernement »). A quelqu'un qui doutait, pour un pareil choix, des qualités de Miaja, Asensio répondit : « Pour ce que ça durera... »

Or cela dura. Et Miaja, populairement, mondialement, devint le mythique « défenseur de Madrid ». Honneur qui, assurément, passe ses mérites. Mais enfin, comme disait Joffre après la Marne, si la bataille n'avait pas été gagnée, on sait bien qui l'aurait perdue ! Et rien ne ressemble plus au fameux ordre du jour de Joffre que celui de Miaja, le 7 novembre 1936. Un mélange de vocabulaire héroïque et d'optimisme bonhomme, chez un chef, dans une situation tragique, n'est pas inutile au moral des troupes.

Le 7 novembre, la première réunion de la « Junte » ne cache pas que la situation, sinon désespérée, est désespérante. Mais le 11 déjà, à un ministre venu aux nouvelles, Miaja déclare que Madrid, ayant tenu trois jours, peut tenir un an, et Pozas se dit bouleversé par l'exemple de ses hommes.

En principe, la Junte n'a pas fonction militaire. Mais le vrai responsable militaire (le chef d'état-major Rojo) l'informe régulièrement. Et d'elle dépendent transports, évacuations, ravitaillement, ordre public, dans une ville d'un million d'habitants, sans municipalité, sous des feux d'artillerie et d'aviation, où les prisons et les ambassades regorgent d'ennemis déclarés, où les suspects sont partout.

Certes les organisations révolutionnaires encadrent la population, mais elles sont divisées, méfiantes, perméables aux provocations. Or il n'y eut pas de drame majeur (les massacres de prisonniers – Cárcel Modelo, Paracuellos – sont antérieurs à la « Junte »).

Ainsi le « miracle » militaire de Madrid se double d'un « miracle » civil, *politique*. Les images du « peuple de Madrid », du « 5e Régiment », des « Brigades internationales », ont alors fait le tour du monde. Par les poèmes, par les chansons. Mythification ? Sans doute. Mais qui, comme pour la Commune de Paris, fait elle-même partie de l'histoire. Il est vrai que l'historiographie communiste a volontiers identifié ce mythe à sa propre cause. Mais ses adversaires, en soulignant, dans l'épisode de la « Junte », « l'hégémonie communiste » ont renforcé cette identification.

La récente publication des *Actes* de la « Junte » montre, en fait, pour la période du 7 au 20 septembre, vrai temps du « miracle », un moment d'*instinctive unité d'action*.

L'étrange est qu'au même moment c'est le gouvernement, ou en tout cas l'entourage immédiat de Largo Caballero, qui se méfie de la Junte. Le 17 novembre, un membre de celle-ci a pu affirmer (et les Mémoires de Caballero confirment) que les succès de la résistance madrilène étaient ressentis à Valence, par certains personnages, comme des sortes d'échecs personnels. Sans doute parce que l'hypothèse de guerre d'Asensio avait reposé sur l'abandon de Madrid (« un estomac », aurait dit Caballero parlant de la capitale).

Redoutait-on aussi la forme « Commune », la tradition de 1873 ou 1808 ? On peut juger plus complexe l'événement madrilène : à l'organisation révolutionnaire, à l'adhésion populaire, il faut ajouter les capacités militaires d'un état-major (Rojo), et la présence internationale (conseillers soviétiques, Brigades). *Il ne s'agit pas d'un événement local*.

Cependant, le danger devenu moins immédiat, on vit surgir au sein de la Junte des conflits. Entre anarchistes et communistes comme à Barcelone. Mais ils ne pouvaient, à Madrid, être massifs. Il n'y aura pas de « journées de mai ». En avril se réinstalle une municipalité régulière. On ne peut penser, d'autre part, que la méfiance de Caballero envers la Junte ait été une manifestation de centralisme autoritaire, puisqu'il avait légalisé les « Conseils » des Asturies, de Santander, d'Aragon.

On conçoit donc que, après les événements de mai à Barcelone, les

tempéraments favorables à une conduite énergique et unifiée de la guerre se soient coalisés contre Caballero, qui n'avait manifesté d'autoritarisme que contre les sauveurs de Madrid. Une crise ministérielle (surprenante, en temps de guerre, par ses aspects classiques, consultations, dosages, exclusions, combinaisons) aboutit, le 17 mai 1937, à la désignation du Dr Negrín pour la présidence du gouvernement. Il devait la garder plus de vingt mois, jusqu'à la fin de la guerre.

5. Mai 1937-mars 1939 : le Dr Negrín, les gouvernements de guerre

Juan Negrín, haut universitaire, socialiste modéré, ministre des Finances de Largo Caballero, se dressa contre celui-ci, qu'il jugeait incompetent en matière militaire et velléitaire en matière sociale. Le 17 mai 1939, il accepta de présider un *gouvernement de guerre*. Au ministère de la Guerre, il appela d'abord Prieto, vieil adversaire de Caballero au sein du Parti socialiste, mais, en mars 1938, devant les succès franquistes au Levant, Prieto exprima un pessimisme que Negrín ne supporta pas. Il renvoya Prieto et assumait lui-même son ministère. En somme, sa devise fut : « *Je fais la guerre.* »

Comme la guerre a été perdue, la mémoire de Negrín n'a pas été épargnée. L'historiographie franquiste ne lui a pas pardonné sa trop longue résistance. Les hommes qu'il a heurtés (Caballero, Prieto, Azaña) ont concentré sur lui leurs rancœurs. A Barcelone, où il s'est installé (oct. 1937), il a heurté les susceptibilités catalanes. Les vaincus de mai 1937, les nostalgiques des premiers mois de révolution, ont vu en lui le responsable de leurs désillusions, et des répressions qu'ils ont subies ; les communistes même sont sévères pour ses faiblesses des derniers jours (févr.-mars 1939).

Pourtant, le grief le plus commun contre lui est : « il fut l'instrument des communistes ». On pourrait dire aussi : il ne trouva que les communistes comme instruments. Entendons : comme instruments sûrs et continus, à condition qu'on ne refuse pas d'ajouter aux communistes ceux (après tout nombreux) qui ne refusaient pas systématiquement d'agir avec eux.

On constate en effet que, pendant les vingt mois où il gouverna, Negrín ne fut nullement désavoué à la base. La ligne de partage de l'opinion, des appuis, ne passe pas entre une minorité communiste et tous les autres secteurs. Elle passe plutôt, si nous employons un vocabulaire péjoratif, mais présent dans toute guerre, entre « *défaitistes*

» et « *jusqu'au-boutistes* ».

Cette division est *au sein* du Parti socialiste, *au sein* de la cnt (qui entre, malgré les résistances internes, dans le second cabinet Negrín), dans ce qui reste des « Cortes », où siègent jusqu'à des modérés, des « centristes » d'avant-guerre. Le cabinet n'est jamais désapprouvé. Quand on doute de la combativité de la base, Negrín fait valoir qu'il est plus facile à des dirigeants d'envisager une paix qui ne les conduirait qu'à l'exil, tandis que l'engagement d'un homme du peuple expose sa liberté et sa vie. Il n'exclut pas la négociation, mais place la barre haut : ses « *treize points* » (avr. 1938) dessinent quelque chose qui ressemble fort à l'actuelle constitution espagnole (sans la monarchie), et il n'a pas condamné la formule d'Azaña : Paix, Pitié, Pardon. Il a même surpris l'opinion en assistant, à Zurich, à un Congrès de biologistes (août 1938) ; il y cherchait un interlocuteur, qui ne vint pas.

Dernier point : prolonger la guerre signifiait-il un *manque de clairvoyance* ? Certes, l'événement final donne raison aux pessimistes. Mais Azaña lui-même, pessimiste dès le 18 juillet, reprit parfois courage devant des victoires passagères, et n'abdiqua ses hautes responsabilités que quand l'Angleterre reconnut Franco. Est-il exact, enfin, que Negrín (on l'en accuse souvent) « *misa* » sur le déclenchement d'une guerre mondiale ? Il n'était pas absurde de la *prévoir*, et dans un délai très court. Et l'on pouvait sous-estimer, comme feront bientôt Polonais, Français et Russes, les capacités de percée de tactiques novatrices. Ce qu'on aurait pu prévoir, en revanche, c'est que la « non-intervention » annonçait Munich, et que Hitler attendrait le triomphe assuré de Franco pour entrer à Prague. C'est sur le front *international* que le « *jusqu'au-boutisme* » de Negrín, plus jacobin que bolchevik, plus clémenciste que léniniste, trouva sa condamnation.

I. Le camp du « mouvement » : dictature militaire ou « Etat nouveau » ? « National-catholicisme » ou inspiration fasciste ? Le franquisme

Le projet du soulèvement militaire était *négatif*, et *ambigu*. « *Contre* » le « désordre », la « révolution », l'éclatement national. *Au nom* de l'« ordre républicain » (au début), mais (dès le début aussi), avec des nostalgies monarchistes. Socialement, on en attendait une *contre-*

révolution conservatrice ; mais le vocabulaire de « Falange » était *anticapitaliste*. Quant aux hommes, l'accident du général Sanjurjo priva les militaires du chef attendu. Aucun autre leader ne s'imposait à l'avance. D'où viendrait une *autorité d'Etat* qu'impliquait la nature du « mouvement » ?

Il fallait disposer rapidement d'un organe diplomatiquement et administrativement responsable. Ce fut (25 juill. 1936) la « Junte de défense », présidée, à Burgos, par Cabanellas, général sans autorité réelle. De la « Junte » datent pourtant des mesures définissant le régime : on remplace (29 août) le drapeau républicain par l'emblème d'avant 1931 ; on qualifie le « 18 juillet » de « *mouvement rédempteur* » pour le distinguer d'un « pronunciamiento » ordinaire ; on supprime les partis (ceux du « Front populaire » sont dépouillés de leurs biens, les autres mis en sommeil) ; mais on voit surgir des formations paramilitaires, et on manifeste à la manière fasciste. N'oublions pas (28 août, et 29 sept.) les décrets de « contre-réforme agraire », rendant aux propriétaires fonciers les terres et les droits qu'avaient pu leur ôter les partages officiels ou spontanés. Cependant, sur un territoire peu homogène, et quand deux formations politiques (« Falange » et « requetés ») jouaient un rôle militaire important, comment parler d'une « autorité d'Etat » ?

En principe, dans la zone « soulevée », la généralisation de « l'état de guerre » (28 juill.) mettait l'Ordre et la Justice aux mains de l'Armée. Cela ne signifie pas qu'on distingue bien (par exemple dans la répression) le rôle respectif des autorités, des individus, des formations paramilitaires.

Nous avons dit comment, à un moment bien choisi (la délivrance de l'Alcazar), le général Franco fut proclamé « généralissime » (21 sept. 1936) puis – fait moins attendu – « *chef du gouvernement de l'Etat* » (28 sept.). Il ne s'entoura d'ailleurs, jusqu'en janvier 1938, que d'une « *Junte technique* ».

C'est qu'il lui fallait, politiquement, résoudre les problèmes entre vieux partis de droite, « Falange » et « Communion traditionaliste ». Les premiers lui offraient surtout des dévouements individuels.

Les « carlistes-traditionalistes » avaient leurs troupes (« requetés ») ; quand ils voulurent avoir des écoles militaires, Franco réagit ; il imposa à toute milice la discipline des armées régulières, et Fal Conde, chef traditionaliste, dut s'exiler (déc. 1936). Quant à « Falange », plus proche des fascismes européens (l'ambassadeur allemand, Faupel, s'intéressait à son sort), elle avait subi, depuis sa fondation par José

Antonio Primo de Rivera (oct. 1933) une évolution complexe.

En février 1936, elle comptait au plus 6 000 adhérents, et n'obtenait aux élections que 40 000 voix dans toute l'Espagne. Cela malgré sa fusion (1934) avec les « Juntas d'offensive national-syndicaliste » de Valladolid (Onésimo Redondo), inventrices des symboles d'avenir : drapeau rouge et noir (référence syndicaliste), joug et flèches des Rois Catholiques, cri « Arriba España », etc.

Les « 27 points » de José Antonio étaient plus précis, mais trop proches du programme de Gil Robles pour lui disputer beaucoup de voix : *contre* les « séparatismes », *contre* la Constitution « désagrégeante », *contre* les luttes de classes et de partis, *pour* une Espagne grande, une armée forte, une exaltation du passé catholique-impérial, une défense de l'agriculture à la manière des syndicats catholiques castillans... Le style personnel de José Antonio (« unité de destin », « la vie est milice »...) et le vocabulaire fasciste (Etat « instrument totalitaire », Espagne « syndicat de producteurs ») ne semblent pas avoir frappé l'opinion avant février 1936. En revanche, entre février et juillet, la déception électorale, l'attraction d'une combativité de rue triplèrent les effectifs de « Falange ». Mais par un afflux de *jeunes*, avec désordre au sommet, les chefs historiques (Onésimo, José Antonio) étant en prison.

Après le 18 juillet, le phénomène s'amplifia : les phalangistes militarisés sont 35 000 en octobre, soit 54 % des milices en armes, 19 % de l'ensemble des forces armées. Mais qui dirige ? Onésimo est mort au combat, José Antonio, à Alicante, est au secret. A-t-il rêvé d'une réconciliation nationale autrement qu'en avocat, pour se défendre ? Les projets pour le délivrer (allemands, espagnols) furent-ils sérieux ? Le gouvernement de Valence hésita-t-il à l'exécuter ? On en discute. Le fait est que l'exécution eut lieu (20 nov. 1936), après procès régulier. Pendant deux ans, « Falange » fit semblant de ne pas y croire, de parler au nom de l'absent. Pour Franco, *un rival possible devenait mythe commode*. En avril 1937, il fixa de nouvelles règles à la vie publique.

L'opération, à l'état-major de Salamanque, fut en partie l'œuvre d'un nouveau venu, échappé de Madrid, Ramón Serrano Suñer, ex-militant gilrobliste, mais ami personnel de José Antonio, et beau-frère de Franco (on l'appellera « le beau-frérissime »), donc bien placé pour unifier les composantes du « mouvement », sous un nom qui se contente d'insérer le mot « traditionaliste » dans le titre déjà complexe de « Falange » [1].

Le programme s'identifiait aux « vingt-six points » de José Antonio

(ainsi les « *camisas viejas* », militants de première heure, pouvaient être satisfaits), mais on avait supprimé le vingt-septième point qui engageait « Falange » à demeurer autonome. Un conflit se dessina au sommet : le chef national de « Falange », Manuel Hedilla, aurait voulu garder cette indépendance. Militant sincère, mais provincial sans prestige, il ne provoqua qu'un incident de quelque gravité (17 avr. 1937) ; quand Franco (20 avr.) lui offrit un poste dans l'appareil, il le refusa. Jugé alors comme rebelle, il fut condamné à mort, mais seulement retenu en prison aux Canaries. Le traditionaliste Fal Conde, également pressenti, préféra rester en exil. Les chefs historiques étaient écartés.

La masse des militants et les dirigeants opportunistes acceptèrent une unification que justifiait la guerre, et qui donnait, *en fait*, au *parti unique*, un vrai contrôle de la société, par les associations, syndicats, polices parallèles, et avec distribution de postes, de locaux, de crédits.

Mais, de cet appareil, Franco s'affirmait

« chef national, caudillo du Mouvement, incarnation de ses valeurs, et de ses honneurs, auteur de l'ère historique où l'Espagne allait réaliser son Destin, chef assumant l'autorité la plus absolue dans sa plénitude... responsable devant Dieu et devant l'Histoire ».

On entre ainsi dans le « franquisme », qui va durer quarante ans.

Deux questions, classiques (trop ?), se posent alors : que doit le « franquisme » à la *personne* de Franco ? quelle est la *nature* de ce *régime* ?

Des hommes très divers (Gil Robles, José Antonio, Prieto) avaient prévu pour Franco un avenir politique, devant sa fulgurante carrière militaire au Maroc. Longtemps il se déroba. Même en juillet 1936, il ne fut pas l'organisateur. Son atout fut de disposer des troupes coloniales, d'avoir pris contact à temps avec Hitler, de s'être déclaré dès le 23 juillet « belligérant » contre la Russie, ce qui lui valut l'appui de tous les conservateurs du monde. Cette sensibilité aux instincts de classe reste la marque de son génie.

Si génie il y a. On peut même douter qu'il y ait eu charisme. Ni prestance physique, ni don verbal, ni pensée originale, ni feu intérieur : il ne fut jamais « populaire » au sens plein du terme. Mais il sut forger son image : manifestations, cris (« Franco, Franco, Franco »), uniformes, mythes – José Antonio, l'absent, ne devint « présente » que sur les murs. Plus classiques sont les silences, les mensonges (on nia le

bombardement de Gernika). On promit la restauration aux monarchistes, la « croisade » au clergé, l'« état corporatif » à « Falange ». Quant aux répressions, prudentes, envers les oppositions internes, elles frappèrent, sans cruauté sadique mais avec une étonnante froideur, tout suspect de sympathies républicaines, même passives. Enfin, le hasard s'étant chargé de liquider les rivaux, l'homme put se dire, peut-être se croire, « *caudillo de España por la gracia de Dios* ». Cela figurera sur une monnaie.

Le « *franquisme* » est donc un « *caudillisme* » ? Cette référence hispanique, utile, est insuffisante. « Dictature militaire » l'est aussi, toute la société civile étant encadrée.

« Fascisme », alors ? L'inspiration originelle n'est pas douteuse, mais la référence ouverte a dépendu des moments. Bien entendu, elle fut claire entre 1940 et 1943. Puis on parla de « démocratie organique », ailleurs de « national-catholicisme », etc. Pour le temps de la guerre (le seul observé ici), il y eut surtout, après les déceptions militaires de Madrid et Guadalajara, habileté à transformer les méfiances possibles en désir instinctif de commandement unique. En matière économique et sociale, le fascisme faisait pourtant aussi son apparition.

Chapitre V

Les deux camps : économie, société, idéologies et culture

La guerre civile détermina, dans les deux camps, paradoxes et contradictions. L'esprit du « pronunciamento » était socialement conservateur, idéologiquement antilibéral (au sens « xixe siècle »). Dans le camp républicain, pour quelques secteurs, avoir vaincu « l'Armée » ouvrait la voie à une *révolution*. Mais, dans l'ambiance des années 30, il convenait aux autorités « soulevées », pour rassurer le peuple et ne pas choquer le monde, de se dire « sociales » sans prononcer le mot de « fascisme », aux autorités républicaines de limiter les bouleversements sociaux, pour échapper au soupçon de « bolchevisme ». Précautions vaines d'ailleurs : l'opinion mondiale se divisa, sauf exceptions limitées, entre ceux qui virent dans la République espagnole « *la liberté* » luttant contre « *le fascisme* », et ceux qui virent, vite incarnées dans Franco, les vieilles valeurs (*religion, famille, patrie*) en butte aux menaces de « Moscou ». Il n'est pas dit que les chancelleries ne partageaient pas ce schématisme.

On peut aujourd'hui se demander, avec le recul, si des modèles nouveaux de société et d'institutions ont pris corps en Espagne au cours de la guerre. La réponse est malaisée parce que, dans les deux camps, bien des traits répondent tout simplement à une situation *de guerre*. Il est vrai que, dans le camp républicain, le respect des formes politiques parlementaires s'accompagne d'expériences sociales révolutionnaires, mais *locales* et *éphémères*, plus intéressantes *sociologiquement* qu'*historiquement*. Inversement, dans le camp franquiste, tout tend à assurer sur leurs bases les structures de la vieille société, mais grâce à un appareil institutionnel (militaire, religieux, politique, syndical) *qui durera près de quarante ans*. Entre 1936 et 1939, le système ne fait que s'esquisser. Il n'est pas inutile de se demander comment.

I. Economie et société dans la zone du « movimiento »

En matière économique, les généraux soulevés n'ont, au début, ni légalité internationale ni ressources industrielles. Ils ont des mines (Maroc, Rio Tinto), et la Castille céréalière. En un an et demi, décret par décret, ils adaptent aux conditions du capitalisme leur économie de guerre.

1) *Ils affirment leur propre légalité* en proclamant délictueuses les exportations d'or du gouvernement (14 août 1936), en constituant (14 sept.) leur propre Conseil du « Banco de España », pour couvrir une émission de billets, *en annulant toute disposition agraire ou salariale postérieure au 12 février 1936* (25 sept. 1936), puis (29 déc. 1937) *toute opération financière en zone républicaine postérieure au 18 juillet*. Cela, bien sûr, n'engage que ceux qui les reconnaissent (nov. 1936, Allemagne et Italie). Mais les firmes privées ont vite donné leurs préférences au camp de l'« ordre ».

2) *L'économie de guerre* des « Juntas » (Burgos, Salamanque), puis du gouvernement formel de Franco (31 janv. 1938) implique *des saisies* (produits miniers, pétroliers), et des *contrôles* (prix et or, 13 et 17 août 1936, monnaie et billets (14 mars 1937), commerce extérieur (22 déc. 1936, et 22 janv. 1937), marché des blés dès le 28 juillet 1936. Le problème est de savoir, parmi ces mesures, lesquelles engagent un long avenir.

3) *Le financement de la guerre*, du côté franquiste, est assez connu : une partie relève de l'inflation interne (10,1 milliards de pesetas), sans oublier dons et souscriptions. Mais l'achat d'armement suppose des endettements, des compensations : avec l'Allemagne, le rôle majeur fut celui de l'hisma (Hispano-marroquí de Transporte), de J. Bernhardt, le nazi de Tetuán qui avait assuré le premier contact avec Hitler, couplée avec la rowak (Rohstoffe und Wareneinkaufsgesellschaft) de Berlin. Après l'occupation de Bilbao et des Asturies, les Allemands prétendirent à une part plus grande dans le capital des entreprises minières. Elle leur fut marchandée. Mais, malgré la présence des intérêts anglais, les Allemands obtinrent, après Munich, jusqu'à 75 % des parts dans trois des cinq sociétés minières de la « Montaña », et le contrôle de la « Mauretania Mining Cy ».

Resta le problème des dettes. L'Allemagne en poursuivra strictement le recouvrement. Mussolini fut plus généreux. Et il avait avancé les deux tiers des valeurs prêtées par l'Axe (700 M. \$). Mais Franco avait trouvé d'autres aides. La Texas Oil avait fourni à crédit 1 886 000 t de

carburant ; les propriétaires de mines anglais, malgré la menace allemande, avaient toujours préféré le camp « national » ; March, premier financier de Franco, a opéré depuis Londres (Kleinwort and Sons). A l'intérieur, la Banque privée a été privilégiée (17 févr. 1937). Aussi la peseta franquiste a-t-elle toujours été préférée, internationalement, à la peseta gouvernementale ; et les actions des entreprises situées dans le camp de l'Ordre montèrent en flèche.

4) *Conjoncture et prix*. — La conjoncture internationale, et une récolte exceptionnelle en 1937 n'empêchèrent pas les prix alimentaires de monter de 177 % au cours de la guerre. Les salaires n'ayant augmenté que de 20 %, il fallut, contre de trop visibles misères, dresser un édifice d'aides provisoires, d'institutions charitables et de projets prometteurs.

2.

En matière sociale, le texte qui marquera davantage le proche avenir, est celui qui crée (23 août 1937) le « *Service national du Blé* », qui achète toute la récolte, module des primes et oblige à placer en banque le produit des ventes. *Dirigisme* et *épargne forcée* favorisent les grands et les moyens producteurs, les lient aux banques et encadrent les « propriétaires très pauvres » (dans la ligne du syndicalisme catholique castillan, mais aux soins du nouveau parti unique (Falange) et non plus de la cnca).

Un autre texte social, d'intentions plus vastes mais d'application moins immédiate, fut le « *Fuero del Trabajo* » (6 mars 1938), inspiré des « vingt-six points » de Falange, et de la « Carta di Lavoro » italienne. Il n'est, à sa date, qu'une « Déclaration des Droits ». On peut y distinguer : 1) des affirmations si vagues qu'elles prêtent à sourire, comme « *le travail ne peut se réduire à un concept matériel de marchandise* », « *l'Etat l'estime et l'exalte* » et lui assure « *les plus hautes considérations* » ; 2) l'annonce de mesures « *défensives et humanitaires* » qui, en fait, existent depuis longtemps (interdiction du travail de nuit des femmes et des enfants, repos « *dominical* », respect des festivités religieuses et traditionnelles, dont la Fête du Travail, mais reportée au 18 juillet) ; 3) une *législation du travail* est annoncée : limitation « *raisonnable* » de la journée, salaire minimal « *suffisant* », indemnités familiales et congés payés promis, mais non précisés. Pourtant, la proclamation du « *droit au travail* » semble bien impliquer, pour l'industrie, une limitation à la liberté de débaucher, mais c'est moins net pour l'agriculture, car on signale les contraintes saisonnières, et on lie le niveau des salaires à une éventuelle revalorisation des prix agricoles.

On ajoute, c'est vrai, que la stabilité des fermages et l'accession des travailleurs à la propriété de la terre restent l'« *aspiration de l'Etat* ».

En attendant, le travailleur mobilisé touchait moins d'une peseta par jour, sa famille une allocation du même ordre ; pendant l'été 1938 apparut le « *subside familial* » : 15 pesetas *par mois* pour deux enfants (rien pour un seul, pour cinq 40 pesetas) ; la propagande fait valoir la blancheur du pain, l'abondance des pommes de terre ; mais les misères du moment – celles surtout qui dérivent de la répression – contrastaient trop avec certains luxes (on dut freiner une manie des banquets) pour que le discours officiel ne prêchât pas *l'austérité* et la *charité*. On imposa, deux fois par mois, le « *plat unique* », en précisant que ce n'était pas une imitation de l'Allemagne mais une tradition espagnole. Surtout, l'« *Auxilio de invierno* », imaginé à Valladolid par la veuve d'Onésimo Redondo, fut généralisé en « *Auxilio social* », mobilisant la charité féminine et mondaine, mais politiquement encadré par la Falange.

Tradition et innovation se conjugueraient-elles ? S'opposeraient-elles ?

3.

En matière idéologique, et dans les *mentalités*, on aperçoit des combinaisons multiples. A Séville, un Queipo de Llano joue le parfait « caudillo » à l'américaine, d'une brutalité inouïe dans la répression, mais populiste, voire « justicialiste » dans ses propos et dans ses gestes sociaux (distribution de logements, dénonciation de personnages connus) ; il innove en matière d'utilisation de la radio, s'assurant une écoute exceptionnelle par ses excès de langage ; mais, au bout de vingt mois, Franco, qui trouve ce voisinage encombrant, « clôt le bec » à Queipo. Et quand un autre général, Yagüe, se permet, le 19 avril 1938, de prêcher la clémence envers les « rouges » égarés, peut-être « futurs camarades », en même temps que pour les « vieux camarades » (entendons les phalangistes d'Hedilla emprisonnés), on le priva de son commandement. Franco n'était-il donc qu'un autoritaire pur et simple ?

Il est clair qu'il identifie spontanément, en bon militaire de « pronunciamiento », le triomphe de son pouvoir personnel avec celui d'une certaine idée de l'Espagne, intellectuellement confuse, mais émotionnellement vivace, où se mêlent l'image de « l'empire où le soleil ne se couchait pas », celle d'une résistance aux « Lumières » suspectes du xviii^e siècle, et aux révolutions inquiétantes du xix^e, le spectre des « Désastres » (Cuba, 1898, et Maroc, 1921), qu'il faut

conjuré, et enfin la hantise des séparatismes basque et catalan. Ce complexe est celui de tous les conservatismes espagnols – aristocratique, bourgeois, petit-bourgeois, ecclésiastique, et, dans certaines régions, paysan – qu’ont affolés la révolution politico-spirituelle de 1931, les menaces sociales de 1934 et 1936.

Or, voici que la dénonciation conjuguée du bolchevisme et de la démocratie triomphe dans une Allemagne et une Italie qui semblent avoir le vent en poupe. Pourquoi ne feraient-elles pas à l’Espagne, si elle adoptait leur modèle, une place mondiale moins limitée que ne lui consentent depuis des siècles une Angleterre et une France dédaigneuses pour avoir été trop longtemps jalouses ?

Franco est trop réaliste pour espérer beaucoup de l’avenir dans de tels domaines. Mais il sait l’impact sur les âmes simples des thèmes alternés de la gloire et de la peur. Il est trop peu subtil intellectuellement (et il n’est pas le seul en Europe) pour se soucier des contradictions entre conservatisme passéiste et modernité national-socialiste, et pour distinguer, au sommet des démocraties, entre aveuglements de classe et conscience possible des périls. Or, après tout, cette confusion lui réussira : il acceptera, dans son environnement, les signes du fascisme : gestes (bras tendu), cris (*Arriba España*), mots (national-syndicalisme), mais il utilisera en Angleterre le prestige des hommes et des milieux distingués, qui rêvent du rétablissement d’une monarchie espagnole conservatrice. Toute idéologie lui est bonne, si elle assure l’encadrement moral de ses arrières militaires, en attendant celui de l’Etat futur.

Premier encadrement qu’il obtient, à la fois idéologique et mental : celui de l’Eglise. Que la hiérarchie catholique, devant la persécution des prêtres et l’interdiction du culte en zone républicaine, ait prêché « la *croisade* », n’est pas surprenant. Mais le document souvent cité à cette occasion – la « Lettre collective » de l’épiscopat espagnol (1er juill. 1937) – ne me semble pas significatif. C’est un plaidoyer *tardif* contre les milieux (restreints) qui, à l’étranger, accusaient l’Eglise espagnole, d’avoir « *pris le parti des riches* ». Elle n’avait pas eu à « prendre parti ». Depuis toujours elle *faisait corps*, en Espagne, avec les puissants. Sans prendre part, matériellement, à l’insurrection, elle en avait souvent assuré la logistique. Et, là où le « mouvement » l’emporta, se matérialisa de nouveau l’image d’une Espagne « terre d’Inquisition ».

La présence du clergé dans les cérémonies, l’armée, les prisons, les lieux d’exécution, symbolisa dans ses aspects les plus durs l’union du politique et du religieux, de l’Etat et de l’Eglise. La vie personnelle de

l'Espagnol (baptême, mariage, références de conduite...) dépendit de nouveau de l'appareil ecclésiastique (des unions récentes furent brisées) ; et le curé de village ou le chanoine de cathédrale vérifia non seulement l'assistance à la messe et la participation aux sacrements, mais la présence de bas sur les mollets des paroissiennes et des touristes. Cela durera. Tous les prêtres espagnols n'auront pas aimé ce rôle ; certains, plus tard, m'ont dit leurs scrupules. Mais d'autres furent ravis. Comment en eût-il été autrement alors que Franco – bien que son passé ne semblât pas l'annoncer – multipliait les signes de dévotion extérieure, s'entourait de reliques, rendait à la Vierge du Pilar son uniforme de Capitaine Générale, et s'abîmait en prières avant les décisions importantes en présence des plus hauts prélats (c'était sa façon de les consulter).

L'application au « mouvement » du terme « croisade » n'était donc pas infondée, même si « les Maures » en avaient été les troupes de choc. « Dieu » fut toujours invoqué conjointement avec « la Patrie ». « National-catholicisme », terme inventé plus tard, et du dehors, a sa raison d'être. Mais, enfin, on a dit, tôt et officiellement, « *national-syndicalisme* ». Et c'était une allusion à tout autre chose que l'Eglise, en 1936. S'agit-il d'un « *fascisme* » ? Comment ne pas en convenir malgré les distances prises plus tard envers l'étiquette ? Renvoi dos à dos du « capitalisme » et du « marxisme », sans renoncer au premier, la nation valeur suprême qu'assume l'état, grâce à l'encadrement par le parti (unique), et la jeunesse (militarisée).

Quelques références sont plus espagnoles : Ortega y Gasset, le « chirurgien de fer » de Costa, l'« impératif poétique » de José Antonio, étudiant de la « génération de 1927 ». Mais ces directeurs de conscience ont disparu les premiers, et la masse engouffrée dans la « Phalange » a, plus qu'une « idéologie », assimilé une *mentalité* : amour de l'uniforme, commandement et obéissance, dictatures de clocher.

Le seul bon connaisseur de l'Italie, Giménez Caballero (fondateur, en 1931, de « La Conquista del Estado »), ose dire en passant qu'on ne résoudra la lutte de classe que par les conquêtes extérieures, au profit du patronat ; inversement, un Hedilla, seul chef de modeste condition, a peut-être cru à une « Falange » populaire ; mais les conservateurs ont vite dénoncé (et éliminé) ce « *fai-langisme* ». Qu'est donc le « national-syndicalisme ? Lisons le chapitre 13 du « Fuero del Trabajo » :

§ 2. Tous les facteurs de l'économie seront encadrés par branches de la production et des services en « syndicats verticaux ». § 5. Le syndicat vertical est un instrument au service de l'Etat... § 4. Les hiérarchies du

syndicat retomberont nécessairement sur des militants de fet y de las jons...

L'encadrement social est total. On peut penser au « corporatisme » salazarien. Mais, si le système est enserré dans un réseau militaire et policier, quelle est la différence avec le « fascisme » ?

Et la *formation intellectuelle* ? On contrôla le monde étudiant (par le seu : Syndicat espagnol universitaire). On épura (10 déc. 1936) le corps enseignant et (16 sept. 1937) les bibliothèques. Un plan d'enseignement secondaire (23 sept. 1938) privilégia la religion et l'idéologie de « l'hispanité ». On mit au concours (29 sept. 1937) un « Livre de l'Espagne » destiné à perpétuer chez les jeunes « *l'esprit des tranchées* », contre un ennemi « nullement de circonstance », mais « *aussi permanent et vigilant que le mal en soi* ».

Mais que devinrent, dans la zone du « mouvement », les intellectuels des générations de 1898, 1912, 1927, gloires de la république ? On sait les deux drames initiaux : la mort à Grenade (19 août 1936) du jeune poète par excellence, Federico García Lorca, dans la foulée d'une répression aveugle (le franquisme aura du mal à s'en expliquer). Et, en octobre, à la rentrée de son université de Salamanque, le plus grand des survivants « de 1898 », Unamuno, qui avait approuvé le « mouvement », et que cultivait « Falange », éclata soudainement : au général Millán Astray (l'homme du « Vive la Mort » et « Meure l'Intelligence »), il reprocha de compenser sa mutilation par sa cruauté ; il revendiqua les patries catalane et basque ; et conclut « vous vaincrez, mais vous ne convaincrez pas ». Confiné dans sa maison, il y mourut au bout de quelques semaines.

Les grandes institutions culturelles siégeant à Madrid, Franco créa, pour les académiciens présents dans sa zone, un « Institut d'Espagne » :

« Vous jurez, leur demanda-t-on, à Dieu et aux Anges gardiens de servir toujours et loyalement l'Espagne, dans sa tradition vive, sa catholicité qu'incarne le Pontife romain, et sa continuité que représente aujourd'hui le Caudillo, sauveur de notre peuple ? »

Manuel de Falla, malade, s'excusa. Pío Baroja s'en tira par une pirouette. Seul Eugenio d'Ors s'adapta, parmi les « grands » d'autrefois, car on ne peut compter parmi eux J.M. Peman, « poète de la Croisade ». Des jeunes (Ridruejo, Laín Entralgo, Santamarina) étaient plus sincères. Et un érudit de la lignée de Menéndez Pelayo, Pedro Saínz Rodríguez, premier « ministre de l'Education » de Franco,

croyait sans doute que l'inflation verbale n'était que nécessité de guerre, puisque, la guerre finie, il s'exila auprès de Juan de Borbón, au Portugal. La faiblesse de créativité culturelle devait rester caractéristique du « franquisme ».

I. Economie et société dans la zone républicaine

1.

Economiquement, le camp républicain semblait favorisé au départ, ayant les mines asturiennes, les industries catalane et basque, le Levant agricole exportateur. Pratiquement, le « Nord » lui a toujours échappé, même avant d'avoir été militairement perdu. Et, sans les régions céréalières, comment nourrir Madrid, Barcelone, Valence, surpeuplées de réfugiés ? Aux industries, qui fournira les matières premières et l'énergie ?

Le moins difficile fut le financement d'achats extérieurs (armement) par la réserve métallique du « Banco de España » (la quatrième des Etats occidentaux, grâce à la guerre de 1914) : 630 t d'équivalent or-fin. Les 27,4 % de ce trésor (174 t de fin, 195 M. \$) furent négociés et utilisés en France ; le reste, d'abord mis à l'abri à Carthagène (sept. 1936) fut expédié à Moscou (nov. 1936 à mars 1937) : 460 t de fin, 518 M. \$. Beau thème de propagande pour quarante ans de franquisme ! On sait aujourd'hui comment ce trésor fut dépensé pour les besoins de la guerre, y compris sur les marchés occidentaux par l'intermédiaire des banques soviétiques de Paris et Londres. Le gouvernement avait mobilisé aussi les réserves métalliques privées, et limité les retraits bancaires, sans toutefois nationaliser la banque, ni toucher aux biens étrangers. Dépenses internes et investissements furent assurés par l'inflation. La peseta officielle s'effondra.

On chiffre difficilement les indices économiques globaux pour le camp républicain, à cause des disparités régionales. Des chiffres ont été établis pour la Catalogne, tant que les services autonomes ont fonctionné. Pour janvier 1936 = 100, la production industrielle tombe à l'indice 65 au dernier trimestre 1936, oscille autour de ce chiffre pour les neuf premiers mois de 1937, tombe au-dessous de 50 au printemps 1938, au-dessous de 30 à l'automne. Les besoins de guerre ont poussé l'industrie métallurgique, alors que le textile et la construction s'effondrent, faute de clientèle ; surtout, en 1938, les centrales hydroélectriques pyrénéennes, tombées aux mains des

franquistes, ont cessé d'alimenter Barcelone en énergie. Malgré la mobilisation, on compte des chômeurs, au moins partiels, dans toutes les industries.

La production agricole catalane (également la mieux connue) enregistre de fortes chutes pour les grains, le vin, de meilleurs chiffres pour la pomme de terre, l'huile, les légumes. Cela ne suffit pas à une population urbaine dominante. Pénible dès le printemps 1937, la pénurie alimentaire à Barcelone est tragique à la fin de la guerre. Pire à Madrid, la situation n'est bonne sur aucun point de la zone républicaine, malgré une récolte de blé satisfaisante pour 1937 (9 % de plus qu'en 1936, mais contre 17 % en zone franquiste). Le Levant parvient à tirer quelques devises de l'exportation de ses agrumes et de ses primeurs.

Ces résultats grossièrement estimés, peut-on parler, du côté gouvernemental, de « politique économique » proprement dite ? N'oublions pas que les Asturies et le Pays Basque lui échappent, et que la Catalogne reste très autonome jusqu'à l'été 1938. Sous l'impulsion du « Conseller » Josep Tarradellas, elle s'efforça d'édifier, grâce à l'infrastructure industrielle régionale, une *production de guerre*, une vingtaine d'entreprises (quelque 50 000 ouvriers) étant créées ou transformées pour cela. Cette industrie fut *nationalisée* (au niveau espagnol) en août 1938, quand disparaissaient les principaux moyens de l'alimenter.

Quant au *crédit* et à la *monnaie*, la politique ne put être qu'inflationniste à tous les niveaux. La pénurie de monnaie divisionnaire suscita une floraison, parfois pittoresque, de coupures et de bons locaux.

La hausse des prix, en Catalogne, où on a pu la chiffrer, fut de l'ordre de 5 à 6 % *par mois* entre juillet 1936 et mars 1938, les prix de détail alimentaires tenant la tête ; et les salaires ne suivaient pas. Le rôle de palliatif devant la misère, joué en zone franquiste par la charité, revint davantage, en zone républicaine, aux solidarités de base : cantines d'entreprise, coopératives locales, salaires familiaux. Tout cela est peu original dans une *économie de guerre*. Mais il faut en replacer l'examen dans une *structure sociale en révolution*.

2. Une révolution sociale

A) Les collectivisations industrielles

« Le criminel soulèvement militaire du 19 juillet a produit un bouleversement extraordinaire dans l'économie du pays. Le Conseil de la Généralité doit veiller à la réparation des dégâts causés à l'industrie et au commerce catalans par la trahison de ceux qui ont tenté d'imposer un régime de force à notre pays. La réaction populaire produite par ce soulèvement a été d'une telle intensité qu'elle a provoqué une profonde transformation économique-sociale, dont les fondements, en Catalogne, sont en train de s'établir. L'accumulation de richesses au sein d'un groupe de personnes de plus en plus réduit déterminait une accumulation de misères dans la classe travailleuse, et du fait que ce groupe, pour sauver ses privilèges, n'a pas hésité à provoquer une guerre sanglante, la victoire du peuple équivaldra à la mort du capitalisme. »

Ce préambule au « Décret de collectivisation » pris par la Généralité de Catalogne (24 oct. 1936) exprime la vision des choses qui a régné, dans la région la plus industrielle de l'Espagne, après le 19 juillet. Le 13 août, un « Conseil économique » a été institué, sans pouvoir réel. Mais on y a appelé des représentants (et non des moindres) de toutes les forces politiques et syndicales, du poum et de la fai aux partis républicains catalans (Ezquerra republicana), même modérés (Acció catalana). Quand se fut imposée une certaine autorité politique à la floraison des « Comités », le « Consell » crut pouvoir donner une assise juridique aux transformations spontanées subies par la société et l'économie. Le préambule cité exprime une sorte de consensus des forces sociales représentées : les éléments révolutionnaires, visiblement, comptent entériner une révolution encore multiforme à la base, mais que chacun peut espérer généraliser selon son modèle. Et les éléments républicains non socialistes se résignent à légaliser « la mort du capitalisme » dans l'espoir d'y préserver quelque place à la petite entreprise, et à la simple « économie dirigée » (que l'état de guerre impose, et qui est d'ailleurs alors très à la mode en Europe). Chacun, bien entendu, sait les intentions des autres, et s'en méfie. Cependant, au témoignage de certains acteurs, il y eut d'abord respect mutuel. Qui ne survivra pas aux « événements de mai » (1937), et à l'intervention croissante du pouvoir central dans les institutions catalanes. A dire vrai, ce qui rendait plus facile, en octobre 1936, même à des non-révolutionnaires, d'accepter l'hypothèse d'une révolution, c'est que cette révolution, comme spontanément, *était déjà faite*.

Le mouvement militaire avait été combattu par la *grève générale*. La guerre mobilisait les ouvriers militants. Qui assurerait la production ? Une monographie nous montre des ouvriers visitant timidement leur

entreprise dès le 21 juillet, plus nombreux le 25, au travail dès le 5 août. Il est vrai que les pouvoirs ont annoncé des mesures spectaculaires ; à Madrid, Malraux a décrit les pauvres recouvrant leurs matelas dans les monts-de-piété ; les loyers modérés sont abaissés de moitié ; à Barcelone, le « Conseil » a décrété (21 juill.) une hausse de 15 % sur tous les salaires, la semaine de 40 heures (27 juill.), le paiement des jours de grève. Le grand syndicaliste Peiró (qui sera, en novembre, ministre de l'Industrie) a dénoncé, dès le 6 août, ces mesures comme « démagogiques », imprudentes. Mais pouvait-on se passer de symboles mobilisateurs, promettre moins que n'avaient conquis les ouvriers français le mois précédent ?

La prompte reprise de la production et des services est en tout cas surprenante, si l'on songe que, dans l'immense majorité des cas importants, *les patrons n'étaient plus là*. L'intérêt de l'expérience est bien *l'autogestion spontanée au niveau de l'entreprise*. Il est vrai que les cadres – ici prudence, là sens des responsabilités – ont souvent fait acte de présence, sauf certains agents de maîtrise, qui se savaient particulièrement détestés. Les techniciens furent respectés pour leur « savoir » nécessaire, les cadres de gestion plus discutés. Obligés à se syndiquer, les « cols blancs » préférèrent les syndicats d'employés, ou l'ugt, à la cnt. On sait aujourd'hui que certains cadres gardèrent jusqu'à la fin de la guerre un contact avec les patrons en fuite. Les ouvriers s'en doutaient. « Un chien qui connaît son maître, dit l'un d'eux, restera un chien. »

Partout, de toute façon, fonctionnèrent des « *Comités ouvriers de contrôle* » (coc) et souvent des « *Conseils d'entreprise* » à fonctions plus larges. Ainsi, quand la Généralité publia le « Décret de collectivisation », elle tentait seulement, en le généralisant, d'organiser un état de fait. Le décret rend obligatoire la « collectivisation » dans trois cas : 1) en cas d'abandon de l'entreprise par le patron, ou d'une implication de celui-ci dans le « complot factieux », constatée par un tribunal populaire ; 2) pour toute entreprise de plus de cent salariés ; 3) pour toute entreprise si une assemblée générale mixte (patrons-salariés) en fait la demande.

Mais que veut dire « collectivisation » ? L'« *incautación* » (saisie, réquisition, confiscation), survenue à tous les niveaux, manquait de fondement juridique ; « collectivisation » avait un sens plus social, mais vague ; la cnt espérait une *socialisation* (par contrôle des syndicats, fédérés par branches) ; pour l'ugt et les communistes (souvent, dans le psuc catalan, simples socialistes à l'origine), on pensait plutôt « *nationalisation* (droit de regard des pouvoirs publics sur l'entreprise, et planification au sommet) ; enfin une riche tradition

engageait les Catalans modérés à encourager la forme *coopérative* (certains anarchistes ne la rejetaient pas).

On est tenté de se demander si la « collectivisation » ainsi conçue de façon incohérente « marcha » ou « ne marcha pas ». Comment répondre ? Il est dangereux de généraliser les cas connus par monographies, et les résultats globaux d'une économie de guerre témoignent mal du fonctionnement modal des entreprises collectivisées.

Grandes entreprises et grands services reprirent vite leurs activités, restructurant sans trop de heurts leurs rapports internes (horaires, salaires...) ; pour plus d'un, c'était une simple « municipalisation ».

Les entreprises plus petites posèrent d'autres problèmes : indemnités aux propriétaires, regroupements (la cnt penchait pour une modernisation par concentration). Les entreprises moyennes (de 50 à quelques centaines de salariés) eurent des destins très divers : on en cite qui remirent entre les mains des patrons, en 1939, des stocks, un outillage, et même des comptes, parfaitement en ordre. Mais les équilibres financiers n'avaient pu être obtenus que par *financement public* (Caisse de Crédit), et jeu d'organismes régulateurs (en particulier pour les salaires) créés par la Généralité. En fait ce fut un processus d'inflation.

Crise et chômage avaient surtout frappé les industries de consommation (textile), tandis que la production de guerre maintenait mieux sa main-d'œuvre, quitte à lui demander un effort accru. Cantines, coopératives, salaire familial généralisé rendirent souvent la vie plus facile à l'ouvrier métallurgiste qu'à la moyenne de la population : vérité de temps de guerre.

Il reste que cette expérience est avant tout catalane. Madrid assiégé n'a que 3 % des entreprises espagnoles collectivisées. Le cas asturien est mal connu. Le Pays Basque n'a pas altéré le statut de l'entreprise. Mais l'autre expérience révolutionnaire – et qui domine territorialement – c'est une *large collectivisation de la production agricole*.

B) Les collectivisations agricoles

Le problème agraire espagnol, nous l'avons vu, était *divers*. Or la plus grande partie de l'Andalousie du « latifundio », la Galice du « minifundio », la Castille des « propriétaires très pauvres », ont tout de suite échappé au gouvernement. Mais il lui restait, même en

Andalousie, et surtout en Estremadure, Nouvelle-Castille, Manche, Aragon, de vastes étendues où la masse paysanne était avide de terres inégalement exploitées. Au Levant, en Catalogne, la culture intensive posait d'autres problèmes (fermages, marchés, etc.).

Dans ce complexe, l'échec du « pronunciamento » suscita ce « communalisme » des « comités », dont nous avons dit les traits politiques. Socialement, dans les bourgs ruraux où se concrétisaient, se personnalisaient les contradictions agraires, on revit de vieux gestes : incendies des registres de la propriété, prises d'assaut des « casinos » de bonne société, exécutions de « caciques » personnifiant la vieille oppression. Mais cette « *somme de luttes de classes vécues dans mille microcosmes urbains* » (Maurice Agulhon) aboutit-elle à une véritable « révolution agraire » ? Là-dessus, les controverses rétrospectives se sont trop souvent nourries d'arguments doctrinaux, ou partisans, à partir de *monographies*, idylliques ou apocalyptiques.

Voit-on plus clair aujourd'hui ? Il n'est pas inexact que des différends surgirent entre autorités d'Etat (Institut de Réforme agraire (ira) et ministère de l'Agriculture, présidé du 4 septembre 1936 à la fin de la guerre par le communiste Uribe), et d'autre part le « Conseil d'Aragon » anarchiste, et les « fédérations » paysannes, non seulement celles de la cnt, mais aussi celles des « Travailleurs de la Terre » (fntt) du socialiste gauchisant Zabalza. Ces organisations s'attachaient à maintenir, et à fédérer, les premières collectivisations, tandis que la direction communiste prêchait le respect de la petite propriété, et une réforme agraire ordonnée d'en haut.

Cela signifie-t-il (comme on dit souvent) « révolution » du côté anarchisant, « contre-révolution » du côté gouvernemental et communiste ? Il est vrai que les communistes, doctrinalement, ont hésité : ils aiment rappeler que la « collectivisation » soviétique est venue tard, que l'Espagne n'en est pas encore à cette « étape », et qu'il faut éviter la collectivisation « forcée ». Cela dit, ils entérinent en fait, du haut du pouvoir, la révolution des rapports agraires ajournée par la république, et spontanément amorcée, dès février 1936, par beaucoup de paysans. Quelques remarques s'imposent.

1) Dès le mois d'août des mesures sur les fermages, et, le 7 octobre 1936, le grand décret sur la terre ont légalisé l'expropriation des terres possédées (ou abandonnées) par les « factieux », et leur partage entre les paysans, avec préférence aux combattants, des assemblées de village décidant de la forme (individuelle ou collective) de leur exploitation. Les socialistes, ici, avaient introduit les mots « *nationalisation* » de la terre, les anarchistes, comme pour l'industrie,

auraient préféré la *socialisation* (appartenance aux fédérations de syndicats). Ils reprochaient au décret (expropriation *par sanction* ou *utilité*) de *ne pas condamner la propriété en soi*, et de laisser planer une menace de révision sur les expropriations spontanées. Ils craignaient que l'ira ne distribuât son aide (outillage, crédits...) qu'avec partialité ; il ne semble pas d'ailleurs que ce fut le cas.

2) En mars 1937, puis au milieu de 1938, l'ira donna lui-même son évaluation statistique des résultats : 2 163 402 ha expropriés pour responsabilités politiques, 2 044 143 ha pour raisons d'« utilité sociale » (le ravitaillement de Madrid, par exemple, justifia des réquisitions), enfin 1 252 340 ha directement occupés par des paysans, éventuellement révisables. Sur cet ensemble (5 458 885 ha) 2 928 975 étaient exploités collectivement (et la Catalogne n'est pas comprise). Il ne s'agit pas d'une petite révolution.

3) Tout cela dit, si l'on descend au détail, l'interprétation des chiffres reste difficile. Le rapport terres expropriées/surface utile peut varier de 5,5 % (Castellón), à 65 % (Jaén). Le rapport surface collectivisée/surface expropriée de 8,4 % (Grenade), à 92,2 % (Ciudad Real). Le bénéficiaire du partage reçoit en moyenne 6 ha à Alicante, 140 à Badajoz (mais que reste-t-il à l'ira de Grenade ou de Badajoz ?). Un effort récent, méritoire (Bernecker) pour caractériser la collectivisation dans 382 localités, ne déçoit pas moins : les indications qualitatives (échanges, monnaie, fonds sociaux) manquent trop souvent ; et, pour le nombre des collectivisés, et les superficies en cause, trop de chiffres sont arrondis aux centaines, voire aux milliers, mettant en doute la qualité des sources (fragments de presse...). Certains cas laissent l'expression d'expériences limitées au sein de populations indifférentes.

4) On serait donc tenté de préférer, pour un jugement, les *monographies descriptives*. Celles qui datent de 1936-1938, dues à des militants exaltés ou à des visiteurs indulgents, sont *utiles comme témoignages* ; ce ne sont que des *cas*, jugés partialement. Là où certains ne voient que solidarité et morale, le communiste Lister, « au sud du Tage », ou en Aragon, ne montre que tyrannie, malversations et chaos. Disons-nous alors, avec César Lorenzo, que, parmi les collectivités d'Aragon, « les unes fonctionnèrent bien et les autres mal, suivant les capacités et la préparation de ceux qui les animèrent... » ou, avec Broué et Témime, que « la vérité doit se trouver à égale distance du paradis libertaire de Souchy et de l'enfer anarchiste tracé par *Frente Rojo* (journal communiste)...

Nous sommes bien avancés !

Des travaux plus récents, fondés sur l'histoire orale, font saisir des paradoxes inattendus : dans une commune d'Aragon, les paysans ayant choisi de rester « individualistes » (la collectivisation n'était donc pas imposée), la majorité des « collectivisés » était formée des familles de « koulaks » exécutés en août par la colonne anarchiste.

5) La conclusion la plus prudente serait sans doute de distinguer entre *l'intérêt psychosociologique de quelques expériences, et la faiblesse de toute construction historique que l'on serait tenté de fonder sur elles.*

Que Calanda (5 000 habitants), patrie de Buñuel, ait pu vivre en « commune » autosuffisante, sans monnaie, servant chacun « suivant ses besoins », avec de bons hôpitaux, de bonnes écoles, est une chose. C'en est une autre de nourrir de grandes villes, et des armées. Théoriquement, chaque commune couvrirait ses besoins, et réservait ses surplus aux communautés supérieures (« comarca », « région »). On s'aperçut vite qu'il existait des égoïsmes, des patriotismes, voire des protectionnismes de petits groupes. La production n'en souffrit pas forcément au niveau local.

Il convient d'ailleurs de ne pas imaginer la collectivisation comme une création exaltée suivie de désillusions rapides. Souvent c'est *au début* que se sont manifestés les désorientations, les « non-savoir ». Les succès, les consolidations sont venus ensuite. En Aragon, la destruction de communautés que l'on avait crues impopulaires fut suivie de reconstructions spontanées. D'ailleurs la presse partisane (source trop dominante) exagère sans doute les divisions. En fait, sur 2 213 communautés recensées, 283 seulement dépendent de la seule cnt, 823 de l'ugt, 1 103 sont *mixtes* (ugt-cnt). Les lignes de partage entre autogestionnaires purs, et partisans de l'autorité, ou du compromis, peuvent passer au sein d'une même formation.

La diversité était aussi non seulement régionale, mais présente au sein des régions. La Catalogne, fief de la cnt, mais terre de solides paysans, connut des « communautés agricoles » en pleine banlieue barcelonaise ; et le seul heurt sanglant (tardif) entre paysans individualistes et collectiviseurs anarchistes eut lieu à Fatarella, loin à l'ouest.

Au Levant valencien, même complexité. Un bourg « protoindustriel » comme Alcoy, au passé cantonaliste, fit sa propre révolution. Des villages, pour la troisième fois depuis 1931, proclamèrent le « communisme libertaire ». Or le problème régional était : *exportera-t-on l'orange ?* « Naranja es oro », proclamait-on. 275 « conseils locaux d'exportation fruitière » (cluef) se fédérèrent dans le clua (Conseil Levantin unifié d'Exportation d'Agrumes ». Celui-ci doit verser au

gouvernement les devises qu'il acquiert, et on lui reverse en pesetas de quoi rémunérer les producteurs. Que ce cluea, à direction anarchiste, ait éprouvé des difficultés, qu'il ait exporté moins que la moyenne (pourtant 180 millions de pesetas), rien de surprenant. Mais on attaqua sa gestion. La campagne 1937-1938 fut confiée à un organisme d'Etat et à une « fédération paysanne » (communiste). Cette fois le système fut accusé d'avoir reconstitué un classique réseau commercial.

Il serait d'autant plus risqué d'en tirer des conclusions qu'aucune vision globale cohérente de l'économie ne s'est jamais imposée dans le camp républicain.

C) Idéologies, mentalités, culture

Il n'y a en effet, dans le camp républicain, ni « doctrine », ni « idéologie » commune. Le « marxisme » que ses adversaires lui attribuent est une caricature, à découvrir dans des « catéchismes anticomunistes » dignes des catéchismes antilibéraux de 1820. En fait, l'anarchiste croit à la spontanéité des masses, l'anarcho-syndicaliste aux syndicats, le communiste orthodoxe (souvent néophyte) à la république démocratique comme étape (interrompue par les généraux) vers un idéal où se mêlent la IIIe Internationale, l'amitié soviétique, la guerre patriotique : ensemble sans prétention théorique, mais d'une grande efficacité passionnelle, quand il s'incarne dans l'exceptionnelle personnalité d'une Dolores Ibárruri (« la Pasionaria »). Le poum, un peu mais pas tout à fait trotskiste, se croit capable à lui tout seul de refaire 1917. Il existe un socialisme gauchisant, anti-autoritaire, qui préférerait les « guerrillas » aux « régiments », l'autogestion à la planification. Et un socialisme jacobin qui voudrait « faire la guerre ». Il y a de simples républicains, attachés à la légitimité de leur cause, et aux « libertés », qui savent que la propagande franquiste ne leur sait aucun gré de leur modération en matière sociale. Si l'on ajoute les méfiances toujours présentes entre gouvernement central et patriotismes catalan et basque, on conviendra qu'il n'est pas possible de définir *idéologiquement* (et moins encore « doctrinalement ») le camp gouvernemental. Et, souvent, il se déchire.

Or, pourtant, « l'Espagne républicaine » a résisté, tenu, duré. On a peut-être abusé, entre 1936 et 1939, des vocables « résistance populaire » ou « peuple espagnol ». Et l'on ne voudrait pas se payer de mots. Il est pourtant certain qu'ayant exorcisé la formule : « *No se puede con el Ejército* » (« rien à faire contre l'Armée »), une certaine Espagne s'est sentie engagée dans un combat décisif, dans un

processus vital.

C'est là, d'abord, une vérité *de classe*. C'est l'Espagne des travailleurs, et même, plus simplement, l'Espagne *des pauvres*, qui vit un rêve, peut-être millénaire, au moins centenaire (le fouriérisme a cent ans). Il n'y a pas de « *théorie* » de cette révolution (la guerre ne donne pas, dans ce domaine, d'œuvre majeure). Mais il existe, à la base, une *mentalité de renversement* (*deposuit potentes de sede, et exaltabit humiles*). Avec une symbolique de divers âges.

Mon ami le géographe Pau Vila, voulant profiter des collectivisations pour constituer un fonds d'archives d'entreprises qui eût été unique au monde, se heurta à deux mentalités : des « comités » avaient brûlé ces archives (comme autrefois on avait fait des chartriers) ; d'autres refusaient de s'en séparer, en nouveaux « propriétaires ». Un geste traditionnel, un geste nouveau. Une révolution, de toute façon.

Mais même d'importantes couches bourgeoises, ou intellectuelles, qui trouvaient puéril de devoir dire « salut » et non « adieu » en se rencontrant, ou de voir chasser les saints de toute toponymie, avaient leurs propres raisons, ici intellectuelles et morales, là nationales, de craindre un retour à l'Espagne d'avant 1931, à ses retards, à ses étroitesse, à ses pressions religieuses, à ses terreurs policières. Et tout ce qu'on savait de l'Espagne de Franco confirmait ou aggravait ces images.

Ajoutons que le recours aux troupes coloniales, aux colonnes italiennes, à l'aviation allemande, aux bombardements massifs des populations civiles, ont semé la peur, mais aussi la rage. Il est vrai que la longueur de la guerre, les privations, les pronostics sombres, ont progressivement miné l'esprit de résistance de la population. Mais beaucoup de combattants, même aux dernières heures, se refusèrent au découragement. A un officier français qui le traitait avec mépris, un officier républicain espagnol, en retraite sur la frontière des Pyrénées, se permit de dire : « *Je vous souhaite de tenir autant que nous.* » J'ai beaucoup pensé à lui en juin 1940.

En fait, dans la reconstruction des « mentalités », il importe de penser la « guerre d'Espagne » comme *anticipation des résistances européennes*. Pas de projet cohérent, mais *un refus clair*. Les « républicains espagnols » (comme on disait) étaient « *des antifascistes* ». La diplomatie évitait le mot, jugé inconvenant à Londres, à Genève, à Munich. Mais, dans les grands courants d'opinion, la « guerre d'Espagne » (« the passionate war » d'un auteur américain) devint vite *un très grand fait culturel*.

Fait culturel *interne*, d'abord, naturellement. Contrairement au modèle figé des slogans franquistes, l'expression propagandistique républicaine éclata avec les pouvoirs. Milices, régiments, entreprises, syndicats eurent leurs journaux, leurs tracts, leurs affiches. Non sans danger politique. Mais quelle variété ! On a trop utilisé ce foisonnement comme source sur *les faits* et sur *les pensées*. Il faudrait l'interroger sur *l'imaginaire*. Et aussi ne pas oublier que bien des soldats du front, bien des femmes à l'arrière, *ne savaient pas lire*. Or on « alphabétisa » dans les usines, les tranchées, les hôpitaux. On y fit du théâtre. Et on y lut de la poésie.

La passion antireligieuse des premiers jours a mis en péril, dans les églises et les couvents, des œuvres d'art, des documents et des livres. Pour les sauver en les « expliquant », les cadres culturels se mobilisèrent. Puis vinrent les bombardements. Quand ils atteignirent, à Madrid, le palais de Liria, et menacèrent le Prado, on décida de transporter les chefs-d'œuvre à Valence. Un responsable de l'opération aimait me conter ses émotions nocturnes, dans les bois, entre des camions où reposaient la *Vénus* du Titien, la *Maja desnuda* de Goya. Il y a des épopées culturelles.

Quant aux personnes, la propagande franquiste a parlé d'un holocauste des intellectuels. Au début, elle inventa les victimes (Benavente, les Quintero). Ultérieurement (1953), elle a fourni une liste plus sérieuse de 174 noms, qui précise certains traits de la répression : une immense majorité de journalistes provinciaux souligne le rôle des rancœurs politiques de clocher. Quelques grands érudits sont victimes de la vague de fond antireligieuse. A Madrid, dans les prisons, tombent des politiques de qualité (Melquiadez Alvarez, Victor Pradera), un seul « grand » littéraire, Ramiro de Maeztú (oct. 1936).

Parmi les autres chefs de file de « l'intelligentsia », survivants de 1898 ou républicains de 1931, plusieurs, et non des moindres (Ortega, Marañón, Azorín) s'exilèrent ou s'isolèrent, dans des positions nuancées, là où les surprit l'événement, par l'instinct de conservation, l'appartenance de classe, les répugnances acquises. Pourtant, non seulement les gouvernants républicains, mais même les noyaux anarchistes et communistes, rivalisèrent de prévenances envers les intellectuels « reconnus ». Madrid menacé, l'élite académique fut hébergée à Valence, comme les ministères et les toiles du Prado.

Mais l'initiative culturelle revint aux jeunes poètes : Rafaél Albertí, Miguel Hernández, Vicente Aleixandre, José Bergamin, Manuel Altolaguirre, León Felipe, unis par le souvenir de Lorca, et sous la

caution d'un grand aîné, Antonio Machado, dont le destin devait s'achever à Collioure, en février 1939, dans l'amertume de la défaite. La plus importante de leurs créations fut la revue *Hora de España* (janv. 1937 à nov. 1938), « le plus grand effort littéraire qui soit sorti d'une guerre », selon Waldo Frank. Revue *patriotique*, passionnément espagnole, mais ouverte sur l'Amérique (César Vallejo, Juan Marinello, Nicolas Guillén, Octavio Paz...), et sur l'expression catalane (*Ode à Barcelone* de Pere Quart, et *Anthologie* où figure le dernier poème de Bartomeu Rosselló). Parfait contraste avec le « nationalisme » de l'autre camp.

Mais n'oublions pas des formes plus *populaires* de la culture. L'affiche (dont on s'arrache aujourd'hui les collections), les « romances » et les « coplas » que fredonneront tant de résistants européens (Wajda l'a appelé dans *Cendres et diamants*).

Comme fait culturel, la « guerre d'Espagne » eut valeur universelle. Sur ce point, tout le monde pensera, bien sûr, à Malraux, Hemingway, Orwell.

Il est plus frappant peut-être que le premier cri d'angoisse sur le Madrid de 1936 ait été poussé par un poète hispano-américain :

« *Venez voir le sang dans les rues*

venez voir

le sang dans les rues

venez voir le sang

dans les rues... »

et que ce *témoin* s'appelât Pablo Neruda.

On sait davantage que le « Second Congrès des Intellectuels pour la Défense de la Culture », en 1937, tint successivement ses séances à Valence, Madrid, Barcelone et Paris. Chamson, Tzara, Benda y représentaient la France.

La même année, une sorte de réplique à cette solidarité internationale était donnée par les maîtres de l'art espagnol. A l'exposition des Arts et Techniques de Paris, le pavillon espagnol était modeste dans ses dimensions, mais, conçu par Josep Lluís Sert, il abritait le *Gernika* de Picasso, le *Segador* de Joan Miró, la *Montserrat* de Julio Gonzàlez. Il est vrai qu'à Paris la revue *Occident* essayait d'invoquer d'autres noms «

universels » en faveur de la « Croisade » de Franco. Elle trouvait Claudel, mais déjà Maritain, Madaule, Mauriac, Bernanos, du côté catholique, avaient montré l'envers de cette « croisade ». De toute façon, quels que fussent les partis pris, et les nuances, des adhésions, l'Espagne, dans son déchirement, fut alors, selon le titre même du poème de Neruda – *España en el corazón* – « au cœur » du monde entier. Singulière consolation pour tant de souffrances !

Chapitre VI

Quelques problèmes discutés

I. Bilan des pertes humaines : répressions et terreurs

Quant aux « victimes de la guerre », j'ai mis en garde, dès 1946, contre les gros chiffres (le « million de morts »), et contre « l'histoire orale », trois Aragonais m'ayant proposé, comme nombre de morts à Saragosse, « 3 », « 10 000 », « au moins 30 000 » ! Aujourd'hui, un complexe de culpabilité tend plutôt à *écraser les estimations*, en procédant par calculs (référence aux courbes « normales », reports entre types de victimes, limitation ou non au 1er avril 1939).

Pour Salas Larrazábal (*Les données exactes de la guerre civile*), le chiffre des « morts en campagne » est bas : 120 000, bien partagés entre « nationaux » (59 500) et « gouvernementaux » (60 500), ce qui invite à modérer les impressions d'« hécatombes » (Ebre). Mais le chiffre n'inclut pas les étrangers (12 000 tués chez les « nationaux », 13 500 en face). Plus inégal serait le partage des victimes « par actions de guerre » (= bombardements) : 4 000 chez Franco, 11 000 en face. Enfin, quant aux « homicides et exécutions », il y en aurait 72 500 du côté républicain, environ la moitié de l'autre, si l'on n'y compte pas 23 500 exécutions postérieures au 1er avril 1939 (de sérieux historiens les avaient estimées à 200 000). Si l'on ajoute les morts des « guerrillas » jusqu'en 1961 (500 membres des « forces de l'ordre », 2 500 « guerrilleros », 1 000 civils), et les Espagnols tombés pendant la guerre mondiale (4 300 franquistes, 6 500 combattants antinazis), on arrive au total (1961) de 306 500, dont 50,25 % dans un camp, 49,75 dans l'autre.

Fifty-fifty. On est en droit d'être méfiant, d'autant que certaines monographies locales, sur Cordoue, Málaga, la Rioja ou la Navarre tendent à doubler ou tripler les « données exactes » de M. Salas Larrazábal. Il est vrai aussi que celui-ci, s'il ramène à 306 500 le nombre des « morts de la guerre », fixe à plus du double (630 500) les

pertes par surmortalité (dénutrition, maladies) fortes dès 1937 en zone républicaine, jusqu'en 1943 dans toute l'Espagne. Si l'on ajoute le « *manque à naître* », et l'*émigration* (au bilan douteux), la notion de « *déficit de population* » pourrait excéder l'image du « million de morts ». Rappelons que la « guerre d'Indépendance » (1808-1814) a pesé davantage sur le xix^e siècle espagnol par le déficit démographique qu'elle a creusé que par ses épisodes sanglants.

Mais les chiffres ne sont pas tout. Dans les « *désastres de la guerre* », les *formes*, qui souvent éclairent les *causes*, et toujours façonnent les *souvenirs*, importent autant que les dimensions. Un mort est un mort, a dit le président Azaña à un gouverneur civil qui se vantait de n'avoir compté « que » 60 victimes dans sa province. Ce qu'il faudrait atteindre, ce sont les *phénomènes sociologiques* et les *mécanismes mentaux*.

Une récente monographie concerne un coin de la côte catalane : le « Maresme ». Les victimes des deux répressions (1936-1939 et 1939-1945) y sont consignées nominalement. L'étude révèle des traits importants (mais sont-ils généralisables ?).

1) Ici, la répression populaire de 1936 n'est pas un « sursaut » ; en juillet, elle frappe peu, et au hasard ; le nombre des exécutions culmine en septembre, fléchit en octobre (normalisation des municipalités), remonte ensuite ; on compte encore quelques exécutions au début de 1937 ; il y en aura 4 au cours de la déroute de 1939 ; mais on n'en note *aucune* entre le 1^{er} avr. 1937 et le 31 déc. 1938. La répression est donc un phénomène précis, localisé dans le temps (environ six mois), et qui dépend des *conditions locales* (organes répressifs et résistances qu'ils ont suscitées).

2) Cette répression de 1936 a fait, pour 100 367 habitants, 286 victimes. Sur 30 localités, les 10 plus petites ont échappé au phénomène. Parmi les 20 autres, 7 bourgs comptent moins de 4 victimes, 6 entre 4 et 10 ; mais, dans les cas dépassant ces chiffres, existent de forts contrastes : Mataró, la capitale, totalise 29 exécutions pour 29 000 habitants, Canet 41 pour 5 000. A Sant Vicens de Montalt, il y a 40 victimes pour 886 habitants : il s'agit d'une communauté religieuse, laissée en paix jusqu'en octobre, visitée alors par un « comité » extérieur à la région, qui libère 5 religieux (parce que français !) et emmène les autres vers Barcelone : on retrouvera 40 cadavres.

3) Il faut donc réfléchir sur un point : *l'obsession antireligieuse* : 43,8 % des victimes recensées sont des *ecclésiastiques*. Il faut remonter à la

Révolution française pour trouver l'équivalent. Mais n'oublions pas le chant anarchiste français de 1900 : « Si tu veux être heureux, NdD, pends ton propriétaire, coupe les curés en deux, NdD... » C'est *l'imputation au religieux de l'oppression sociale*.

Parfois, les comités locaux réagissent. La Chartreuse de Montalegre a été attaquée le 20 juillet ; des 35 religieux conduits vers Badalona, 5 périrent en route ; mais d'autres, blessés, furent soignés, guéris ; le Comité de Badalona employa la force pour sauver les autres. On avait trouvé des armes dans le couvent. Mais leur acquisition datait... de 1909 ! Rappelons qu'à Málaga, en 1936, où tant d'édifices furent brûlés, les églises furent épargnées, parce qu'on les avait brûlées aussi... mais en 1931 !

C'est cette *continuité du fait mental* qui explique bien des choses. « On sait » ce qui se passera en cas de triomphe populaire. On protégera donc les grands symboles : la cathédrale de Barcelone ou le monastère de Montserrat. Mais on ne peut tout sauver.

Bien entendu, la lutte est sociale à la base. Industriels, commerçants, militants de droite figurent sur les listes macabres ; mais, les militaires étant livrés à leur juridiction propre, les victimes de la lutte socio-politique proprement dite sont en proportion réduite ; celle des luttes internes du Front populaire semblent l'exception.

5) Cela dit, on voudrait atteindre *le vécu* autrement que par des noms et des chiffres, ou par le roman.

Gerald Brenan, cet écrivain anglais, aristocrate libéral, témoin et analyste du fait espagnol depuis de longues années, a vécu la « révolution » déclenchée à Málaga par l'échec du « mouvement ». Il conte l'incendie d'une boutique d'alimentation. C'est que le boutiquier est impopulaire : il avait l'habitude d'insulter les mendiants, ce qui est « impie » ; mais on ne distribue pas les denrées : « ce serait du vol » ! Un boulanger anarchiste, sorte d'ascète, se croit le droit d'éliminer l'ennemi de classe irrécupérable, mais juge le cas rare (la nature humaine est bonne) ; sa propre vie lui importe peu ; c'est *l'avenir* qui importe. Un médecin barcelonais raconte dans ses Mémoires la visite d'une « patrouille de contrôle » peu rassurante, mais qui se termine bien. En partant, le milicien s'attendrit sur le berceau d'un bébé : « Toi, quand tu seras grand, tu seras des nôtres. » Le mémorialiste ajoute : toute l'argenterie de la famille était dans les langes du bébé.

Du récit de Brenan il ressort pourtant (et c'est généralisable) que la terreur « naïve » des débuts, où *l'incendie symbolique* rappelle

beaucoup l'émeute d'« ancien régime », céda vite la place à des expéditions de jeunes gens, encadrés d'éléments douteux, exploitant les rancœurs que soulevaient les bombardements, et les provocantes vanteries de Radio-Séville : « Combien nous avons aujourd'hui tué de marxistes ? 500 ? 500 000 ? qu'importe ? »

On aimerait jauger la distance entre ces rodomontades et la réalité de la répression franquiste. On a souvent disqualifié, pour leur ton passionné, les dénonciations de Bernanos sur les tueries de Majorque. De récentes études (Massot) ne les infirment pas. Un autre ouvrage de 1937-1938, alors très utilisé par la propagande républicaine (*Doy fe de Ruíz Vilaplana*) m'a toujours semblé utilisable : ce greffier du tribunal de Burgos, libéral modéré qui préféra émigrer, avait dû, par son métier, pendant des semaines, tenter d'identifier des cadavres « inconnus », tués par des « inconnus » ; dans ce fief des « partis de l'ordre », bien avant l'instauration du « parti unique », des équipes spontanées de « bons citoyens » réglèrent de vieux comptes socio-politiques. A Grenade, où la municipalité était socialiste, le « mouvement » triomphant se sentant peu sûr, la brutalité des responsables et l'irresponsabilité des exécutants ont été révélés par les études sur la mort de García Lorca.

Mais ce qui frappe, à la tête du « mouvement », c'est la capacité (cynisme ou inconscience ?) manifestée dans le *renversement des responsabilités* : on juge (et souvent on exécute) comme « rebelle » toute personne qui ne s'associe pas à la rébellion.

Cela dit, on observe, entre les deux répressions, des parallélismes : d'abord improvisations individuelles, puis « nettoyages » organisés, puis (printemps 1937) répression légale moins meurtrière. Mais, du côté franquiste, la répression s'étendit, territorialement, avec les conquêtes, et se prolongea.

Au Maresme, après la victoire franquiste, on fusilla 85 personnes, jugées d'après l'enquête (« *causa general* ») menée sur les comportements individuels. Le chiffre est bas, mais, dans cette région, l'émigration de février 1939 a éloigné la plupart de ceux qui pouvaient craindre la répression. Reste à savoir *qui* devait la craindre. Evoquons un cas individuel : à Gérone, un écrivain d'âge et de prestige, Carles Rahola, auteur d'articles très modérés, ne crut pas devoir s'exiler. Son emprisonnement ne surprit pas. Son exécution stupéfia. Le cas souligne une particulière rancœur, chez les franquistes, contre les intellectuels modérés, surtout catholiques catalans ou basques, trop peu conformes au stéréotype du « rouge ». Il n'est pas bon de démentir une logique de classe au nom d'une image

non conformiste de la « patrie ».

Peut-être, aussi, une difficile victoire débouchait-elle sur une logique de la terreur. Le 5 août 1939, en représaille d'un attentat, 60 jeunes gens, dont 13 femmes et jeunes filles entre dix-huit et trente ans (« les treize roses ») furent fusillés à Madrid. Et il y avait 270 000 suspects dans les prisons.

A cette date, dans le Midi français, si proche, on se demandait surtout si l'on engagerait à bon prix, pour les vendanges, quelques réfugiés espagnols ! S'était-on beaucoup ému, d'ailleurs, un peu plus tôt, des bombardements qui écrasaient Madrid tous les jours, faisaient 2 500 victimes en quelques heures à Barcelone, détruisaient Durango, Granollers ? Gernika, c'est vrai, a bouleversé le monde. C'est que les Basques, dont c'était la ville sainte, ont crié leur douleur, que la presse anglaise, mieux informée, a su dire que c'était le premier essai de terreur nazie, et que l'état-major franquiste, inquiet de l'effet produit, préféra nier, et attribuer l'incendie « aux hordes en fuite ». Le monde se divisa alors entre deux *croyances* : Gernika symbole du fascisme menaçant, Gernika symbole du « mensonge marxiste » (autre audacieux renversement). Herbert Southworth a admirablement étudié ce trait du xxe siècle : *l'image de l'événement plus importante que l'événement*. Il y a eu, c'est vrai, Picasso. C'est vous qui avez fait Gernika ? lui demanda un officier allemand. Non, c'est vous. Vraie ou non, l'anecdote remet les choses en place.

I. L'Europe et le monde devant la guerre d'Espagne

On peut classer parmi les « problèmes discutés » les aspects internationaux de cette guerre. Non qu'ils soient les plus mal connus. On a de bonnes sources (diplomatiques), de bons travaux. Reste l'obstacle passionnel. Tel n'aime pas se souvenir qu'il a nié Gernika, tel autre que la « non-intervention » annonça Munich, tel autre que les procès de Moscou ont éliminé les premiers acteurs de l'idylle entre l'urss et la République espagnole, tel autre que Staline envoya massivement des armes à cette République en décembre 1938, ce qui gêne les reconstitutions *a posteriori* de la chronologie de ses attitudes.

Il reste que, de 1933 à 1939, l'Espagne suggère sans cesse la référence extérieure : Dolfuss, fascisme, nazisme, Front populaire français, isolationnisme américain, « appeasement » anglais, crise interne de l'urss, divisions ouvrières devant le fait soviétique, enfin Munich.

Devant ce complexe, il est aussi périlleux de simplifier que de se perdre dans les « petits faits », même « vrais ».

L'Espagne a peu préoccupé les diplomates avant juillet 1936. Des esprits clairvoyants ont pu prévoir le « coup » militaire. L'imprévisible était une *guerre* entre « deux Espagnes » dont chacune avait toute chance de devenir le symbole d'un des deux camps mondiaux dont l'affrontement se préparait, par-delà leurs contradictions internes.

Or, dès le 20 juillet, l'essentiel en Espagne, pour les deux camps, ce fut de *se procurer des armes* – avions surtout (*transport* et *combat*) –, produits *pétroliers* aussi. Le gouvernement se tourna vers la France, non seulement (comme on dit souvent) à cause de la parenté des « fronts populaires », mais parce qu'il existait des *contrats en cours*. La confiance de ce gouvernement en sa légitimité (et son ingénuité) était telle qu'un de ses agents resta en Allemagne jusqu'au 18 août pour tenter d'y obtenir une fourniture d'armes !

1. L'intervention allemande

Or le 25 juillet, Hitler *décida d'intervenir*. Pour l'historiographie franquiste, c'est à la fois *gênant* et *commode*. Après 1945, Hitler n'est plus un allié avouable. Mais on peut se décharger sur lui de certains péchés (Gernika).

Au début, l'opération « Feuerzauber » est prudente (contrats *civils*) ; et les archives révèlent, au niveau moyen (marine, diplomatie), une médiocre information. Mais, avec l'aval du Führer, les nazis de base sont efficaces. Les aviateurs franquistes devenus historiens de leur arme affirment que le « pont aérien » décisif Maroc-Andalousie ne doit rien qu'à eux-mêmes. Mais, *dès le 29 juillet*, un gros transporteur « réquisitionné à la Lufthansa », puis le premier « Junker » venu d'Allemagne, ont opéré, et, après le 6 août, le « pont » est bien assuré par les étrangers. Dès lors, que les avions acquis en août par les deux camps soient en nombre égal (67-65) a peu de sens. La qualité, l'efficacité, la décision délibérée sont du côté allemand.

En octobre seulement, pourtant, les combats aériens opposent des chasseurs et des bombardiers d'un certain niveau technique. C'est alors que l'Espagne devient un *champ d'expérimentation*. La révélation, inattendue, du niveau technique de l'aviation soviétique explique-t-elle le désir allemand d'expérimenter ?^w C'est possible. Mais la présence de « katiuska » à Seseña, le 29 octobre, est-elle à l'origine de la décision prise à Berlin, *vingt-quatre heures plus tard*, d'organiser la «

Cette « Légion » – de 80 à 150 appareils suivant les moments, avec 4 000 hommes à leur service – assure, par rotation, la formation de milliers d'aviateurs. Dans la Luftwaffe, leurs campagnes espagnoles seront comptées. Aux ordres, stratégiquement, du commandement espagnol, la « Légion Condor » a son autonomie technique et tactique. Sperrle, Richtofen, seront ses chefs. Que le bombardement de Gernika soit une « erreur » de Richtofen est un alibi commode. A quoi bon situer le « point exact » des responsabilités, alors que, Salamanque et Berlin ayant choisi de nier le fait, il est peu probable que l'ordre écrit ait été gardé !

Il reste que l'intervention allemande (importante aussi pour la formation des cadres et des soldats) fut vite jugée en Europe, dans les milieux populaires et certains cercles intellectuels, comme preuve de l'agressivité nazie, annonce du péril aérien. Mais la passion conservatrice et la peur des responsabilités, dans la plupart des gouvernements, déterminèrent une totale passivité devant ce qui annonçait pourtant, pour un avenir prochain, les « coventrisations » et les piqués des « stukas ».

2.

L'intervention italienne, elle aussi, s'était précisée dès le 25 juillet, avec l'envoi à Tetuán de 12 « Savoyas ». Fin août, l'aviation italienne assura l'échec, à Majorque, d'un essai de reconquête par les républicains. Mais la forme dominante de l'intervention italienne, après janvier 1937, fut l'envoi de corps entiers d'infanterie et de chars (ctv, Corpo di Truppe Volontarie), avec autonomie de commandement.

Ces « corps » participèrent (cf. p. 54-55) à l'opération heureuse sur Málaga, à l'opération mal terminée de Guadalajara, aux campagnes du Nord, du Levant, de Catalogne. On ne peut ici apprécier en détail le rôle de ces interventions. Le chiffre global des troupes engagées (70 000 ?) n'est ni sûr ni significatif, étant donné les relèves. L'intervention italienne fut plus théâtrale, plus idéologique, financièrement plus désintéressée que l'intervention allemande, sans être exempte de vues à long terme (bases à Majorque). Hitler ne souhaitait pas un conflit anglo-italien en Méditerranée, mais désirait menacer les communications maritimes de la France. Quant au terrorisme aérien, l'aviation italienne rivalisa avec l'allemande, mais à des fins moins expérimentales que politiques : le terrible

bombardement de Barcelone (mars 1938) fut donné comme une réponse à une intention interventionniste prêtée à la France.

3. Angleterre et France : la « non-intervention »

Dans les démocraties, comme il est normal, les opinions s'affrontèrent. Mais, en Angleterre, *les conservateurs étaient au pouvoir*. Leurs sympathies, leurs pronostics, sans oser s'exprimer en faveur d'une rébellion, ne pouvaient guère le faire en faveur d'un gouvernement légal, mais survivant par une révolution. Les cercles londoniens rêvaient plutôt d'une restauration dynastique ; on y fêtait le duc d'Albe, agent officieux du « mouvement ». Les travaillistes étaient divisés. On peut juger limitée l'influence de quelques inconditionnels de la République espagnole : la duchesse d'Atholl, le doyen de Canterbury et une partie de l'« intelligentsia ».

Tout autre était la situation en France. Le Front populaire y est au pouvoir, les communistes dans la majorité. La République espagnole a même des amis modérés (certains politiciens du Midi). Le mouvement ouvrier, en 1931, 1934, 1936, s'est passionné pour les événements espagnols. Depuis juin, l'atmosphère est joyeuse dans les milieux populaires. Mais la presse d'opposition emploie un vocabulaire de guerre civile. Appliqué à l'Espagne dès le 18 juillet, il décrit, d'un côté, l'armée du crime, de l'autre les défenseurs de l'ordre, de la patrie, de la religion, de la morale. Il y eut des reportages honnêtes, mais diversement interprétés. Le plus grave est l'affirmation : mettre en cause l'Allemagne et l'Italie, à propos d'Espagne, c'est « vouloir la guerre » (la « guerre idéologique »). Ainsi, d'un côté, la foule scande : « Des canons pour l'Espagne-des avions-pour l'Espagne », et acclame « la Pasionaria ». De l'autre convergent les pacifismes traditionnels (socialistes, anarchisants) et le « néo-pacifisme » pour qui l'on menace la paix si l'on critique Hitler et Mussolini.

Au poste de responsabilité, le 20 juillet 1936, un homme, Léon Blum, doit dire oui ou non au gouvernement Giral, qui, en vertu d'accords existants, par son ambassade et contre paiement régulier, demande 20 avions et des armes. Est-ce une demande d'« intervention » ? C'est plutôt le refus qui en serait une. Blum dit « oui ». Il y aura, le 24, une petite livraison d'armes. Mais nous savons (cf. p. 47) que le gouvernement français fut alors pris entre deux obstacles conjugués : les manœuvres des diplomates espagnols passés à la dissidence, et la campagne de presse criant au danger de guerre. On a trop parlé des « larmes » de Léon Blum. La contradiction n'est pas dans un homme, mais *dans la société*. Quand Blum, le 7 août, fut tenté de démissionner,

ses amis espagnols l'en dissuadèrent : tout successeur pouvait être pire.

A Londres, les 22-23 juillet, on avait fait pression sur les Français. Diplomatiquement, donc discrètement (Eden le niera plus tard, quand surviendra sa propre crise de conscience). Les pressions existaient aussi à Paris (Herriot, Lebrun). Le 25, le Conseil des Ministres pensait camouflage : intermédiaire mexicain, avions non armés. Le 1er août, l'avion italien tombé en Algérie leva les scrupules : le 5, des pilotes français livrèrent des Dewoitine et des Potez. A Londres, l'amiral Darlan constata les sympathies de l'Amirauté pour les insurgés. Le 8, la France annonça qu'elle fermait ses frontières, pour donner le bon exemple.

La position officielle de Blum est devenue : le mieux est une neutralité totale. Il propose la « non-immixtion » à l'Angleterre et à l'Italie. On lui suggère d'étendre sa proposition à tous les pays, sous le vocable de « *non-intervention* » (qui donne comme une légalité aux insurgés). 27 gouvernements acceptèrent : l'Italie le 21 août, l'urss le 23, l'Allemagne le 24. En septembre un « Comité de non-intervention » s'installe à Londres, en attendant les contrôles aux frontières.

Il est classique (sauf chez quelques néo-franquistes qui se félicitent de cette « limitation de l'escalade ») de qualifier de « farce » la « non-intervention ». Et le mot vient à l'esprit devant ces débats de mai 1937, où, discutant des bombardements de populations civiles, personne (sauf une exception) n'osa prononcer le mot « Gernika » ! Gérer une « non-intervention » quand les villes brûlent, quand les escadrilles s'affrontent, quand les sous-marins coulent les navires, quand le commandement italien négocie avec les Basques, relève de la mystification. Le jour de Munich, à Vernet-les-Bains, quand je croisais des « contrôleurs » scandinaves en grand uniforme, je croyais assister à une mise en scène surréaliste.

En fait, la guerre d'Espagne soulevait trop de passions pour que la pratique « non-interventionniste » ne dépendît pas des divisions internes de chaque pays et du moment international. A l'automne 1936, devant la menace sur Madrid, Blum chargeait un groupe officieux (Vincent Auriol, Jean Moulin...) de veiller à une « *non-intervention assouplie* » ! Le Parti communiste, pour les Brigades internationales, recrutait des Français, acheminait des étrangers. Des organes se créaient, pour les achats, les transports (« France-Navigation »). Les dons humanitaires affluaient. Lors du « miracle de Madrid », dans le monde entier, les sensibilités démocratiques et révolutionnaires convergèrent un instant.

En février 1937, à la mise en place des contrôles, Blum fit pourtant fermer la frontière, et ne la rouvrit pas avant sa chute (juin). Chautemps la rouvrit en septembre, quand la Grande-Bretagne réagit un moment contre la guerre sous-marine italienne (Conférence de Nyon). Au début de 1938, des changements parurent s'annoncer : Eden démissionna du Foreign Office *sur la question espagnole*, estimant qu'on redevenait trop conciliant envers l'Italie. En France, l'« Anschluss » entraîna le retour de Blum au pouvoir. Et il consulta le « Conseil de la Défense nationale » sur les aspects militaires des événements de Tchécoslovaquie *et d'Espagne*. Le secret fut mal gardé, et l'on cria à « l'intervention ». Personne ne l'avait proposée, bien qu'on prête au colonel Morel, attaché militaire à Barcelone, la boutade : « un roi de France ferait la guerre ». Morel, en fait, ne préconisait pas une intervention *directe* (surtout pas sous la forme « deux divisions »). Mais il disait les dangers de la présence de « l'Axe » en Espagne, ne croyait pas à la solidité militaire de l'Italie et pensait que, mieux armée, la République espagnole gardait ses chances. Il ne fut pas entendu. Avec Georges Bonnet et lord Halifax, la politique franco-britannique s'achemina vers Munich, vrai tournant dans le destin espagnol autant que dans celui de l'Europe.

Et pourtant, en décembre 1938 encore, le plus gros convoi d'armes et d'avions soviétiques de toute la guerre, venu par Murmansk, fut transmis par la France. Non sans lenteurs. Il parvint trop tard. Qu'on l'appelle « farce » ou « tragédie », la « non-intervention », du côté français, fut surtout *incohérence*.

Pour l'expliquer, il faut évoquer *la guerre civile morale* qui, en France, annonce déjà le temps « de l'occupation ». A tous les niveaux de *l'information*, de *la décision*, les convictions intimes l'emportant sur les déontologies professionnelles.

En 1936, à Hendaye, l'ambassadeur Herbet se dit plus franquiste que Franco. En août-septembre, le Quai d'Orsay ne peut se faire entendre de son consul général à Barcelone. Quand viendront, en 1938, les rapports plus équilibrés d'Erik Labonne et du colonel Morel, ils n'intéresseront pas Georges Bonnet. Southworth a décrit, à propos de Gernika, le sabotage de l'information à l'agence Havas. Et Brenan a dit le caractère passionné, unilatéral, des descriptions du fait espagnol par les témoins britanniques. Si beaucoup d'intellectuels, et les milieux populaires, s'enthousiasment, en Europe, pour les « valeureux combattants antifascistes espagnols », toute une partie de l'opinion, derrière sa presse, ne voit en eux que pègre, assassins, bandits.

Il en résulte au moins une tragédie. Quand 400 000 réfugiés, en

février 1939, passent la frontière des Pyrénées, ils sont parqués dans des camps improvisés, derrière des barbelés, à même le sable (Argelès). Si la surprise peut expliquer les carences matérielles, les exilés espagnols ont mal pardonné d'avoir été traités en *suspects* et en *mendiants*. Lisons leurs Mémoires ! Pourtant, deux ans plus tard, les plus militants d'entre eux participeront à la résistance française, et paieront un lourd tribut aux camps de la mort nazis. C'est cette *unité de combats et de souffrances* qui situe historiquement la guerre d'Espagne aux yeux des anciens combattants des années 30 et 40.

4. L'intervention soviétique

La diplomatie soviétique n'était pas plus préparée que d'autres à voir surgir en Espagne une véritable guerre. Dès juillet, en URSS, furent organisés des meetings, des collectes, contre le coup d'Etat « fasciste » espagnol. Mais, si les relations diplomatiques entre les deux pays étaient en voie de reprise, les ambassadeurs ne furent échangés qu'en août-septembre. Et l'adhésion de l'Union soviétique à la « non-intervention » est, on l'a vu, du 23 août.

Un contingent modeste de techniciens soviétiques est cependant en Espagne dès septembre ; et le 7 octobre, constatant les présences étrangères chez les insurgés, le gouvernement de l'urss déclare reprendre sa liberté d'action. Des chars soviétiques apparaissent à Seseña le 29 octobre ; et, dans la bataille de Madrid, la présence d'avions et de conseillers militaires fait parler aux uns d'« aide », aux autres d'« intervention ».

En quantité, pour l'ensemble de la guerre, les fournitures de matériel, régulièrement achetées, furent considérables : environ 800 avions (1 100 si l'on compte la dernière livraison, qui ne fut pas déballée), 1 000 chars, 30 000 mitrailleuses, sans doute le double de ce que fournit le reste du monde (et, dans l'armement gouvernemental, de meilleure qualité). Les Soviétiques ont publié le chiffre du personnel déplacé : 2 064 techniciens. R. Salas propose 5 000, mais « par analogie » avec la Légion Condor. On ne peut chiffrer, bien sûr, l'aide qualitative apportée par les conseillers militaires.

Tout cela posait des problèmes *politiques*. L'aide soviétique, la propagande dont on l'entoura, ralliant au Parti communiste espagnol des éléments populaires combatifs (socialistes, anarchistes...), irritèrent les vieilles formations politiques. Une lettre de Staline et Molotov à Caballero (déc. 1936) recommandait : 1) de ne donner comme objectif à la guerre que la défense de la démocratie et de

rassurer les classes moyennes ; 2) de créer une guerre de partisans sur les arrières du front insurgé. Plus d'un commentateur, selon ce qu'il désire démontrer, cite l'un *ou* l'autre, non l'un *et* l'autre de ces conseils.

Ce qui irrita Caballero, c'est qu'on lui donnât des conseils. Il fit bientôt rappeler l'ambassadeur Rosenberg, et il devint l'adversaire (et la bête noire) des communistes de l'intérieur. Même Negrín, dont on souligne toujours les relations privilégiées avec le Parti communiste, n'en eut guère avec le personnel soviétique. En revanche Pascua, ambassadeur républicain à Moscou, vit clairement à la fois l'importance de l'aide russe, ses limites (qu'on ne lui cachait pas), et la crise interne du régime de Moscou. Car c'était le temps des grands procès.

L'obsession du trotskisme se répercute en Espagne avec le procès du poum. Et les personnages-symboles des premiers mois d'amitié (Rosenberg, Antonov-Ovseenko, Koltsov) disparaissent mystérieusement quand ils rentrent dans leur pays. Des services secrets, des polices parallèles interviennent sans doute. Nous n'avons guère, pour en retracer l'histoire, que les Mémoires de leurs dissidents.

Deux images répandues me semblent discutables : Staline aurait, dès l'été 1938, abandonné l'Espagne à son sort. Or, en décembre 1938, son entrevue avec Hidalgo de Cisneros et l'envoi d'armes, qui en résulta, indiquent plutôt qu'il misait encore, à cette date, sur une résistance espagnole présente en cas de conflit généralisé. Son « tournant », en mars 1939, coïncide exactement avec la défaite républicaine.

Autre affirmation courante qu'il faut nuancer : au cours des répressions staliniennes, « tous » les anciens d'Espagne auraient été traités en suspects. Il faudrait étudier de près un tel phénomène. Il reste des *faits massifs* : la popularité des combattants espagnols en urss, leur participation à la « guerre patriotique », le nombre et la qualité, dans les états-majors de cette guerre, d'anciens « conseillers » du front espagnol, le souvenir des « Brigades internationales » chez tant de leaders des « résistances » européennes.

5. Les « Brigades internationales »

Dès juillet 1936, la résonance internationale du fait espagnol s'était révélée. De nombreux individus, tempéraments révolutionnaires ou victimes du fascisme, voulurent participer au combat espagnol, perçu soit comme une révolution (Orwell, Simone Weil), soit comme une résistance (les Rosselli, de Rosa, Ludwig Renn). Il y eut des étrangers

(voire des unités étrangères) dans les milices de toute couleur (juillet-août). Parmi ces combattants de la première heure, beaucoup (non tous) rejoignirent un peu plus tard les « Brigades internationales », rassemblées à l'appel d'organisations diverses, mais sous l'influence dominante de l'Internationale communiste, et où affluèrent du monde entier – *soixante-dix nationalités y furent représentées* – des combattants volontaires, par des voies souvent difficiles (Allemagne, Italie, Europe centrale...).

Reçus froidement par le gouvernement, avec hostilité par les anarchistes, les « Internationaux » purent pourtant s'organiser, fin octobre, sur la base d'Albacete, mise à leur disposition. Le 8 novembre, la « 9e Brigade » arrivait à Madrid (cf. p. 53). D'autres suivirent, la coordination étant surtout assurée par le « 5e Régiment » formé par les communistes à Madrid. Dès lors, et jusqu'à l'automne 1938, les « Brigades » furent toujours au premier rang des rencontres.

A combien estimer leur présence, quantitativement ? Fin 1936, au Comité de non-intervention, Ribbentrop avança le chiffre de 60 000, dont 30 000 Russes (il n'y en avait pas un seul parmi les soldats). A cette date, une étude détaillée fixe à 35 306 le nombre des « Internationaux », qui monterait ensuite jusqu'à 59 380 : mais il s'agit de tous les noms ayant figuré sur une liste. A la dissolution des « Brigades » (automne 1938), les combattants étaient 12 673. On ne peut chiffrer le poids exact de la participation étrangère dans chaque action. Mais on sait que les Brigades ont compté près de 10 000 morts (9 934), que 7,4 % des brigadistes sont sortis de la guerre tout à fait indemnes, et que 26 % étaient français.

Le 21 septembre 1938, Negrin annonçait à la sdn le retrait de tous les combattants étrangers du front républicain. Le 28 octobre, ils défilaient à Barcelone sous les acclamations et les fleurs. 2 000 furent encore saisis dans la campagne finale de Catalogne. A la frontière française, dans une atmosphère, déjà, « d'avant-guerre », ces « étrangers » risquaient, on le sait, le camp de concentration (Gurs).

L'aventure des Internationaux, avec ses marges peu contrôlables, ne pouvait être exempte de problèmes. On sait qu'André Marty, organisateur de la base d'Albacete, fut d'une extrême brutalité avec les déserteurs, les faibles, les suspects. Il souffrit sûrement d'« espionnite », alors que son entourage, dit-on, fourmillait d'agents étrangers (ce n'est pas contradictoire).

Mais, à Madrid, sur le Jarama, sur la route de Guadalajara (avec l'appel de la Brigade Garibaldi à la fraternisation italienne), comment

ne pas classer l'épisode des « Brigades » parmi les grands moments (le dernier ?) d'un des grands rêves du xixe siècle : *le rêve internationaliste* ?

Quelques réflexions finales

En juillet 1936, l'Espagne a vécu un choc qui évoque encore le xix^e siècle : propriétaires, militaires et prêtres (suivis, dans quelques régions, de masses qui ont l'habitude de leur obéir) contre bourgeois moyens séduits par les principes de la Révolution française, et contre un peuple très pauvre porté à penser la révolution (tout court) selon des modèles hérités des socialismes utopiques.

Mais la secousse prend place *au cœur des années 30 de notre siècle*, où la lutte de classe prend le visage, en Europe, d'un affrontement entre l'efficacité offensive de nationalismes agressifs, et la hantise obsidionale des héritiers de 1917 devant le risque de solitude sous cette menace. Il est périlleux, entre 1936 et 1939, d'être à la fois antifasciste et anticommuniste : les démocraties occidentales l'ont éprouvé, ainsi que les partis révolutionnaires antistaliniens. C'est ainsi que le conservatisme et le traditionalisme espagnols ont adopté les gestes, les méthodes, et l'alliance, des nazis et des fascistes, tandis que la République espagnole ne trouvait d'appui extérieur sûr et continu que dans le communisme au pouvoir.

La « guerre d'Espagne » devint ainsi « la première bataille de la Seconde Guerre mondiale » (Álvarez del Vayo). La preuve en est que Hitler et Mussolini en attendirent la conclusion pour entrer à Prague et à Tirana, et Staline pour faire savoir « qu'il ne tirerait pas les marrons du feu ». En 1945, le maintien de Franco à la tête de l'Espagne fut un premier acte de « guerre froide ». Ce rôle révélateur des faits espagnols dans l'histoire du xxe siècle n'est pas, généralement, assez souligné.

Mais quel rôle joue encore la guerre civile dans les consciences espagnoles ? De 1965 à 1980, en Espagne, il ne se passait guère de jour sans que conversations et publications ne fissent de la guerre civile un sujet privilégié. Aujourd'hui, on tend à dire « n'y pensons plus, ce fut une aberration triste ». Et le désir de partager par parties égales pertes, appuis, responsabilités et forfaits montre combien on souhaiterait, dans certains milieux, que personne n'eût rien à reprocher à personne.

Hauteur de vue rassurante ? Mais si le mythe historique a ses dangers, l'oubli a les siens. Peu de temps avant sa mort, le grand médiéviste

don Claudio Sánchez Albornoz, président de la République en exil et également hostile aux deux extrémismes du temps de guerre, a jeté un cri d'alarme : « N'oublions pas la guerre civile ! » La *comprendre* serait utile en effet pour en chasser le fantôme, pour surmonter le complexe de culpabilité qu'ont donné aux Espagnols d'une part la défaite républicaine, d'autre part le démenti donné par la défaite hitlérienne à la bonne conscience du franquisme. Je ne crois pas qu'il y ait à démontrer que les Espagnols ne sont pas plus sanguinaires que leurs voisins. Ils n'ont fait ni Auschwitz ni Hiroshima. Don Claudio fait valoir qu'ils ont tenté de mener en dix ans trois révolutions : l'une religieuse, l'autre politique, l'autre sociale – qui, ailleurs, ont demandé trois siècles, avec Cromwell, Robespierre et Staline comme héros.

Mais ces trois révolutions ont-elles été faites ? L'évolution (sinon la révolution) religieuse est assez marquée pour qu'on imagine mal le retour des violences de 1936. Que la révolution sociale ne soit pas faite n'est pas une exception en Europe occidentale. Mais la *modernisation de l'économie*, indéniable mais inégale, a-t-elle supprimé assez d'inégalités, de misères, de chômage, pour que soit exclu tout risque de nouveau heurt social ? Un ministre franquiste a dit un jour : la démocratie, c'est au-dessus de 1 000 \$ par tête (en somme un luxe) ; mais on avait dépassé 3 000 quand on a frisé le « pronunciamento » en 1981, et la question basque n'est pas résolue. Mieux vaut donc réfléchir, en évoquant la guerre civile, à ses *causes* (ont-elles disparu ?) et à la *situation mondiale* (qui fut décisive). *Une analyse historique de tous les facteurs* doit se substituer aux minuties événementielles et aux préférences existentielles.

Un dernier mot, à l'intention du lecteur français. En 1936, les Français ont pris parti, passionnément, pour l'un ou l'autre des camps espagnols. Puis l'indifférence est venue. Le Français, en Espagne, n'est plus qu'un touriste. Il n'est pas mauvais de lui rappeler que, le 24 août 1944, parmi les éléments militaires qui arrivèrent les premiers à l'Hôtel de Ville de Paris, pour le libérer, des « half-tracks » s'appelaient *Madrid, Teruel, Brunete, Guadalajara, Ebro, Guernica*. Et l'un d'eux, aussi, *Don Quichotte* ! Si ce petit livre en dit le pourquoi, il aura modestement rempli sa tâche.

Notes

Avant-Propos :

[1] Le quarteron de généraux – qui s'est soulevé – pour la nuit de Noël – on les pendra.

Chapitre I :

[1] cnca : Confederación nacional católica-agraria ; ceda : Confederación española de Derechas autónomas.

[2] cnca : Confédération nationale catholique agraire ; acnp : Association catholique nationale de Propagandistes.

Chapitre II :

[1] Exemples : « effectifs disponibles », zone républicaine, 46 188, zone nationaliste, 44 026 ; unités de Garde civile, zone républicaine, 108, zone nationaliste, 109 ; régiments de carabiniers, z. rép. 54, z. nat. 55. Corps des officiers, resteraient en zone républicaine 49,69 % contre 50,31 !

[2] Union militaire républicaine antifasciste.

Chapitre IV:

[1] Falange española tradicionalista y de las Juntas de Ofensiva nacional-sindicalista (fet y de las jons).